

REPUBLIQUE DU BÉNIN

**PROGRAMME CADRE PADER/PACER :
PROGRAMME D'APPUI AU DÉVELOPPEMENT RURAL (PADER)
PROGRAMME D'APPUI À LA CROISSANCE ECONOMIQUE RURALE (PACER)**

RAPPORT DE SUPERVISION

NOVEMBRE – DECEMBRE 2011

NUMÉRO DES PRÊTS:	676-BJ/774-BJ
NUMÉRO DU PROJET:	1250 & 1331
NUMÉRO DU RAPPORT:	2554-BJ

REPUBLIQUE DU BENIN

PROGRAMME D'APPUI AU DEVELOPPEMENT RURAL (PADER)

PROJET D'APPUI À LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE (PACER)

PRET FIDA N° 676-BJ/DON UE N°COFIN EC 17/BJ-PRET FIDA N°774-BJ –DON N°DSF-8029-BJ

Mission de supervision: DU 28 NOVEMBRE AU 17 DECEMBRE 2011

Aide-mémoire

A. Introduction¹

1. Une mission du Fonds International de Développement Agricole (FIDA) a séjourné au Bénin du 28 Novembre au 17 Décembre 2011, pour d'une part assurer la 9^{ème} mission de supervision directe du Programme d'Appui au Développement Rural (PADER), du Projet d'Appui à la Croissance Economique Rurale (PACER), et du Projet de production de semences certifiées de riz et de boutures certifiées de manioc (COFIN-EC-17-BJ), financé par l'Union Européenne (Don UE). Cette mission a pour objectifs de : a) faire une revue de l'exécution technique, administrative et financière du PADER, du PACER et du Don UE, b) évaluer la mise en œuvre du Don UE dont l'achèvement est prévu pour le 31 Décembre 2011 ; et, c) celui du PADER prévu pour le 31 Mars 2012. Concrètement, il s'agit de: (i) faire le point avec l'UCP sur le degré de mise en œuvre des recommandations de la dernière mission de supervision; (ii) évaluer les progrès accomplis dans l'exécution des projets/programmes et proposer des approches pour lever les contraintes identifiées ; (iii) évaluer l'état d'avancement de la mise en œuvre du PTBA 2011, par projet/programme et leurs composantes; (iv) analyser l'état de réalisation du plan de passation des marchés 2011; (v) vérifier la gestion financière y compris les décaissements, le Compte spécial et des fonds de contrepartie; (vi) planifier l'achèvement du Don UE et du PADER; (vii) évaluer les dispositions prises par le PADER et le PACER pour le maintien de l'environnement, l'inclusion des femmes et des jeunes et assurer la durabilité des acquis.

2. À son arrivée à Cotonou, la mission a consacré les trois premiers jours à la collecte des rapports d'activités et aux discussions avec les différents responsables de composantes du PADER, du PACER et les responsables impliqués dans la mise en œuvre du Don UE. La mission a pris part aux travaux de la première session de sélection et d'approbation des micro-projets du CRA de Bohicon. Elle a visité les communes de: Glazoué (village Madengbé), N'Dali (village Alafiarou), Bembereke (villages Béroubouay), Malanville (village Malanville Centre et Monkassa), Natitingou (Village Natitingou et Yarikou), Copargo (village Anandana), Ouaké (Village Madjatom) et Savalou (village Monkpa). Sur le terrain, la mission a rencontré: (i) les représentants et

^{1/} La mission était composée de : Mme Ndaya Beltchika, Chargée de portefeuille pour le FIDA, Chef de Mission ; Khadidja Doucouré, Coordinatrice régionale Genre et Professionnalisation des OP/FIDA/Dakar; M. Mamadou Sow, Consultant FIDA chargé des aspects de passation des marchés ; M. Keyita Matuvanga, Consultant du FIDA en charge de la composante Institutions de base et Appui à la composante AGR du PADER; M. René Tokannou, Consultant du FIDA en charge des composantes AGR/MER, Finance Rurale et Suivi Evaluation du PADER, du Don UE et du PACER; Mlle Pricette Dovonou, Consultante du FIDA en charge de la prise en compte de l'environnement et de la durabilité des acquis du PADER; M. Pape Mbaye, Consultant FIDA en charge des Aspects Financiers. La mission était accompagnée de Mme Houessou Abelle, Point focal du FIDA au Bénin, M. Dieudonné Messan, Coordonnateur du PADER ; de Théophile Ségo Sounon, Responsable Suivi Evaluation ; M. François Amoussou Lokossou, Responsable de la composante AIB ; M. Nassirou Moussa, Responsable de la composante Finances Rurales ; M. Antonin Alavo, Responsable de la composante ADF ; Fagbohoun Justin, Responsable URA Sud, Raïmy Titus, Responsable URA Borgou Alibori ; Codjia Claude, Responsable URA Atacora Donga et certains assistants des responsables de composante et d'URA. La partie gouvernementale était représentée par M. André Ayi Padonou (Ministère de Développement) ; M. Abassi Abdoulaye du Ministère de l'Agriculture (DPP/MAEP) et M. Yacoubou Moussa de la Caisse Autonome d'Amortissement (CAA).

animateurs des opérateurs partenaires polyvalents (OPP) et spécialisés (OPS) du PADER; (ii) les services décentralisés du MAEP; (iii) les membres et organes représentatifs des Associations de Services Financiers (ASF) et des groupements d'Activités Génératrices de Revenus (AGR) appuyés par le PADER; (iv) les micro entrepreneurs (MER) appuyés par le PADER; (v) les multiplicateurs semenciers bénéficiaires du Don UE; (vi) les Associations de Développement Villageois (ADV); les autorités locales; (vii) les chefs de file des consortiums constitués et les membres, et (viii) les producteurs maraîchers groupes cibles du PACER. La mission a visité certaines réalisations faites, a mené des discussions avec les différents acteurs rencontrés et a recueilli leurs avis et suggestions qui ont servi de base à cet aide-mémoire.

3. De retour à Cotonou, la mission a rencontré le MAEP et les partenaires techniques (Banque Mondiale, GIZ, Coopération Suisse, Coopération Belge, PNUD, FAO), les institutions financières (ECOBANK, BOAD et CPEC) et les partenaires de mise en œuvre (DPLR, ANASEB, CCRB, INRAB, FECECAM, AFDI). Une réunion de restitution s'est tenue à Cotonou le 9 Décembre 2011. Elle a été présidée par le SG du MAEP. Le présent Aide mémoire retrace les principales conclusions et recommandations de la mission. La mission exprime ses remerciements aux Autorités Béninoises, à l'UCP, aux URA de Bohicon, Parakou et Djougou, aux partenaires du programme, et aux communautés visitées pour leur précieuse collaboration et leur soutien ayant permis le bon déroulement des travaux.

B. Évaluation d'ensemble de l'exécution du PADER, du Don UE et du PACER

4. Le PADER a démarré le 14 mars 2007 et s'achève le 31 Mars 2012 (dans moins de 4 mois). Au cours de sa mise en œuvre, le PADER a eu à cofinancer en plus de ses propres activités: de 2008 à 2011, le Programme d'Urgence d'Appui à la Sécurité Alimentaire (PUASA), de juillet 2009 à décembre 2010, la pérennisation des acquis du Programme de Développement des Racines et Tubercules (PDRT), de Janvier 2010 à Septembre 2011 avec une extension jusqu'en décembre 2011, le projet de facilité alimentaire sous financement du don UE. S'inscrivant dans la suite du PADER, le PACER a démarré en septembre 2010 pour une durée de 6 ans. Les principales réalisations cumulées du PADER, du Don UE et du PACER au 31 Octobre 2011 sont résumées ci-dessous.

5. Depuis la revue à mi-parcours du PADER en juin 2010 et suite aux recommandations formulées, les efforts de la composante AGR/MER se sont concentrés sur les 303 groupements AGR et 238 MER les plus dynamiques. Dans le même temps, le programme a assuré la mise en œuvre de sa contribution au PUASA, les activités de pérennisation du PDRT et celles du Don UE. Les activités du PUASA et celles du Don UE ont eu un caractère prioritaire sur celles initialement planifiées pour la composante AGR/MER.

6. Au niveau de la Composante «Accès au financement rural», la consolidation des 194 ASF se fait par une série de formations au profit de leurs dirigeants et de leurs structures d'appui. Ainsi au cours du second semestre 2011, les élus des ASF ont bénéficié de deux formations de renforcement de capacités: une formation sur les techniques d'élaboration des états financiers dans une IMF (au profit de 223 élus et animateurs d'OPS) et une autre formation sur «les techniques de gestion de la trésorerie dans une IMF» avec les mêmes participants. Au 31 octobre 2011, l'encours de crédit des ASF est de 3,2 Milliards FCFA et le taux des impayés à 90 jours est de 4,56 %. Même si ce taux s'est déprécié par rapport à décembre 2010 où il était de 4,19 %, il reste néanmoins dans les normes admises au sein de l'UEMOA qui est de 5%.

7. En ce qui concerne le renforcement des capacités des institutions et des acteurs au niveau village, au 30 novembre 2011, le PADER a réalisé ses prévisions en mettant en place 290 Associations de Développement Villageois (ADV) et 290 femmes-relais dans les 290 villages d'intervention. Les formations en gestion de base sont achevées dans les 290 villages pour les modules A, B et C² (environ 4350 personnes sont formées, soit environ 15 personnes par village). Pour les modules D et E³ qui sont en début de réalisation, les formations se poursuivent. Cependant, certaines ADV visitées accusent des faiblesses dans leur fonctionnement, notamment en ce qui concerne la maîtrise et l'usage du DPNV qui est un outil de développement local important mis à leur disposition par le Programme⁴.

8. Dans le cadre du Don UE, les productions de semences de pré-base et de semences de base de riz ont dépassé largement les prévisions et ont permis de rendre disponible le matériel pour la production de semences certifiées (1,27 tonnes de semences de pré-base produites contre une prévision de 0,5 tonnes et 64,44 tonnes de semences de base acquises contre une prévision de 30 tonnes). Avec les superficies cultivées, l'on projette une production de semences certifiées de 2000 tonnes contre une prévision de 1500 tonnes. Il en découle que les objectifs de production de semences de riz dans le cadre du Don UE seront globalement largement dépassés.

9. Concernant la production boutures certifiées de manioc, les prévisions de production boutures de base étaient dépassées depuis la campagne 2009-2010 (2 065 500 boutures de manioc de base produite sur 600 000 prévues). Cette disponibilité de boutures de base a permis la mise en place de 195,3 ha de manioc certifiées dont il est attendu 11 560 850 boutures de manioc certifiées. Ce qui permet aussi de dépasser les prévisions de production de 7 000 000 de boutures certifiées de manioc.

10. Le Don UE a mis en exergue les opportunités de production et de commercialisation de la semence certifiée dans la filière riz. Suite à ces opportunités, les producteurs semenciers ont commencé à s'organiser en coopératives sous l'impulsion du PADER avec l'assistance de la DPLR. Une feuille de route entre les différents acteurs (ANASEB, CCRB, DPLR et PADER) a été mise en place afin de formaliser la commercialisation des semences à travers les coopératives de l'ANASEB.

11. Le PACER, lancé en Octobre 2010, après l'élaboration des manuels de procédures, et la mise en place des comités régionaux, entre dans sa phase active de sélection des bénéficiaires, d'établissement de partenariats avec des structures d'accompagnement, de sélection des prestataires et de passation des marchés pour le démarrage des appuis prévus. *L'élan observé dans la mise en route des activités de ce programme mérite d'être soutenu en vue de la réalisation à temps des appuis prévus. La visibilité des effets du programme en dépend.*

12. Au 30 novembre 2011, les taux d'exécution physique du PADER, du Don UE et du PACER sont respectivement de 61,13%, 85,68% et 15,31%.

13. Sur le plan financier, le taux de décaissement sur le PADER au 31 octobre 2011 est de 78,39%. Le montant total des dépenses payées dont les demandes de remboursement sont transmises au FIDA ou en cours de traitement à la CAA est arrêté à la somme de 423 895 484 CFA. La prise en compte de ces dépenses de remboursement, porterait le taux de décaissement à 84,44 % à trois mois de l'achèvement du Prêt. Pour

² Module A : gestion administrative et sociale des Institutions de Base (IB), Type B: planification et gestion participative et dynamisation des IB et Type C : formation en maîtrise d'ouvrage et à la gestion des contrats de services et de travaux dont la passation de marchés.

³ Module D : gestion financière et comptable, accès aux services de base, AGR et entrepreneuriat ; Module E: suivi-évaluation participative et autonomie de gestion

⁴ Cas de l'ADV du village Yarikou dans la Commune de Natitingou. qui ignore l'utilité de cet outil.

le PACER, le montant décaissé est de 183 922 376 FCFA soit un taux de 5,77%. Pour le Don UE, l'avance initiale d'un montant total de 1 500 000 euros, a été dépensé à hauteur de 93%. Ces dépenses ont fait l'objet de Demandes de Remboursement de Fonds (DRF 2 et 3) transmis au FIDA et remboursées pour un total de 183 971 376 CFA.

C. Produits et réalisations

14. Au 30/11/2011, les niveaux de réalisation des objectifs des projets et programmes sont résumés ci-après⁵:

Au titre du PADER:

15. **Composante A: «Appui aux AGR/MER» du PADER.** Le PADER prévoit: (i) l'encadrement de groupements AGR et de MER dans 290 villages; (ii) l'accompagnement dans la recherche de financement de leurs activités; (iii) le renforcement de leur capacité en gestion, commercialisation et maîtrise des technologies ; (iv) l'appui à la mise en marché de leurs produits ; (v) des appuis-conseils polyvalents et spécialisés; (vi) la mise en relation avec les organisations de filières; et (vii) l'appui à la réalisation et la gestion d'infrastructures socioéconomiques à l'usage des groupements AGR et des MER.

16. L'accompagnement dans la recherche de financement aux groupements et MER se fait par la réalisation des études de faisabilité et d'implantation (589 études réalisées ayant permis de doter 426 groupements AGR de dossiers de microprojets et 163 MER de plans d'affaires). La réalisation de cette activité dans le Nord a permis de renforcer les capacités des OPP en élaboration des dossiers de micro-projets et de plans d'affaires. Cependant les observations faites sur les dossiers soumis aux CRA montrent que ce renforcement n'a pas encore eu l'incidence attendue par rapport à l'atteinte des objectifs du programme (manque d'étude de marché sur les spéculations retenues par exemple).

17. Par rapport à l'accompagnement des bénéficiaires dans la recherche de financement, 419 groupements et 152 MER ont obtenu auprès des IMF respectivement 305,26 millions FCFA (610 520 USD) et 126,978 millions (253 956 USD) de crédit pour démarrer ou renforcer leurs activités. Il s'agit de petits crédits d'un montant maximum d'un million et demi de F CFA pour une durée d'au plus un an.

18. Au 30 novembre 2011, le Fonds d'Appui à la Commercialisation (FAC), a permis de réaliser dans la sous composante appui à la mise en marché des produits: six (6) participations sur 16 prévues à des foires au niveau national et au niveau régional (Burkina Faso) pour identifier des opportunités et établir des relations d'affaires ; deux (2) appuis-conseils spécifiques en faveur des producteurs d'ananas biologiques; et, une (1) étude-inventaire des études de marchés disponibles avant l'avènement du PADER. Le partenariat noué avec l'Office National d'Appui à la Sécurité Alimentaire (ONASA), concernant la collecte et la diffusion des informations mensuelles sur les prix dans 23 marchés (sur 52 prévus), est opérationnel. Les prix collectés sont diffusés par les radios locales au niveau des départements. Cette activité a été transférée au PACER à partir de 2011. L'opérationnalisation de la stratégie de mise en marché collective des produits agricoles par les groupements et MER a démarré en mai 2011, en partenariat avec la Plate Forme Nationale des Organisations de Producteurs et Professionnels Agricoles (PNOPPA), par la première formation des acteurs (14 chargés de programme et 36 animateurs des OPP, 26 formateurs endogènes, 26 agents des CeRPA) sur l'approche.

19. Par rapport au Fonds de Subvention des AGR (FS/AGR) destiné à financer à hauteur de 90% la réalisation d'infrastructures de démarrage des AGR (ateliers, petits magasins), les appuis démarrés en 2010 ont permis de réaliser sur le FS/AGR, au titre de sa

⁵ Les résultats détaillés sont présentés dans l'appendice 5.

contribution au PUASA: douze (12) ateliers de décortilage de riz dont 9 achevés et 3 en cours et un certain nombre d'équipements (12 décortiqueuses de riz, 72 motopompes, 10 motoculteurs dont 2 déjà livrés et 8 en voie de livraison), des aménagement de bas fond (26,5 ha dans l'Atacora -Donga et 30 ha à Aizè dans le Zou), des travaux de labour des sites de production et acquisition d'intrants pour les producteurs PUASA, etc. En 2011, les consultations restreintes privilégiant les PME locales ont permis le démarrage des travaux de construction de 6 ateliers/petits magasins/bâtiments d'élevage destinés aux groupements et de 5 unités pilotes de formation et dans le cadre du Fonds d'Investissement Communautaire (FIC), la construction de 3 grands magasins de stockage, 3 binômes de hangars de marché et 5 puits maraîchers. La mission a toutefois noté l'inadéquation de certains équipements par rapport aux besoins et leur faible utilisation⁶.

20. Le **Projet de production de semences certifiées de riz et de boutures de manioc** sur don Union Européenne (UE) est mis en œuvre par le PADER sur la période janvier 2010 à septembre 2011 avec une extension jusqu'au 31 décembre 2011. Au 31 octobre 2011, les principales réalisations dans le cadre de ce projet par rapport au riz se présentent comme suit: 230 cultivars de riz collectées par INRAB et AfricaRice dont la caractérisation agromorphologique est déjà réalisée et a abouti à 122 variétés bien caractérisées⁷; 1,27 tonnes de semences de pré-base de riz et 672,72 tonnes de semences certifiées de riz produites ; acquisition et mise en place de 47,74 tonnes de semences de base de riz et apport 250 tonnes d'engrais pour la campagne 2011-2012 portant à 65,44 tonnes la quantité totale de semences de base et 575 tonnes la quantité totale d'engrais acquise et mise en place grâce au Don UE. En outre, 240 roulettes de semis et 22 motopompes ont été octroyées aux semenciers, 200 puits tubés ont été installés sur le périmètre de la Sota et un puits artésien a été foré sur le site rizicole d'Aizè (Commune Ouinhi) ; 550 litres d'herbicides post levée, 700 litres de PACHA et 1400 kg de Mancozèbe ont été mise en place. Avec les réalisations précédentes, la quantité de semences de base de riz mise en place pour la campagne 2011-2012 (47,74 tonnes sur une superficie de 705,72 ha non déclassés) permet d'espérer l'atteinte des prévisions de semences certifiées de riz au titre du Don UE.

21. Par rapport à la production de boutures certifiées de manioc, l'INRAB a entrepris la production des 10 000 boutures de pré-base restantes (grâce à la technique de multiplication rapide des boutures) pour atteindre les prévisions initiales de 100 000; à partir des boutures de base produites, les multiplicateurs ont installés 195,3 ha de parcelles de multiplication de boutures certifiées de manioc. Il en est attendu en 2012, 11 560 850 boutures certifiées (59 195 boutures par ha). La production de vitro-plants de manioc reste confrontée à l'insuffisance d'infrastructures appropriées (vitrothèque et serre) au laboratoire de génétique et des biotechnologies de l'UAC. Néanmoins la production a atteint 5 200 plants (sur les 15 000 prévus). Ces réalisations ont permis une reconstitution de chaîne de production semencière au Bénin.

22. Dans le cadre de la professionnalisation des producteurs semenciers, après les études sur la commercialisation des semences et l'état des lieux de l'ANASEB et des organisations à vocation similaire, un voyage d'échange a été effectué au Sénégal pour apprendre de l'expérience du PSAOP et de l'ASPRODEB⁸; 30 coopératives semencières ont été mises en place ; 1329 producteurs semenciers dont 1011 hommes et 318 femmes ont été formés sur deux thèmes: (1) les itinéraires techniques de la production semencière (par la DAGRI) et (2) la législation semencière au Bénin (par la DPQC) sous la supervision de la DICAF; une demande a été adressée au FIDA sur

⁶ Cas du groupement JEHOVA JIRE de Monkpa (Commune de Savalou) : tuyau et puits

⁷ AfricaRice s'est engagé pour poursuivre sur fonds propre la caractérisation génétique moléculaire des 122 variétés même après l'achèvement du Don UE.

⁸ PSAOP : Programme des Services Agricoles et Organisations de Producteurs

ASPRODEB : Association Sénégalaise pour la Promotion du Développement à la Base.

instruction du Conseil des Ministres pour la mise en place d'un fonds levier au titre du soutien au mécanisme d'auto-commercialisation des semences par les producteurs. La mission note la naissance d'une dynamique organisationnelle grâce à la mise en œuvre du Don UE que le PACER veillera à consolider.

23. Au plan du renforcement des capacités opérationnelles des structures d'appui aux producteurs semenciers, quatre lots d'équipements, petits matériels et consommables de laboratoire ont été acquis au profit du LGB et un magasin de stockage a été construit sur une ferme de la DAGRI à Alafiarou, une chambre froide de conservation des souches de semences a été construites au CRA Sud à Niaouli, un magasin de stockage de semence, deux forages à usage d'exploitation agricole et un système d'irrigation ont été réalisés au profit du CRA-Sud à Sékou et un magasin de traitement de semences a été réalisé au profit du CRA Sud à Glazoué. Le personnel des structures d'appui à la production semencière (DAGRI, DPQC, INRAB, CeRPA, LGB/UAC) a été recyclé sur les itinéraires techniques de la production semencière. Une version provisoire du plan national semencier a été élaborée au profit de la DAGRI.

24. Des actions de communication pour la visibilité du projet ont été menées: 400 plaques et autocollants d'identification des sites ont été réalisées; un film documentaire est réalisé et l'équipe du PADER a participé à deux ateliers de capitalisation des expériences du projet (l'un à Bamako et l'autre à Abidjan).

25. **Composante B: «Accès au Financement rural» du PADER.** Le PADER prévoit (i) de consolider les 144 ASF, mises en place par le PROMIC et le PAGER; (ii) de créer 60 ASF dans les nouveaux villages; (iii) de mettre en place la structure faîtière, l'Union des ASF (UNASF) avec sa caisse centrale, qui gérera les liquidités et assurera le refinancement des ASF.

26. Par rapport à la consolidation des ASF, la mission globale d'évaluation des ASF visant à établir une typologie de ces dernières pour des appuis plus ciblés recommandée par la revue à mi parcours a été réalisée et le rapport provisoire déposé. Les critères de viabilité d'une ASF ont été établis comme suit: (i) capital social minimal: 5 Millions; (ii) encours de crédit moyen: 20 millions; (iii) taux de transformation des ressources prêtables: 90%; (iv) taux d'impayés à trois mois et plus: moins de 5%. Des 144 ASF en cours de consolidation, 5 ne remplissent aucun de ces critères : ASF de Karigui, Sanson, Gbédavo, Doko, et Hlanhonou. Par contre 22 (soit 15,8% des ASF) remplissent l'ensemble de ces conditions. Conformément aux prévisions du PADER, 50 nouvelles ASF ont été créées et les formations de renforcement des capacités ont été poursuivies. Au cours du deuxième semestre 2011, deux formations ont été organisées: (i) techniques d'élaboration des états financiers dans une IMF (au profit de 223 élus et animateurs d'OPS) et (ii) techniques de gestion de la trésorerie dans une IMF. Ces formations ont connu la même participation.

27. En octobre 2011, les 194 ASF existantes comptent 102 661 actionnaires, dont 41,16% sont des femmes. Le capital global est de 1 812 017 400 FCFA, détenu à 32,38% par des femmes. L'encours de crédit est de 3 258 765 256 FCFA. Depuis 1998, près de 90% des actionnaires ont reçu au moins un crédit. Le portefeuille à risque (à 90 jours et plus) s'élève à 4,56% contre 4,19 % en décembre 2010. Ce qui constitue une hausse du taux d'impayé s'expliquant (selon le responsable de cette composante) par le fait que les paysans ne font pas beaucoup de transactions entre avril et octobre, c'est la période des labours et des récoltes avant commercialisation.

28. Le taux de transformation des ressources prêtables est passé de 101,87% en décembre 2010 à 106,79% en octobre 2011. Cette augmentation de l'utilisation des

ressources de l'épargne pour faire du crédit s'explique par le besoin de crédit pour les labours.

29. L'expérience de gestion d'un fonds du PUASA (300 millions de F CFA) par 28 ASF de l'UNASF-GIE de 2008 à 2010 constitue une initiative dont l'aboutissement serait un bon indicateur de la capacité des ASF à gérer des ressources extérieures. Le taux de récupération de 52% en juin 2011 tel que mentionné à la dernière mission de supervision est passé à 53,49 en novembre 2011. De même, dans le cadre de la convention signée avec le Programme Spécial d'Insertion des Jeunes dans l'Agriculture (PSIJA/SONAPRA), le taux de recouvrement de la ligne de crédit de 136 millions FCFA au profit des jeunes agriculteurs installés avec l'appui des CeRPA qui était de 61,76% n'a pas évolué à cause des inondations qui n'ont pas permis à certaines ASF de placer les montants reçus. Par ailleurs, le non rachat du riz paddy à temps par la SONAPRA auprès des producteurs ne leur a pas facilité le remboursement.

30. **Composante C: «Appui aux institutions de base» du PADER.** La composante a pour objectifs: (i) la consolidation du processus de planification, de réalisation et de gestion participatif au niveau des villages; (ii) le développement des capacités des institutions communautaires; et (iii) la pérennisation des institutions mises en place pour le développement participatif et la coordination entre leurs programmes communautaires respectifs

31. Le PADER a réalisé son objectif qui consistait à installer et former 290 ADV et 290 femmes relais. Les 30 anciens villages qui ont démarré l'alphabétisation initiale en 2008 ont terminé l'étape de post-alphabétisation (609 inscrits, 495 testés, 425 alphabétisés) au cours de la campagne 2009-2010. Pour le français fondamental, sur 30 centres prévus au PTBA 2011, 25 seulement ont été opérationnels⁹ avec 477 inscrits, 387 testés et 355 alphabétisés dont 189 femmes, soit un taux d'alphabétisation de 91,73 %. Pour la campagne d'alphabétisation 2010-2011, 28 centres sont ouverts pour la post-alphabétisation sur 28 prévus au PTBA 2011 et les résultats sont les suivants: 599 inscrits, 526 testés et 471 alphabétisés, soit 78,63 %. Ils finiront le français fondamental au cours de la campagne 2011-2012 qui a déjà démarré. Les 151 femmes relais formées lors de la campagne 2009-2010 ont répliqué en 2011 à travers des séances de causeries éducatives dans leurs villages respectifs (2 fois par mois alors que le RPE recommande 1 ou 2 séances par trimestre) les modules d'IEC (Information, Education et Communication) relatifs aux thèmes: Santé de la reproduction, hygiène et assainissement, IST/VIH/SIDA, scolarisation des filles et alphabétisation, droits et devoirs des femmes. La mission n'a pas perçu les effets de l'alphabétisation au niveau des groupements visités (cahiers de gestion mal tenus ou inexistants)

Au titre du PACER:

32. **Composante « Appui au développement des filières agricoles (ADF)» du PACER.** Cette composante a pour objectif de mettre en place et de développer un mécanisme décentralisé durable, chargé de la promotion du développement des filières riz, ananas, cultures maraîchères et manioc. Elle travaille à la mise en place du dispositif d'appui et des guichets A et B du PACER, et à la professionnalisation des acteurs.

33. En ce qui concerne la mise en place d'un dispositif d'appui pour la mise en œuvre du PACER, à la suite du séminaire de validation des conditions du recrutement des SAE et des OPP organisé en février 2011 à Bohicon, une convention de partenariat avec les CeCPA a été élaborée et est entrée en vigueur le 1^{er} novembre 2011 après l'avis de non objection du FIDA. Au titre de cette convention, les CeCPA devront assurer: l'encadrement et l'appui conseil pour la création de microprojets d'entreprise et la

⁹ Les 5 autres ont abandonné en raison principalement de détournement des apprenants par une autre structure d'alphabétisation (ONG DERANA financée par la Coopération suisse) qui offrent des conditions d'apprentissage améliorées (bâtiments équipés de tables et bancs, cahiers, livrets, stylo, craies, ardoises, crayons et gommes)

formation des entrepreneurs et des promoteurs pour la maîtrise des activités de production et de gestion. Les TDR pour l'évaluation des CeCPA et l'identification de leurs besoins de renforcement des capacités afin de garantir de bonnes prestations ont été élaborés et soumis au FIDA pour avis de non objection. De même, les OPP ont été évaluées (par l'équipe du PADER) et leur personnel redimensionné pour coller aux nouvelles exigences du PACER. Aussi, un avis de non objection a été obtenu pour la formation des SAE et OPP sur les modules TRI, CREE et GERME. Dès lors, les modules TRI et CREE ont été développés.

34. Pour la mise en place des guichets A et B du PACER et l'octroi de crédit aux bénéficiaires: la formation des membres des comités régionaux d'approbation des microprojets a été faite après leur installation et le compte du guichet A a été ouvert à la BOA pour alimenter les subventions aux micros entrepreneurs. Mais la CAA conditionne son approvisionnement à la soumission effective des dossiers de microprojets à financer avec une connaissance claire de leur montant total. A cet effet les comités régionaux (CRA Borgou Alibori, CRA Atacora Donga et CRA Sud) ont déjà tenu leurs premières assises en vue de la sélection des dossiers à financer.

35. Par rapport à la professionnalisation des acteurs, la situation de la signature des contrats avec les structures potentielles prestataires de service n'a pas évolué par rapport à celle de la dernière mission de supervision. Par contre, l'appui à l'approvisionnement et la gestion des intrants, et la mise en marché des produits connaît un bon démarrage avec le «Consortium Sahel» au Nord et «Promo-fruit» au Sud. *Ces expériences novatrices sont porteuses d'espoir pour les micro et petites entreprises de producteurs et il convient d'analyser tous les contours afin que dans la mise en œuvre, elles leur soient véritablement bénéfiques.*

36. L'élaboration de plans de développement à moyen terme (PDMT) et de plan d'action opérationnel (PAO) des filières retenues attend l'avis de non objection du FIDA pour le dépouillement des offres financières en vue de la sélection des Cabinets à qui confier ce travail. Il convient cependant de faire remarquer que pour certaines filières des travaux similaires ont déjà été faits qu'il conviendrait d'exploiter à fond.

37. La mise en place d'une sous-filière maraîchère a démarré par l'organisation d'une formation au profit de 60 maraîchers sur la production semencière des légumes locaux.

38. Dans le cadre du renforcement de la collaboration du PACER avec le centre SONGHAI, une réunion a été tenue pour fixer les axes de la dite collaboration. Il s'agit entre autres: de la fourniture d'équipements aux promoteurs du PACER, de la formation technique des bénéficiaires du PACER, de l'octroi de crédit par le PACER aux jeunes formés par SONGHAI, la commercialisation des produits par SONGHAI qui pourrait se positionner comme tête de pont de certains consortiums. *La mission apprécie la célérité dont le PACER a fait preuve dans l'établissement des partenariats après la dernière mission de supervision et l'encourage à les rendre véritablement opérationnels et bénéfiques pour les groupes cibles et les jeunes en particulier.*

39. **Composante «Infrastructure rurales (IR)» du PACER.** Par rapport à la «Composante Infrastructures Rurales» Le PACER prévoit: (i) la réhabilitation de 250 km de pistes; (ii) l'aménagement de 420 ha de bas-fonds, (iii) la construction de l'équivalent de 7500 m² d'infrastructures de soutien à la mise en marché (infrastructures de stockage, infrastructures et aires de collecte/hangars de commercialisation). Les prévisions au titre de 2011 n'ont pas connu un taux important de réalisation physique. Pour les pistes, des procédures sont en cours pour boucler le financement de la BOAD. Les études techniques sont en cours pour l'aménagement des 80 ha de bas-fonds et la construction de hangars de marché (619,2m²) en est à l'étape de la sélection des entreprises. En dehors de la contribution au forage réalisé dans le cadre du Don UE à Aïzè dans la commune d'Ouinhi, la construction de hangars de marché (619,2m²) en est

à l'étape de sélection des entrepreneurs. *Le PACER doit veiller à accélérer les processus de mise en place des infrastructures afin de permettre aux bénéficiaires d'en faire un bon usage.*

40. **Composante D: «Coordination et Partenariat stratégique».** Le PADER devenu programme cadre en 2009, a vu son Unité de Coordination (UCP) et ses Unités Régionales d'Appui (URA) appelées à la mise en œuvre d'autres projets concourant au mieux être de son groupe cible (PUASA, pérennisation du PDRT, Don UE et PACER). Si les premiers: PUASA, PDRT et Don UE sont des interventions de courtes durées, le PACER par contre dure 6 ans et se présente comme la suite logique du PADER. La mise en œuvre de l'ensemble de ces projets et programmes demande un surcroît d'effort à l'équipe de coordination en termes d'élaboration des plans de travail et budgets annuels, des plans de passation des marchés (PPM), d'élaboration de dossiers d'appel d'offres, de signature de contrats et de suivi des différents prestataires et structures d'appui à la mise en œuvre. Le renforcement de ce dispositif (au cours des deux dernières années) par le recrutement d'Assistants aux responsables de composantes et des unités régionales d'appui a permis d'alléger la charge de travail dont les effets commençaient par être ressentis sur la qualité de la mise en œuvre et du suivi des activités sur le terrain. Ce renforcement a permis l'atteinte de résultats très appréciables au niveau des projets de courtes durées tel que le PUASA, la pérennisation du PDRT et le Don UE. Les objectifs initiaux du PADER ont pu aussi être atteints dans une certaine mesure. Mais l'UCP devra davantage travailler à les rendre visibles au cours des derniers mois restants avant l'achèvement du PADER.

41. De multiples partenariats ont été noués dans le cadre de la mise en œuvre du PADER et des projets de courts termes et se poursuivent avec le PACER notamment avec les structures déconcentrées de l'Etat (l'INRAB, la DAGRI, la DPQC, la DPLR, la SONAPRA CeRPA, les CeCPA, l'UAC et les ONG etc). Ces partenariats devront se renforcer dans le sens de l'amélioration de la mise en œuvre des activités mais aussi dans la perspective de la pérennisation des acquis des différents projets/programmes.

D. Avancement de l'exécution du projet

42. **PADER.** La mise en œuvre du PADER tire vers sa fin et des recommandations ont été formulées par la mission de supervision de juin 2011 pour faciliter son achèvement. Certaines de ces recommandations ont été mises en œuvre, quelques unes sont encore en cours de réalisation et d'autres n'ont pas connu un début de réalisation (voir annexe 1: état d'exécution des recommandations de la mission de supervision de juin 2011). Par composante, le point de l'avancement de l'exécution du projet se présente comme suit:

43. **Composante AGR/MER du PADER.** Avec le démarrage du PACER, les dispositions sont prises pour que les activités de la composante AGR/MER pertinentes pour ce programme lui soient transférées après une évaluation institutionnelle des AGR et MER. Des activités actuellement en cours au niveau de la composante AGR/MER, certaines pourront s'achever avant la fin du PADER. Il s'agit par exemple : d'équipement en voie de livraison; la formation en comptabilité et gestion, et en technologie de production; et ; l'achèvement des infrastructures.

44. La fin du programme étant prévue pour mars 2012, l'élaboration ou la réactualisation des dossiers de microprojets ou plans d'affaire en vue de leur étude ou financement (soit par les guichets du PACER, soit par les ASF ou d'autres institutions de financement) devrait être dès maintenant entièrement affectée au PACER de même que la formation des groupement et MER en commercialisation et promotion des produits. Ceci permettrait au responsable de cette composante de mieux se consacrer aux tâches

résiduelles de la composante et de celles du Don UE qui sont aussi sous sa responsabilité.

45. Pour cette composante, la mission recommande de:

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Etablir la cartographie et la typologie des groupements/AGR et des MER par localité et les caractériser	PADER/AGR	Janvier 2012
Faire le point des réalisations nécessitant un appui-suivi-conseil et établir un partenariat avec les structures déconcentrées du MAEP (CeCPA, DPLR etc) à cet effet.	PADER/AGR	Janvier 2012
Faire le point des activités PADER à transférer au PACER après l'étude d'impact.		Mars 2012
Eviter de démarrer de nouvelles activités dont la réalisation ne peut s'achever avant le délai du 31 Mars 2012 prévu pour l'achèvement du PADER.	PADER/AGR	Immédiatement
Evaluer et régler les problèmes relatifs aux puits et autres équipements/infrastructures fournis aux groupements mais restés non utilisés (tel que le cas de JEHOVA JIRE de Monkpa)	AGR/ADF/URA	Immédiatement

46. **Projet de production de semences certifiées de riz et de boutures de manioc sur don Union Européenne (UE):** Dans le cadre de la professionnalisation des producteurs semenciers, l'extension du réseau national des semenciers reste un défi qui ne pourra être relevé que grâce à un renforcement de l'ANASEB et des autres institutions à vocation similaire afin qu'elles jouent effectivement les rôles moteurs d'organisation qui leur ont été assignés. Au-delà de 30 coopératives semencières de riz et des boutures de manioc, certaines créées sous l'initiative des semenciers et d'autres sous l'impulsion du PADER, d'autres coopératives et leurs unions départementales et nationales par filière devront être créées. Douze (12) magasins villageois de stockage sont en cours de réception.

47. Au plan du renforcement des capacités des structures d'appui à la production semencière, divers équipements sont en attente de livraison: deux tracteurs avec accessoires pour la DAGRI et l'INRAB, des équipements d'analyse de laboratoire pour la DPQC, des équipements de collecte de données sur les parcelles semencières, pour la DPQC, 10 magasins communaux de stockage de semences pour les CeCPA, etc.

48. La production de boutures certifiées de manioc à partir des boutures de base installées auprès des multiplicateurs mérite un suivi adéquat pour l'atteinte effectif des résultats au-delà de la période de mise en œuvre du Don UE. Par ailleurs, la visite de la ferme d'Etat d'Alafiarou a permis de faire le constat que les boutures de base produites n'étaient distribuées qu'au deux cinquième (2/5) et qu'il existe des difficultés pour l'entretien des plantations de manioc installées. D'autres difficultés de disponibilité d'eau ont aussi été évoquées. La situation de la ferme d'Alafiarou (220 ha pour la production de semence coton, maïs, soja, manioc, arachide, niébé etc.) mérite qu'une attention particulière lui soit accordée pour qu'elle joue efficacement le rôle de principale ferme d'Etat pour la production semencière au nord Bénin. *Le PACER devra étudier d'autres possibilité d'appui pour sa production semencière avec le Centre SONGHAI, les CeRPA et autres structures d'appui au secteur agricole y compris les partenaires techniques.*

49. Au titre des actions de communication pour la visibilité du projet, outre la finalisation du film documentaire et spots publicitaires et leur diffusion, une capitalisation des acquis du Don UE devra être faite dans le cadre de la dynamisation de la filière semencière qui constitue une préoccupation du PACER.

50. Un atelier de validation des résultats de l'étude sur l'état des lieux de l'ANASEB et des organisations à vocation similaire a été organisé et a abouti à des orientations en vue d'un renforcement durable du réseau des producteurs semenciers.

51. Pour la consolidation et la pérennisation des acquis de ce projet, la mission recommande de:

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Prendre les mesures nécessaires pour assurer la pérennisation des acquis du Don UE à travers le PACER (Plans d'amortissements des équipements mis en place : motopompes, puits tubés, etc).	PACER/ADF	Immédiatement
Assister l'ANASEB dans sa restructuration à travers la poursuite de la mise en place des coopératives de base, un cadre de concertation, et un rapprochement avec des structures d'appui.	PACER/ADF	Immédiatement
Faire vulgariser par les CeRPA les semences améliorées afin de susciter et d'accroître leur demande par les producteurs.	PACER/AGR/ADF /COORD	Mars 2012

52. **Composante B: «Accès au Financement rural».** L'étude relative à l'évaluation, la catégorisation et le ciblage du renforcement des ASF est achevée et attend l'atelier de validation des résultats.

53. Au 31 Octobre 2011, la situation de la construction des bâtiments des ASF se présente comme suit: pour les 15 premiers bâtiments, 11 sont achevés et 4 sont en voie de finition, 17 chantiers ont été lancés en 2011, et pour le dernier lot de 10 bâtiments les adjudications sont faites et les contrats sont en instance de signature. Au total, 42 bâtiments seront disponibles avant la fin du PADER.

54. Le processus de l'obtention de l'agrément, condition pour la mise en place du fonds de capitalisation et du fond de la faïtière des ASF se poursuit. Les difficultés y afférentes sont au niveau de l'administration qui devrait s'être prononcé depuis Octobre 2010. Les efforts fournis par le PADER pour relancer le dossier sont restés sans succès.

55. Le taux de transformation des ressources prêtables est passé de 101,87% en décembre 2010 à 106,79% en octobre 2011. Cette augmentation de l'utilisation des ressources de l'épargne pour faire du crédit s'explique (entre autre) par l'augmentation de la demande de crédit pour les semis et labours face à l'insuffisance de ressources prêtables des ASF. La formation prévue sur les techniques de la gestion de trésorerie dans une IMF à l'intention des élus a été réalisée au cours du second semestre.

56. Pour cette composante, la mission recommande de:

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Obtenir auprès du Ministère de l'Economie et des Finances l'agrément d'exercer de la structure faïtière des ASF.	PADER (Coord. + Resp. FR) et UNASF-GIE	Janvier 2012
Mettre en place la Caisse Centrale des ASF	PADER (Coord. + Resp. FR) et OPS+UNASF-GIE	Février 2012
Mettre en place les fonds de subvention et de capitalisation au profit de l'UNASF-GIE.	PADER +FIDA	Février 2012

57. **Composante C: «Appui aux Institutions de Base** Les campagnes d'alphabétisation prévues au PTBA sont en voie d'être achevées pour les 58 villages concernés. Pour la formation en gestion à la base, les 290 ADV ont reçu la formation en FGB dans les trois premiers modules types A, B et C. En ce qui concerne les deux derniers modules D et E¹⁰, comme les Chargés de programmes et animateurs des OPP ont été formés en juin 2011, ils sont depuis septembre 2011 à pied d'œuvre pour restituer cette formation aux ADV. Le taux de réalisation étant de 20% soit 58 villages sur les 290 villages prévus, l'activité se poursuit.

58. Certaines ADV (environ 150 sur 290) démontrent une bonne performance dans la prise d'initiatives de développement de leurs villages et développent un partenariat productif avec leurs Mairies respectives. A titre illustratif, on peut citer, entre autres¹¹, le cas de l'ADV du village de Mandengbé à l'actif duquel on dénombre plusieurs réalisations

¹⁰ Type D : Gestion financière comptable, gestion et accès aux services de bases, aux AGR et à l'entrepreneuriat

Type E : Suivi-évaluation participative et autonomie de gestion

¹¹ Voir annexe III

en faveur de ce village¹². D'autres accusent encore des insuffisances qui nécessitent une remise à niveau. C'est le cas de l'ADV de Yarikou qui malgré sa contribution significative à l'érection d'un magasin de stockage communautaire¹³ de 24,25 m x 8,30 m, a visiblement besoin d'un renforcement des capacités managériales

59. Sur la base de ces observations, la mission recommande au PADER de mettre en place un système de visite d'échanges entre les ADV entreprenantes et celles qui ont besoin de renforcement; bien comprendre les facteurs contribuant au succès des ADV performantes et d'établir une typologie¹⁴ des ADV permettant de mieux cibler les appuis à fournir à chaque catégorie. Au regard de la faiblesse accusée par certains OPP dans l'encadrement des ADV, la mission recommande aussi au PADER de diligenter une évaluation de leurs performances afin de renforcer de manière sélective leurs capacités. Ce qui leur permettra d'impulser une dynamique de développement au sein des institutions (ADV) qu'ils encadrent. Cette évaluation doit être confiée à un prestataire spécialisé en matière de développement institutionnel.

60. A travers certaines ADV dynamiques, les paysans participent à la gestion et au développement de leurs communautés (villages et communes) via la mise en œuvre concertée des DPNV, lesquels sont basés sur des besoins réels identifiés par eux-mêmes.

61. Les 290 femmes relais formées poursuivent l'animation en IEC dans leurs villages respectifs (en moyenne une fois par semaine) grâce aux kits¹⁵ reçus. D'autres matériels de travail complémentaires (phallus, condom, comprimé de purification de l'eau) viennent d'être négociés à moindre coût avec l'Association Béninoise pour le Marketing Social et la Communication pour la Santé (ABMS). La plupart d'entre elles s'acquitte bien de leur tâche, mais elles rencontrent quelques difficultés logistiques et de mobilisation de la population. Au niveau du village, l'intérêt de leurs interventions se fait de plus en plus sentir¹⁶. Afin de pérenniser l'activité, un partenariat avec les centres de promotion sociale du ministère de la santé doit être recherché. De plus, vu l'importance de ces activités pour la vie des communautés villageoises, la mission recommande que les femmes relais intègrent le bureau de l'ADV afin de participer à la prise de décisions et la gestion au niveau du village.

62. Les travaux préparatifs de l'atelier sur la tutelle et la gestion des infrastructures mises en places par PADER (sélection du modérateur, élaboration du budget) sont achevés et le FIDA a donné son avis de non-objection pour la tenue de ces assises, au premier trimestre 2012¹⁷.

63. Le PACER intervient dans 286 villages des zones de concentration dont 103 villages ex-PDRT, 163 villages du PADER et 20 nouveaux villages. Parmi les 286 villages, 123 villages (103 de ex-PDRT et 20 nouveaux) devront être mis au même niveau que ceux du PADER en termes d'activités AIB. Mais la reconduction des activités AIB au-delà de Mars 2012 devra être assujettie à une analyse d'impact en fin de projet.

64. Pour cette composante, la mission recommande de:

Mesure convenue	Responsabilité	Date
-----------------	----------------	------

¹² a) Entretien d'une piste de 7,2 km avec l'appui de la Mairie (625000 FC mobilisé par la Mairie de Glazoué) ; b) Construction d'un centre pilote de formation en cuniculture dont l'apport de l'ADV (population) s'élève à 743000 FC ; c) négociation et acquisition du PPMA d'un tracteur de 60 KVA et accessoires au profit du groupement Idakpo du village; d) fabrication et fourniture sur financement de l'ADV de 43 tables-bancs à l'école primaire du village, etc.

¹³ Coût total du magasin: 22 878 950 FCFA contribution locale de 10% partagée entre la Mairie de Natitingou (1 700 000 FCFA) et l'ADV de Yarikou (587 895 FCFA).

¹⁴ Une évaluation institutionnelle rapide (EIR) sera réalisée en janvier 2012 par le PADER, la NO a été déjà obtenue

¹⁵ Chaque kit contient quatre (4) boîtes à images, chacune correspondant à un module.

¹⁶ La femme relais du village de Mandengbé a déclaré tenir 2 réunions par semaine à cause de la participation de femmes qui s'accroît de plus en plus.

¹⁷ Les conclusions de cet atelier une fois adoptées par les Mairies vont régler définitivement la question de la propriété et la gestion des infrastructures marchandes réalisées par les projets/programmes nationaux (PADER, PACER et c..)

Aide-mémoire

Poursuivre et terminer l'alphabétisation niveau français fondamental avec les groupements qui n'ont pas encore terminé le processus d'alphabétisation.	AIB et R/URA RAF	Jan-Février 2012
Etablir une typologie des ADV et femmes relais pour mieux cibler les appuis à apporter par le PACER	AIB et R/URA RAF et CSE	Janvier 2012
Intégrer les femmes relais au sein des ADV et développer le partenariat avec l'Association Béninoise pour le Marketing Social et la Communication pour la Santé (ABMS) pour la pérennisation des acquis.	AIB, OPP, ADV	Janvier. 2012
Mettre à la disposition des femmes relais le matériel pédagogique restant nécessaire à l'animation sur le terrain (matériel de protection SIDA/MST, Phallus, comprimé de traitement eau)	AIB, URA, RAF, Partenaires extérieurs	Janvier 2012
Evaluer les OPP et renforcer leurs capacités sur les rôles et responsabilités des institutions de base (CV et ADV)	AIB, R/URA*, MCL et RAF	Février 2012
Organiser un atelier national sur les infrastructures	AIB, OPP, RAF	Février 2012
Mettre en place un système de visite d'échanges entre les ADV entreprenantes et celles qui ont besoin de renforcement.	AIB, URA, OPP	Mars 2012

65. Au titre du PACER: Composante «Appui au développement des filières agricoles (ADF)» du PACER. Le processus de sélection des dossiers de microprojets au niveau des CRA a révélé que la qualité des dossiers de microprojets montés et soumis souffre d'insuffisance malgré la formation donnée aux OPP par le cabinet recruté à cet effet et les responsables de l'Unité de gestion du Programme cadre. Cette situation est préoccupante car si les dossiers financés souffrent d'insuffisance, cela peut hypothéquer le succès de microprojets et le remboursement ultérieur des crédits qui leur seraient alloués. *Il importe donc de faire la synthèse de l'ensemble des insuffisances reprochées aux premiers dossiers qui viennent d'être étudiés par les CRA et d'organiser une mise à niveau des chargés de montage des dossiers pour les bénéficiaires du PACER avant de poursuivre le processus de sélection de nouveaux dossiers.*

66. Il convient également de revoir le canevas des dossiers de projets en vue d'y intégrer un volet «Etude de marché» et d'orienter davantage le choix vers des activités économiques structurantes, économiquement viables et financièrement rentables dans la perspective d'inscrire les MER dans une logique de croissance économique et de pérennisation

67. La mission recommande par ailleurs que: (i) les programmes d'alphabétisation fonctionnelle soient revus pour les mettre en phase avec les besoins pratiques exprimés par les producteurs; (ii) les programmes de formation en gestion destinés au MER intègrent systématiquement un module sur le développement de l'esprit entrepreneurial, l'orientation vers le marché et la tenue d'une comptabilité simplifiée.

68. L'appui à l'approvisionnement et la gestion des intrants, et la mise en marché des produits s'opérationnalise par le démarrage effectif des consortiums. Les deux premiers sont: le «Consortium Sahel» au Nord et «Promo-fruit» au Sud. Cette expérience de mise en relation des petits producteurs avec des structures qui remplissent les conditions d'accès aux intrants, au crédit et au marché est une bonne initiative. Mais il convient de prendre des mesures appropriées pour éviter que les entreprises qui servent de tête de pont pour faciliter l'accès des petits producteurs ne constituent pas à leur tour des blocages à leur épanouissement. C'est le cas par exemple de Promo-fruit, une entreprise de transformation d'ananas en jus de fruit qui travaille avec les groupements de producteurs d'ananas et dont l'intérêt n'est pas forcément une bonne organisation de ces derniers qui pourrait constituer une force de négociation. Cela pose le problème de la nécessité de l'organisation des bénéficiaires membres des consortiums pour constituer un contrepoids de défense de leurs intérêts face aux têtes de pont des consortiums. *Dans les contrats à signer il est nécessaire d'envisager l'implication des faïtières des producteurs capables de défendre leurs intérêts.* Par ailleurs, la mission a noté que les conventions de partenariat ne sont pas encore signées avec les têtes de pont des consortiums. Ce qui n'encourage pas ces derniers à prendre des engagements vis-à-vis des membres de leur consortium. C'est le cas par exemple de l'entreprise SAHEL qui

dispose des engrais mais n'a pas approvisionné le groupement de production d'oignon visité par la mission.

69. C'est dans ce cadre que s'inscrit la perspective d'un partenariat PACER-AFDI pour jeter les bases d'une professionnalisation des OPA à l'échelle des unions communales dans une première étape, puis régionale. Le niveau de structuration étant différent d'une filière à une autre, *la mission recommande qu'un diagnostic exhaustif soit effectué afin d'établir la typologie des OPA/unions communales et développer une approche différenciée par filière et des plans d'actions en phase avec le degré de maturité et d'autonomie opérationnelle de chaque OPA*

70. Il convient par ailleurs dans l'élaboration de termes de référence pour les études devant déboucher sur les plans de développement à moyen terme et les plans d'action opérationnel de *mettre l'accent sur la nécessité d'une bonne connaissance préalable par les consultants à recruter des travaux déjà réalisés par rapport aux filières retenues.*

71. Pour cette composante, la mission recommande de:

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Appuyer la mise en place des intrants spécifiques pour les bénéficiaires du PACER	FIDA /Coordonnateur/RAF/ADF	Fin mars 2012
Faire un Contrat avec INRAB/Niaouli pour : l'introduction de la variété MD2 d'ananas; des expérimentations en vue de la détermination des doses de fumure ananas ; la production de semences maraîchères de prébase	FIDA ; Coordonnateur/ADF	Fin mars 2012
Poursuivre la structuration des acteurs de la sous filière semences maraîchères	Coordonnateur/ADF/ANASEB	Février 2012
Poursuivre la mise en place de consortiums tout en veillant au renforcement des capacités des groupements membres	Coordonnateur ; ADF ; RAF	Tâche permanente
Mettre en place le mécanisme d'approvisionnement du Guichet A	Coordonnateur/CAA/RAF/ADF	Janvier 2012
Accélérer le processus de signature des contrats entre le projet et les consortiums		
Signer les contrats avec IF et le FNM	Coordonnateur/ADF/IF	Décembre 2011

72. **Composante «Infrastructure rurales (IR)» du PACER.** Au titre du PTBA 2011, la réalisation de l'étude d'avant projet détaillé (aspects technique, économique, social et environnemental) des 250 km de pistes à aménager demandée par la BOAD est à l'étape du lancement de la constitution de la short list des bureaux d'étude à consulter pour introduire une requête à la BOAD pour son financement avant la finalisation de l'accord de prêt.

73. Pour ce qui concerne les bas-fonds à aménager, les offres pour les études techniques de 80 ha ont reçu l'avis de non objection du FIDA. L'activité de construction de 619,2 m² d'infrastructures de marché bâties est à l'étape de la sélection des entreprises devant exécuter les travaux.

74. Quant à la composante Financement Rural (FR), un dossier de consultation restreinte est finalisé pour la construction de dix (10) bâtiments d'ASF. L'avis de dossier de consultation restreinte est lancé et la sélection des entreprises devant exécuter les travaux sera effective en décembre 2011.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Finaliser la requête de financement à adresser à la BOAD pour l'étude de faisabilité des pistes	PACER/IR/COORD	Janvier 2012
Relancer le processus de mobilisation de la contribution de la FAO au PACER	PACER/IR/COORD	Janvier 2012
Accélérer les processus de sélection des entreprises pour la réalisation des travaux en instance.	PACER/IR	Immédiatement

75. **«Coordination/Gestion et Partenariat stratégique».** La mise en œuvre de la stratégie consortium a débuté avec le partenariat noué avec deux consortia ayant pour

têtes de pont respectivement PROMO FRUIT à Allada et SAHEL à Natitingou. Cependant, les conventions entre le PADER et les têtes de ponts ne sont pas encore signés. Cela pourrait compromettre la réussite de cette expérience étant donné que le processus est déjà en cours au niveau des deux consortiums rencontrés.

76. En termes de communication et de partage des savoirs, des initiatives ont été prises telles que : la mise en chantier d'un film documentaire en collaboration avec la cellule de communication du MAEP sur les réalisations de la Facilité Alimentaire de l'Union Européenne et les visites d'échange entre bénéficiaires (ASF, ADV, groupements). Des spots publicitaires sont en cours de réalisation pour faire la promotion des semences certifiées auprès des producteurs. Ils seront diffusés en janvier 2012. Des cartes thématiques sont réalisées pour matérialiser les réalisations du programme cadre PADER (carte d'implantation des ASF, cartes typologique des ASF, cartes des infrastructures construites, cartes des équipements mis en place etc.). Il reste à imprimer ces cartes en format mural afin de les afficher pour large diffusion. Ces efforts doivent se poursuivre pour davantage rendre visibles les effets/impacts des projets/programmes auprès des communautés de base, du Gouvernement et des partenaires au développement.

77. Le FIDA formalisera ses communications avec les partenaires techniques (GIZ, PNUD, CTB, Coopération Suisse) en partageant les documents de projets et les zones d'intervention afin d'identifier les axes de collaboration.

PTBA: Le budget 2012 du Programme cadre PADER a été préparé par la cellule de suivi-évaluation. Il a été examiné par la présente mission de supervision en l'occurrence par l'expert en passation de marché dans le but de le rendre plus réaliste. Le plan de passation de marché y afférent a été élaboré en tenant compte des contraintes de trésorerie et de temps. Le budget prévisionnel s'élève à un montant de **2 536 281 386 F CFA**. La cellule de suivi-évaluation finalisera le PTBA en fonction des nouveaux montants avant de le soumettre au Comité National de Pilotage avant la fin du mois de décembre 2011.

78. Pour cette composante, la mission recommande de :

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Elaborer les TDR de l'étude d'impact du PADER	RSE, Coord.	Janvier 2012
Lancer l'appel d'offre de l'étude d'impact du PADER		Janvier 2012
Conduire l'étude d'impact du PADER		Avril 2012
Achever la réalisation du film documentaire sur le don UE et des spots publicitaires sur les semences certifiées.	RSE	Fin décembre 2011
Imprimer les cartes thématiques et les diffuser	RSE	Janvier 2012
Accélérer la signature des diverses convention avec les têtes de ponts des consortiums.	UCP, ADF	Janvier 2012

E. Aspects fiduciaires

79. **Gestion financière.** La mise en œuvre du Programme CADRE d'intervention du FIDA au Bénin va connaître une profonde mutation dans les prochains mois avec l'achèvement et la clôture du PADER fixés respectivement au 31 mars et 30 septembre 2012, ainsi que la clôture au 31 mars 2012, du Projet de Production des Semences Certifiées financé sur Don UE. L'expérience capitalisée par l'UCP dans l'exécution de Projets du PAGER au PADER, sera mise à profit pour optimiser les performances du Programme Cadre et l'atteinte de ses objectifs. L'équipe administrative et comptable de l'UCP a le potentiel et l'expérience pour conduire la nouvelle organisation mise en place. Le poste de Responsable en Passation des Marchés, est vacant depuis six mois. Il devra être pourvu sans délai pour entre autres, accompagner les responsables de composante dans l'exécution du PTBA 2012. Le logiciel SUCCESS est mis à jour pour répondre à cette nouvelle configuration. Il est à présent opérationnel et permet de gérer plusieurs projets simultanément. Les chefs comptables PADER et PACER ont suivi un

séminaire sur l'utilisation optimale du logiciel. Le manuel des procédures administratives et comptables du PADER a été mis à jour pour répondre à l'orientation Programme Cadre par un consultant. Ce document devra être discuté, enrichi et amendé en interne par la Coordination du Projet sous forme d'ateliers avant de faire l'objet d'une validation par le FIDA. Il sera partagé lors d'un séminaire d'appropriation des acteurs concernés. Les DRF et les DPD sont régulièrement préparées et transmises au FIDA. Sur le plan comptable, la saisie des pièces et les états de rapprochement des comptes bancaires sont à jour au 31 octobre 2011. En conséquence, les délais d'arrêté des comptes et de production des états financiers du Programme-Cadre pour l'exercice 2011, seront respectés. En ce qui concerne les autres opérations relatives à l'achèvement du PADER et du Don UE, la mission recommande de dresser une situation exhaustive des engagements qui devra être produite périodiquement pour permettre une bonne planification des opérations qui devront être réalisées, et terminées avant les dates d'achèvement. Notre appréciation est positive sur la capacité de l'équipe financière de l'UCP du Programme, à conduire les changements attendus.

80. Comptes spéciaux: Au 31 octobre 2011, les comptes spéciaux du Programme Cadre, ouverts auprès de la Bank of Africa, s'analysent comme suit: i) PADER: solde créditeur de 8 406 875 FCFA ii) DON UE: solde créditeur de 98 438 520 CFA, pour le PACER: solde créditeur de 3 737 060 CFA. Depuis son démarrage, le PADER a transmis au FIDA, soixante-dix-huit (78) Demandes de paiement sous forme de Paiement Direct (DPD) ou de Remboursement de Fonds (DRF). La DRF 79 d'un montant total de 175 308 878 CFA est en cours de traitement et de transmission au FIDA. En raison de l'imminence de la date d'achèvement du PACER, le recouvrement de l'avance initiale devra être planifié et exécuté dans les meilleurs délais. La mission recommande le démarrage de ce recouvrement à hauteur de 50 % à partir de la DRF 79. En ce qui concerne le DON UE, en raison même de l'importance de l'avance initiale, le recouvrement à hauteur de 50% a démarré depuis la soumission de la DRF 2. Pour le PACER, il a été transmis, outre l'allocation initiale, la DPD 2 relative à l'acquisition des véhicules du Programme pour 78 192 000 CFA et la DRF 3 relative aux dépenses d'octobre 2010 à mai 2011 pour un montant total de 105 779 376 CFA. La DRF 4 en préparation est arrêtée provisoirement à 70 137 465 CFA. Tous les comptes spéciaux font l'objet de suivis périodiques et de rapprochement mensuel.

81. Décaissements. Au 31 octobre 2011, les décaissements par bailleurs du Programme s'analysent comme suit: i) Pour le FIDA: Il a été dépensé sur le Compte Spécial du PADER, un montant de 3.555.417.878 CFA correspondant à un taux de décaissement de 78,39% au 31 octobre 2011. Ce montant prend en compte les demandes payées jusqu'à la DRF 77. La DRF 78 transmise au FIDA à la mi-octobre pour un montant de 140.508.220 FCFA est en cours de traitement et de paiement. La DRF 79 arrêtée à la somme de 175 308 878 FCFA est à la CAA et en cours de traitement et de transmission au FIDA. La DRF 80 arrêtée à un montant de 107.530.716 CFA est en cours de préparation à l'UCP. Le paiement effectif de ces demandes en instance, pour un montant total de 423.347.814 FCFA équivalant à 563.738 DTS, porterait le taux de décaissement du PADER à 84,44 %. L'inventaire des divers contrats signés et pour lesquels aucun paiement n'a été enregistré est arrêté à la somme de 278 000 000 CFA; ii) Pour le PACER il a été décaissé au titre du compte spécial FIDA un montant de 246 999,56 DTS équivalent à 183 922 376 CFA, soit un taux de décaissement de 5,77%. Au 31 octobre, des engagements du PACER de 70 137 685 FCFA, qui fait l'objet de la DRF4, en cours de préparation. Si cette demande est remboursée, taux de décaissement serait porté à 6,54% ; iii) Pour le Don U.E, il a été décaissé au titre de l'avance initiale un montant de 1.500.000 euros sur lesquels il a été dépensé un total de 867 968 993 Francs CFA équivalent à 1 323 210,20 euros. Toutefois, il convient de souligner que seules les DRF 2 et 3 ont été demandées et payées pour respectivement 220 037 249 FCFA et 152 318 273 FCFA. La DPD 4 d'un montant de 30 89 359 FCFA et la DPD 5 arrêtée à

47 740 000 FCFA sont déjà transmises et en attente de règlement au FIDA. Les DRF 6 et 7 pour respectivement de 230 387 474 et 186 593 639 FCFA sont aussi en cours de préparation et de transmission. Si toutes ces dépenses sont remboursées, le taux de décaissement atteindrait 52,09 %. A ces dépenses, il faut ajouter divers contrats signés ou en cours d'enregistrement, représentant un montant des engagements en cours, ainsi que les factures non encore comptabilisées et des soldes des contrats en cours d'exécution pour un montant total de 597 904 141 FCFA. Ce qui permet d'avoir une meilleure visibilité dans la planification des activités en tenant compte des contraintes objectives de budget, de trésorerie et de temps. Cette vigilance atténuerait les tensions de trésorerie mais aussi les dépassements observés sur certaines catégories de dépenses à quelques mois de la date d'achèvement des projets. En conséquence, la mission recommande que la situation réelle des engagements, tenant compte des dossiers critiques qui ne pourront pas démarrer mais aussi de tous les éléments ci-avant cités puisse être dressée périodiquement et rapprochée aux situations de trésorerie.

82. Financement de contrepartie. i) Pour le PADER, les fonds de contrepartie au titre des contributions de l'Etat, représentent un total consolidé au 31 octobre 2011, de 370 525 000 CFA. Ce montant représente pour partie, la contribution de l'Etat au titre des infrastructures (Catégories 1 et 5) pour un montant de 166 989 000 CFA d'une part, et l'acquisition de matériel et équipements, pour un montant de 119 591 000 CFA, d'autre part. Le taux de réalisation du PIP par rapport au Costab est de 39%, ce taux est faible. Par rapport au PTBA, le taux d'exécution budgétaire est de 175% pour 2011. Ce taux est la conséquence d'un engagement exceptionnel plus important que le budget alloué au titre de l'année budgétaire. La mission constate **le faible taux de mobilisation global des ressources sur le budget national, à quelques mois de l'achèvement du PADER.** ii) Pour le PACER, la contribution de l'Etat Béninois au titre de l'exercice 2011 est de 11 412 602 CFA. Ce montant faible par rapport au budget prévisionnel alloué de 56 250 000 CFA, soit un taux d'exécution de 20%, qui confirme les restrictions budgétaires de l'Etat sur les engagements contractuels souscrits auprès du FIDA.

83. Dispositions de l'accord de prêt. Dans le cadre de la préparation de l'achèvement du PADER, les Catégories 1 Génie civil; 3C Contrats de Prestations de Services et 5a Fonds d'Investissement Communautaire ont atteint des seuils critiques. En conséquence, la mission recommande à l'UCP de rester vigilant sur les opérations relatives aux dites catégories de l'Annexe 2 de l'Accord de prêt. Une requête à cette fin a été introduite par la Coordination du Programme auprès de la CPM à l'effet de trouver une solution dans les délais les meilleurs.

84. Passation des marchés: L'analyse du dispositif actuel (constats et limites), des statistiques et analyse des tableaux ci-dessus, il ressort que le système de passation des marchés, a été fonctionnel et efficace, mais pas très équitable en raison d'une utilisation très élevée de la méthode sélection par entente directe (64%), due entre autres, aux circonstances exceptionnelles de mise en œuvre du PUASA. **Il est demandé au programme de faire en sorte, qu'il infléchisse cette tendance autant que faire se peut dans la cadre de la mise en œuvre du PACER.**

85. Parmi les marchés passés sur entente directe, il y a les contrats des OPP et OPS qui représentent un montant important dans le budget annuel du programme, depuis 2007 et cela en faveur des mêmes structures sur la base d'une reconduction tacite après une évaluation interne conduite par le programme. Cet état de fait peut conduire à une notabilisation des gens à la longue, pouvant entraîner une entrave à l'atteinte des objectifs.

86. Le PADER étant un programme cadre, il est impératif, d'avoir une personne dédiée exclusivement aux questions liées à la passation des marchés vue l'ampleur des activités et la complexité des procédures en la matière, afin d'éviter le cumul actuel des tâches de responsable de composante et de chargé de la passation des marchés.

87. La mission recommande: i)- Utiliser le modèle courant simplifier de plan de passation des marchés actuellement utilisé par la plupart des projets FIDA; ii)- Procéder au redéploiement du responsable de la composante AGR du PADER en qualité de nouveau responsable en charge de la passation des marchés. Il dispose d'un bon niveau et il est disposé à assumer la fonction. Ce qui aura l'avantage non seulement d'éviter la relance de la procédure de recrutement; iii)- Revoir le système d'archivage des documents liés à la passation des marchés en un seul lieu pour assurer, une meilleure traçabilité du processus et faciliter les opérations de contrôle et/ou audit éventuel; iv)- Recruter un cabinet spécialisé en étude institutionnelle et évaluation, pour faire un diagnostic systématique sur les OPP & OPS sur la base de leur contrat, afin de fournir au programme les éléments probants pouvant justifier une reconduction ou non des contrats pour l'exercice 2012, étant entendu qu'elles ont évoluées avec le programme depuis 2007.

88. **Respect des dispositions de l'Accord de Prêt et de la réglementation national, en matière de passation des marchés.** Le constat général révèle une bonne application des dispositions de l'accord de prêt et de la réglementation nationale en matière de passation des marchés. Toutefois, une amélioration est requise qui s'explique par le fait des pratiques et constats suivants: a)- Utilisation partielle des méthodes favorisant la compétition par le fait d'avoir environ 64% des marchés passés par entente Directe; b)- Système d'archivage non opérationnel, non disponibilité des dossiers retraçant le processus en un seul lieu.

89. **Composition des comités d'évaluation.** La mission note avec satisfaction, l'initiative prise par le Coordonnateur du programme pour la mise en place d'une commission inter-ministérielle spéciale dans le cadre de la réalisation des activités liées au Don UE. Cette initiative a permis de réaliser dans un délai raisonnable l'essentiel des activités qui avaient été envisagées dans ce projet. La mission recommande de faire en sorte que la commission inter-ministérielle continue son travail au-delà du 31/12/2011 en faveur des deux autres programmes pour l'atteinte des objectifs.

90. **Registre des contrats.** La mission constate que le registre des contrats est conforme et est tenu. Toutefois, sa mise à jour régulière avec l'ensemble des informations requises devant chaque marché validé et signé est recommandée.

91. **Don Union Européenne.** La revue des activités réalisées et celles en instances dans le cadre du Don UE afin de s'assurer non seulement de leur exécution tant sur le plan financier que physique mais aussi de leur pertinence vu la date buttoir du 31/12/2011.

92. Cette activité a conduit aux constats et recommandations ci-après: i)- élaboration du plan national semencier, Organiser l'atelier de validation des conclusions de l'étude avant la date du 31/12/2011; ii)- Travaux de construction des magasins villageois et communaux: 1- Initiation urgente d'une lettre de réclamation des pénalités de retard aux 8 entreprises concernées, conformément aux dispositions des contrats qui sont signés depuis le 16/06/2011 et dont la date de fin des travaux était prévue depuis le 14/09/2011; 2- Programmer une rencontre avec ces 8 PME avec la DNMP pour établir un nouveau planning d'exécution et proposer au FIDA des alternatives éventuellement; iii)- Contrat d'acquisition de 12 motoculteurs avec la société SEFODI, les fournitures ne pouvant être reçu avant la date butoir du 31/12/2011, ces équipements une fois reçus pourront être payés sur le PACER après avis de non objection du FIDA. En tout état de cause cette ressource devra être provisionnée dans le PTBA 2012 en cours de

finalisation; iv)- Divers autres contrats en cours de réalisation, envoyer immédiatement des lettres de mise en demeure pour la finalisation des travaux, études et/ou livraison de fournitures pour éviter de se trouver en situation de litige au-delà du 31/12/2011; v)- Convention avec l'ANASEB pour la gestion du fonds levier pour la production et la commercialisation des semences, Stopper la préparation de la DPD en cours dans le cadre du don UE pour cause de non disponibilité de ressources et initier une demande motivée au FIDA pour le financement de cette activité importante dans le cadre du PACER à prévoir dans le PTBA et PPM 2012, vi)- 1- fourniture de dépliants et objets promotionnels (T-shirt, casquettes, albums); 2- acquisition de produits chimiques, petits matériels et consommables au profit de LGB/FAST/UAC et 3- convention avec AFRICARICE pour la mise en place d'un système de suivi-évaluation de la production semencière, au profit de la DAGRI, annuler ces activités en cours car ne pouvant tenir dans les délais en terme de PM d'ici le 31/12/2012.

93. Pour les aspects liés à la passation de marchés, la mission recommande :

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Archivage des documents : Rassembler toute la documentation liée à un marché dans un seul lieu pour faciliter la traçabilité du processus lors des audits et autres missions.	RAF/R composante	Immédiatement
Recruter un cabinet spécialisé en étude institutionnelle et évaluation, pour faire un diagnostic systématique sur les OPP & OPS sur la base de leur contrat.	RAF/RPM	31/12/2011
Utiliser le modèle courant et simplifié de PPM actuellement utilisé par la plupart des projets FIDA.	RPM	Immédiatement
Initier une lettre de réclamation des pénalités sur les travaux de construction des magasins villageois.	RPM/RAF/ R composante	Immédiatement
Don UE : Contrat d'acquisition de 12 motoculteurs avec la société SEFODI, les fournitures ne pouvant être reçu avant la date butoir du 31/12/2011, ces équipements une fois reçus pourront être payés sur le PACER après avis de non objection du FIDA. En tout état de cause cette ressource devra être provisionnée dans le PTBA 2012 en cours de finalisation.	RAF/RPM	30/01/2011
Don UE : Stopper la préparation de la DPD relative à la mise à disposition du Fond levier à l'ANASEB dans le cadre du don UE et initier une demande motivée au FIDA pour le financement de cette activité importante dans le cadre du PACER à prévoir dans le PTBA et PPM 2012	RAF/RPM	15/12/2011
Don UE : Annuler les activités en cours car ne pouvant tenir dans les délais en terme de PM d'ici le 31/12/2011 : (1) fourniture de dépliants et objets promotionnels, (2)- acquisition de produits chimiques, petits matériels et consommables, (3)- convention avec AFRICARICE pour la mise en place d'un système de suivi-évaluation de la production semencière, au profit de la DAGRI	RPM/RAF	Immédiatement

PTBA: Au 30 novembre 2011 le taux d'exécution provisoire du PTBA 2010 du PADER est de 55%. Pour le PACER, ce taux est de 18%. Ces taux encore faibles malgré la réduction budgétaire de 25% sur le PTBA 2010 validée par la supervision de juin 2011. Pour 2012 le projet de PTBA et le PPM, ont fait l'objet de discussions avec la présente mission. Le Budget Programme CADRE consolidé incluant les programmes PADER et PACER est arrêté provisoirement à un montant total de 2 536 281 386 FCFA qui s'analyse comme suit: PADER 512 103 734 FCFA pour toutes les activités planifiées de janvier à la date d'achèvement fixée à fin mars 2012; Le PACER 2 024 177 652 FCFA. Ce budget en cours de finalisation a été un travail d'équipe entre la coordination du Programme Cadre et les Consultants du FIDA. Ce travail a permis de passer en revue, par composantes, toutes les lignes du PTBA et surtout d'échanger avec les responsables de composantes sur la programmation et l'arbitrage des activités à exécuter. La synthèse de ce travail ainsi que le PTBA et le PPM 2012, en cours de finalisation et de validation, seront annexés au présent document.

94. **Audit.** L'audit de l'exercice 2010 a été réalisé par le Cabinet AMSF. Le rapport a été déposé et envoyé au FIDA avant le 30 juin 2011. Les comptes du Projet ont été certifiés sans aucune réserve. Toutefois, le rapport de contrôle interne met en exergue i) la lenteur des procédures de passation de marchés et les difficultés de mobilisation des fonds de Contrepartie. La mission déplore que le rapport de contrôle interne n'ait pas abordé la question de l'opérationnalité du manuel de procédures administratives et

comptables du PADER qui a été mis à jour et adapté à l'esprit Programme Cadre. L'audit de l'exercice 2010 était à cheval entre la fin du PADER et le démarrage du PACER, il devrait en principe, mieux documenter le rapport de contrôle interne et partant, faire des recommandations sur la pertinence et l'opérationnalité de ce manuel. Il faut en fin, noter que le suivi des recommandations de la mission d'audit pour l'exercice 2009 n'a pas été abordé dans le rapport de contrôle interne. En conséquence, la mission recommande que dorénavant, une attention particulière devra être mise sur le contrôle interne et l'opérationnalité du manuel des procédures.

95. Divers points: i) Dépassement de catégories: L'inventaire de la situation des engagements sur le DON UE, a permis de faire le constat que deux des quatre contrats signés et enregistrés par les bénéficiaires auprès du Service des Domaines, sont retournés au secrétariat du Coordonnateur qui classe une copie et transmet la seconde, à la Comptabilité. Toutefois, il a été constaté qu'il existe un risque que des contrats ne soient pas retournés aux services financiers et ne soient pas pris en compte dans la situation des engagements. La mission recommande que tous les marchés signés soient transmis à la comptabilité et un rapprochement fait avec le cahier des contrats détenu par l'assistante du Coordonnateur. Dorénavant, il est recommandé de dresser une situation exhaustive mensuelle des engagements avec les soldes des contrats entamés, les factures en instance de règlement et les contrats signés et non encore exécutés. Dans le cadre de la préparation de l'achèvement du PADER, cette situation devra être faite tous les mois pour avoir une meilleure lisibilité. ii) Situation du personnel comptable après la clôture du PADER: A fin septembre 2012, une évaluation des besoins et du personnel comptable devra être faite pour statuer sur le cas de ceux qui sont en fin de contrat. Etats certifiés de dépenses: A partir des DRF 79 et 80, nous avons passé en revue les catégories 1, 5a et 5b et 5C. Ce travail a permis de relever des différences de catégorie pour les mêmes contrats pour d'une part sur des dépenses comptabilisées payées et déjà remboursées et des dépenses payées et en cours de remboursement. Cette situation qui résulte des dépassements de catégories a déjà fait l'objet d'un commentaire au paragraphe 5.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Dresser mensuellement la situation exhaustive des contrats P.C avec taux d'exécution physique et Financière, l'inventaire des factures non encore réglées et les contrats signés et non encore exécutés	RAF/R. Composante	RAF/R Composante
Recouvrement du C.S à partir de la DRF 79 et suite à 50% des montants justifiés.	RAF /FIDA	Immédiate
Atelier interne de validation Manuel de procédures administratives et comptables.	RAF	
Finaliser et valider le PTBA 2012 et PPM	RSE/RAF/RPM/R Composantes	20 décembre 2011
Elaboration des Etats financiers consolidé du P.C	RAF	15 mars 2012

F. Durabilité

96. **Durabilité institutionnelle et sociale.** L'approche d'intervention choisie par le PADER s'inscrit dans une logique d'intégration des exigences de la décentralisation et de la déconcentration des structures pérennes de l'État. La durabilité institutionnelle va de pair avec la capacité des institutions de base (mairies, ADV, OP, MER et ASF) à s'autonomiser et créer un cadre de concertation entre elles et avec les structures pérennes en question. Sur le terrain, l'efficacité de l'intermédiation des OPP est remise en cause. Leur évaluation est nécessaire pour les réadapter aux objectifs du PACER afin qu'elles puissent apporter les appuis les plus adaptés aux bénéficiaires. En ce qui concerne les groupements de producteurs et les MER, leur organisation est importante dans le cadre de l'opérationnalisation des consortiums pour une meilleure prise en compte de leurs intérêts. Un plan d'opérationnalisation du concept consortium (encore à la phase expérimentale) est important. Des visites de terrain, il ressort que le succès de

cette expérience pourrait être compromis si toutes les conditions ne sont pas garanties (installation à temps des intrants et signature des contrats, suivi rapproché du PACER et des structures déconcentrés de l'État, il importe que cette phase ne porte que sur les zone de concentration du PACER pour éviter le saupoudrage.). Un autre facteur de durabilité est la synergie que le PADER a essayée d'avoir entre ses interventions et celles des autres programmes (FAFA de la Coopération Belge) existant dans ses villages cibles (villages Anandana, commune de Copargo et Majatom, commune d'Ouaké). Le PACER doit poursuivre cette synergie et ces partenariats et même les renforcer. Enfin, l'approche filière adoptées par le PACER est aussi un facteur de durabilité, qui permettra de consolider les actions du PADER et du don UE. Cela passe par une professionnalisation et une meilleure organisation des acteurs des filières. En ce qui concerne particulièrement les semences, le document que doit produire le comité ad' hoc est nécessaire pour un accompagnement adéquat des organisations de semenciers tout au long du processus de désengagement de l'État. Le processus d'obtention de l'agrément de l'UNASF doit être accéléré dans le cadre de l'autonomisation des ASF.

97. Les actions du PADER se sont appuyées sur les structures sociales qui existent au niveau des villages, sans les modifier. C'est un gage de durabilité sociale. Les interventions dans le cadre du PACER se feront de la même manière. Mais dans la poursuite et la consolidation des actions du PADER, le PACER doit mettre l'accent sur l'instauration de cadre de concertation entre les institutions villageoises et communales niveau ADV-MER-groupement-consortiums-commune. Le niveau d'appropriation des DPNV demeure faible (...). Par ailleurs, des décalages existent entre les ADV rencontrées¹⁸ au cours des visites de terrain. Certaines n'ont pas leur DPNV et n'en comprennent pas le rôle alors que d'autres ont contribué à la construction d'infrastructures et autres réalisations socio-communautaires dans leurs villages. Avant la fin du PADER, il importe de réaliser l'étude prévue pour leur typologie afin d'apporter les appuis les plus adaptés à chaque catégorie.

98. **Durabilité économique et financière.** La durabilité économique et financière va de pair avec la capacité des bénéficiaires et des institutions de base à s'autofinancer. Pour les ASF, cela passe par un volume d'activités suffisant, la minimisation des provisions et pertes sur crédit, la maîtrise des charges d'exploitation, la mobilisation des ressources prêtables, etc. La typologie des ASF et leur renforcement des capacités permettront d'améliorer leur performance en termes de taux d'impayés et d'encours de crédit. Cependant, pour les rendre plus viables il importe de revoir le concept même d'ASF qui pour le moment, les limite en termes d'actionnaires et par conséquent en termes de volume d'activités. Des efforts ont été faits par le PADER pour organiser les producteurs, les former en gestion comptable et financière et améliorer leur accès au crédit et au marché. Cependant, au cours de la visite de terrain, la mission a remarqué l'inexistence dans la plupart des groupements de documents ou de systèmes d'enregistrement des activités, ce qui ne permet pas d'avoir une bonne visibilité de la viabilité des groupements et les données sont en général déclaratives avec une fiabilité très approximative. Les groupements et les MER portés par le PADER qui sont dans les zones de concentration doivent être évalués dans le cadre du PACER afin que des appuis différenciés et plus adaptés leur soient apportés. La capacité d'autofinancement des OP et MER va s'accroître avec leur accessibilité au crédit à travers la soumission de microprojets aux IMF dans le cadre du PACER, avec les guichets A et B. Les efforts du PACER doivent viser une professionnalisation des différents acteurs des filières afin de leur permettre de maximiser leurs capacités et d'avoir des produits de meilleurs qualités à mettre sur le marché. De même, ces efforts doivent se poursuivre pour la commercialisation de ces produits. L'élaboration des PDMT et des PAO doit être accéléré

¹⁸ Villages Yarikou (commune de Natitingou) et Madengbé (commune de Glazoué)

puisque'il s'agit des documents de diagnostic et d'orientation des filières, sur lesquels toutes les actions doivent se baser.

99. **Durabilité technique.** Elle passe par un transfert de connaissances aux bénéficiaires du programme. Le PADER a mené plusieurs actions dans ce cadre. Cependant, les impacts de ces actions sont peu perceptibles. Plusieurs groupements visités n'avaient pas de cahiers de compte et des femmes ayant été alphabétisées et formées n'arrivaient pas à s'exprimer en français ou avaient du mal à prendre la parole. Il existe également des contraintes techniques telles que le manque d'équipement ou des équipements non adaptés ou de moindre qualité. Des efforts doivent être faits pour que les bénéficiaires passent du niveau de subsistance à un niveau de professionnalisation pour un accroissement plus significatif de leurs revenus. Pour ce faire il importe d'avoir d'abord au niveau projet des plans d'exploitation modèles ou type afin d'être clair sur le minimum à avoir pour un minimum de rentabilité. Ensuite, il convient de faire une typologie des MER et AGR et d'apporter des appuis adaptés et différenciés et d'introduire des innovations techniques et technologiques susceptibles de leur permettre d'atteindre les objectifs du PACER en termes de croissance économique. Ces appuis doivent spécifiquement cibler les jeunes MER et les femmes membres de groupements et porteurs de microprojets. Le PACER doit poursuivre ses efforts dans le ciblage d'équipementiers locaux donc aptes à offrir un service de proximité et de qualité. Une sensibilisation et un renforcement des capacités des groupements et MER sur le concept de consortium est importante à partir des constats issus des visites de terrain. Par ailleurs, ces visites ont révélé des contraintes climatiques ayant dans une certaine mesure compromis les rendements de la campagne agricole en cours. Il s'agit des poches de sécheresse à Malanville par exemple et de l'excès de pluies ou des pluies rapprochées à Monkpa dans la commune de Savalou. Il importe d'adapter les itinéraires techniques à ces changements. À ce titre, les institutions de recherche telles que l'Université, l'INRAB etc. doivent être sollicitées. Un regard particulier doit être porté à la ferme semencière d'Alafiarou. C'est la principale ferme d'État pour la production de semences et qui malheureusement, rencontre des contraintes pouvant affecter durablement ses activités (manque d'équipement et de main d'œuvre, aléas climatiques et non maîtrise de l'eau et de la fertilité des sols).

100. **Durabilité environnementale.** Le concept de la durabilité environnementale est partagé par le PADER et s'est traduit à travers des actions initiées pour une maîtrise de l'eau et des sols à long terme à travers les aménagements hydro agricoles des bas-fonds et le forage de petits puits tubés ou à grand diamètre pouvant favoriser la petite irrigation. Ces aspects sont d'autant plus importants pour le PACER pour une croissance économique durable. En ce sens, il importe de poursuivre les efforts pour une meilleure gestion de la fertilité des sols et des aléas climatiques ainsi que leurs impacts sur l'eau. Par ailleurs, la majorité des bénéficiaires rencontrés au cours des visites de terrain utilisent des méthodes culturales classiques, ce qui les rend fortement dépendants des engrais et autres intrants chimiques. La gestion intégrée pourrait apporter des réponses à ses diverses contraintes en permettant une exploitation plus durable des ressources et une baisse des coûts de production à travers la valorisation de tous les sous-produits agricoles. Il est aussi important de reconsidérer des productions plus propres tel que l'ananas biologique qui non seulement sont durables, mais également apporte une plus value plus importante que les produits ordinaires. Dans ce cadre, il importe d'intensifier les recherches pour la production de rejets sains en quantité suffisante. Le PACER devrait accorder une attention particulière à cette question qui peut permettre de tirer à terme des leçons à généraliser à d'autres types de production biologique.

101. Pour les aspects relatifs à la durabilité, la mission recommande de:

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Introduire des innovations techniques et technologiques pour améliorer la productivité (femmes et jeunes surtout)	PACER (ADF+URA), OPP	Continue
Adapter les itinéraires techniques aux divers changements climatiques (poche de sécheresse, pluies rapprochées et abondantes)	PACER (ADF+URA), OPP	Mars 2012
Renforcer les capacités sur le concept de consortium et réaliser un suivi de son opérationnalisation.	PACER (ADF+URA), CeRPA, OPP	Immédiatement
Intensifier les recherches pour la production de rejets suffisants d'ananas biologique et réaliser un suivi de cette activité.	PACER, INRAB	Continue

G. Stratégie de sortie

102. Considérant l'achèvement du Don UE prévu pour le 31 décembre 2011 et du PADER pour le 31 Mars 2012, la mission propose une stratégie de sortie (voir annexe IV) et un plan d'action spécifique à chaque composante.

H. Impact

103. A défaut d'une étude proprement dite sur l'impact du PADER en termes de rapport entre les investissements matériels, financiers et humains consentis et le bien être générés au sein des bénéficiaires à divers niveaux, les appréciations de la mission restent limitées aux principaux signes visibles et aux témoignages recueillis auprès des différents groupes cibles rencontrés. Ces appréciations concernent les acquis physiques et financiers, et l'amélioration des revenus des producteurs, la sécurité alimentaire, et le développement local.

104. **Acquis physiques et financiers, et amélioration des revenus.** La mise en œuvre du PADER a donné l'occasion de résoudre un temps soit peu les problèmes de manque d'équipements et d'outils adéquats de travail souvent évoqués par les producteurs ruraux. Dans la plupart des groupements visités, des matériels et équipements permettant d'accroître la productivité du travail ont été mis en place par le PADER : motopompes et accessoires d'irrigation, rapeuses mécaniques pour les groupements de femmes, motoculteurs, décortiqueuses etc. Des infrastructures de travail, de conservation des produits ou leur écoulement sont installées et offrent de meilleures conditions aux bénéficiaires du PADER. Selon les témoignages des bénéficiaires, ces nombreuses réalisations du PADER ont eu des répercussions sur leur vie même si par endroits les appuis doivent encore se poursuivre pour débloquer de nouvelles contraintes qui limitent la pleine jouissance des équipements mis en place : c'est grâce aux 200 puits tubés installés à Monkassa (Malanville) que la production semencière a pu être sauvée au cours de la campagne agricole 2011-2012 sur ce périmètre maraîcher. Mais l'utilisation des motopompes a entraîné un surcoût que les producteurs voudraient voir compensés par un relèvement des prix de cession des semences. Des améliorations de revenus ont été mentionnées par les bénéficiaires des équipements de maraîchage par exemple. Mais des difficultés demeurent dans l'utilisation des équipements et aménagements réalisés (puits nécessitant un surcreusement, tuyau inadapté). Dans le cadre du PACER, qui a des objectifs de croissance économique, la stratégie à adopter doit viser à doter les MER et MPE de technologies de production et de transformation plus performantes si possible à travers des mécanismes de prestation de service.

105. Le PACER étant censé consolider les acquis du PADER, un mécanisme devra être trouvé pour récupérer les groupements ou individus porteurs d'initiatives de projets à accompagner. Les groupements restants devront être orientés vers les CeCPA et d'autres programmes et intervenants pour la consolidation de leurs acquis. Par ailleurs, les appuis

dans le cadre de l'accompagnement des bénéficiaires vers les marchés devront s'intensifier pour devenir les véritables moteurs de la promotion des filières.

106. **Sécurité alimentaire.** La survenance de la crise alimentaire de 2008 a conduit à des interventions d'urgence auxquelles le Don UE a contribué à travers le renforcement du sous secteur semencier. La mise en œuvre du projet Don UE a permis un renforcement du dispositif national d'appui à la production semencière (UAC, DAGRI, DPQC, INRAB, CeRPA et DPLR), un début d'organisation des semenciers et un regain d'intérêt du gouvernement pour l'accompagnement du sous secteur semencier.

I. Genre/Ciblage

107. Suite à la revue à mi-parcours qui a recommandé une concentration des efforts du PADER sur les groupements/AGR et MER les plus dynamiques, le portefeuille regroupe aujourd'hui 158 groupements féminins, 135 groupements mixtes, 10 groupements d'hommes et 238 MER dont 21% tenues par des femmes. Grace à la stratégie de ciblage mise en œuvre, les femmes représentent environ 80% des bénéficiaires du PADER.

108. **Sur le plan économique,** l'analyse de la situation économique des femmes permet de relever que (i) les revenus tirés de la plupart de leurs AGR restent relativement faibles; (ii) le volume de travail induit par l'AGR n'est pas de nature à pouvoir mobiliser régulièrement toutes les femmes, ce qui les pousse à davantage se consacrer à leurs activités individuelles; (iii) leur faible niveau d'instruction et de technicité ainsi que leur accès plus ou moins difficiles à des ressources financières consistantes limitent les capacités productives et entrepreneuriales des femmes ainsi que leur marge de progression vers des activités économiques structurantes (AES).

109. **Sur le plan du leadership des femmes** et de leur présence dans les instances de décisions, des efforts énormes ont été déployés par le PADER. Cependant, le nombre de femmes dans les cercles de pouvoirs des structures communautaires (dont les ADV) et économiques (OP et ASF) restent encore faible. Certaines femmes membres des bureaux de l'ADV au titre des groupements de femmes ont une faible connaissance des rôles et fonctions dévolues à l'ADV et des enjeux du DPNV. Le nombre très réduit de femmes instruites ou bien alphabétisées dans certains villages conduit à des cumuls de fonctions allant jusqu'à trois postes assumés par une seule femme. C'est le cas dans le village de Yarikou. Ce qui ne favorise pas l'émergence d'autres femmes leaders. Par ailleurs, la mission constate que l'UCP ne compte aucune femme cadre. Sur un effectif global de 40 agents, il n'y a qu'une seule femme (secrétaire de direction).

110. Tirant les leçons de l'expérience du PADER pour conforter les besoins et les intérêts des femmes dans le PACER, la mission recommande de: *(i) revoir les programmes d'alphabétisation fonctionnelle pour les mettre en phase avec les besoins pratiques exprimés par les femmes (lecture, écriture, maîtrise des 4 opérations de calcul, détermination prix de revient et coûts de production, calcul du chiffre d'affaires prévisionnel et du bénéfice), (ii) entreprendre des formations spécifiques à l'endroit des femmes sur le développement de l'esprit entrepreneurial, le développement personnel (confiance en soi, auto-estime, auto-valorisation), les opportunités économiques de l'approche filières et la maîtrise des outils de comptabilité simplifiée et de gestion devant se traduire par la tenue de documents comptables, (iii) promouvoir, soutenir et encourager l'émergence de MER femmes.*

111. Il convient également, sur le plan technique: *(i) d'impliquer les femmes dans le choix des équipements mis à leur disposition ; (ii) soutenir l'introduction de procédés techniques modernes et d'innovations technologiques dans la production comme dans la transformation pour réduire la pénibilité de certaines tâches et améliorer la qualité et la productivité.*

112. Concernant le leadership des femmes, il est recommandé *d'organiser à l'intention des groupements de femmes des sessions de formation sur: (i) la prise de parole en public ; (ii) la construction d'argumentaires, le plaidoyer et le lobbying ;(iii) les missions, rôles et fonctionnement des structures convoitées (structures de gestion communautaires et économiques notamment les OPA). Ces actions s'appuieront sur l'alphabétisation fonctionnelle et le développement personnel (cf. ci-dessus).*

113. Renforcement des capacités des acteurs institutionnels et opérationnels en genre et inclusion. *Au niveau institutionnel: des actions de sensibilisation, de formation ou de renforcement de capacités en genre et inclusion seront organisées au profit de chaque groupe d'acteurs en fonction de son niveau d'implication. Les actions concernent (i) les responsables de projet afin que l'approche genre imprègne toutes leurs démarches et actions; (ii) les techniciens du MAEP concernés. Au niveau opérationnel: les structures ciblées sont (i) les URA, les services publics comme les CeRPA et les CRA; (ii) les opérateurs privés prestataires de services non financiers et financiers; (iii) les OPA et les structures communautaires telles que les ADV. La mission recommande également la prise en compte effective de la dimension genre au cours des prochains recrutements*

114. Dispositif de suivi-évaluation. *La désignation d'un point focal genre chargé de veiller, en relation avec les responsables de composantes et les URA; (i) à l'intégration des actions validées dans le PTBA 2012; (ii) à leur mise en œuvre en relation avec tous les acteurs concernés, (iii) la désagrégation, selon le sexe et l'âge, des indicateurs de suivi-évaluation retenus.*

115. Les jeunes (hommes et femmes): En dehors des initiatives ponctuelles prises pour intégrer des jeunes dans les activités des projets, il n'y a véritablement pas de stratégie clairement définie à l'endroit de ce groupe-cible. C'est ainsi qu'aucune action spécifique de sensibilisation et d'information n'est programmée à l'endroit des jeunes des deux sexes pour: (i) les informer sur les opportunités du PACER à travers l'approche filière; (ii) les possibilités de création d'emplois en amont et en aval des filières; (iii) et sur le rôle clef que ces derniers peuvent jouer dans la modernisation des exploitations agricoles familiales et face au vieillissement des chefs d'exploitation.

116. Les jeunes rencontrés sur le terrain sont tantôt membres des groupements mixtes ou des groupements d'hommes et constituent une bonne partie de la main d'œuvre agricole. Bien qu'attirés par l'exode, les jeunes restés dans les villages estiment qu'avec un encadrement de proximité et de qualité (au plan technique, financier et en gestion) et une ouverture sur le marché, ils pourront valablement se réaliser et réaliser leurs ambitions en milieu rural.

117. Tirant les leçons des programmes en cours en matière d'insertion des jeunes dans l'agriculture et en s'inspirant des conclusions du Forum du Global Youth Innovation Network (GYIN), la mission recommande: (i) qu'une attention particulière soit désormais accordée au ciblage et à l'inclusion des jeunes (hommes et femmes); (ii) d'élaborer une stratégie jeune-genre pour le projet et de veiller à ce que les jeunes des deux sexes représentent au moins 40% des acteurs ciblés par le PACER; (iii) qu'une approche spécifique jeune soit mise en œuvre compte tenu de la nature des besoins et attentes de ce groupe-cible.

118. Parallèlement aux actions en cours, la mission recommande: (i) la tenue dans les différentes communes d'intervention du PACER des campagnes de sensibilisation, d'information et de communication spécifiquement orientées aux jeunes des deux sexes pour partager avec eux l'option du PACER de les mettre au centre de ses interventions et (ii) le développement d'un partenariat stratégique avec les Centres Songhaï afin d'inscrire l'appui aux jeunes dans une démarche structurante par la Signature de conventions visant à les former encadrer , coacher et accompagner les promoteurs dans le but de leur installation et de leur équipement.

119. Ce partenariat tournera autour: (i) du ciblage des jeunes porteurs d'initiatives économiques les plus novatrices dans les différents maillons des filières retenues, en amont et en aval; (ii) leur prise en charge par les Centres SONGHAI pour des cours d'initiation et/ou de renforcement en français ainsi qu'un encadrement technique de 6 mois suivi d'une phase de formation sur le développement de l'esprit entrepreneurial, des capacités managériales et d'élaboration de son propre dossier de projet dont l'étude de marché par le promoteur au sein de son terroir, d'une durée également de 6 mois. La troisième étape est la recherche de financement auprès du PACER.

120. La mission recommande qu'un dispositif d'encadrement intensif et de proximité accompagne les promoteurs dès le démarrage de leur activité (MER ou MPE) pour une durée de 6 mois en relation avec le Centre SONGHAI qui se retirera progressivement au profit des OPP et des OPS. Il sera conforté par un dispositif de suivi-évaluation des indicateurs économiques clés portant sur l'évolution de l'activité et sa santé financière.

121. Par rapport au genre et au ciblage des bénéficiaires, la mission recommande:

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Veiller à ce que les jeunes des deux sexes représentent au moins 40% des acteurs ciblés par le PACER et qu'une approche spécifique jeune soit mise en œuvre compte tenu de la nature des besoins et attentes de ce groupe-cible	PACER (ADF+URA), OPP, SAE	Juin 2012
Tenir des campagnes de sensibilisation, d'information et de communication spécifiquement orientées aux jeunes des deux sexes pour partager avec eux l'option du PACER de les mettre au centre de ses interventions	PACER (ADF+URA), OPP, SAE	Juin 2012
Développer un partenariat stratégique avec les Centres Songhai afin d'inscrire l'appui aux jeunes dans une démarche structurante par la signature de conventions de formation, d'encadrement et de coaching des promoteurs	PACER (ADF+URA)	Juin 2012
Mettre en place un dispositif d'encadrement intensif et de proximité pour accompagner les promoteurs dès le démarrage de leurs activités pour une durée de 6 mois en relation avec le Centre SONGHAI. Ce dispositif sera conforté par un dispositif de suivi-évaluation des indicateurs économiques clés portant sur l'évolution de l'activité et sa santé financière.	PACER (ADF+URA)	Juin 2012

J. AUTRES ASPECTS

122. **Innovations.** Le PADER a innové dans son approche d'intervention. L'approche holistique adoptée a permis de prendre en compte les préoccupations de tous les acteurs, leur participation et leur implication effective aux activités du programme. De plus la mise en place des ADV a permis de créer un cadre de concertation au sein des communautés qui initient ainsi des actions pour leur développement. La création de l'UNASF et de sa caisse centrale favorisera l'autonomisation des ASF. Par ailleurs, à travers ses actions dans le cadre du don UE, le PADER a contribué à la reconstitution de la chaîne de production semencière au Bénin en vue du désengagement de l'État de la commercialisation des semences. Enfin, l'approche faire-faire donne la possibilité d'assurer le renforcement des capacités des structures pérennes pour assurer un suivi rapproché.

123. Le PACER aussi innove dans son approche d'intervention. La stratégie filière qu'elle a adopté donnera la possibilité de mener des actions ciblées et adaptées et donc plus efficaces et efficients. Le concept de consortiums qu'elle tente d'opérationnaliser est une véritable innovation. Cette approche entraînera non seulement une professionnalisation des acteurs, mais aussi l'organisation des producteurs pour la défense de leurs intérêts et l'amélioration de leur accessibilité au financement et aux marchés. Les PDMT et PAO qui seront élaborés permettront aux organisations paysannes

de mener leurs activités sur la base d'une planification et d'une vision claires pour les filières retenues.

124. **Leçons apprises du PADER et du Don UE.** Les principales leçons à tirer des expériences du PADER et du don UE sont la nécessité d'évaluer les actions et de réaliser la typologie des institutions mises en place (ADV, ASF, OPP) pour apporter des appuis différenciés et donc plus efficaces à chaque catégorie; l'organisation des producteurs pour une meilleure accessibilité au financement et aux marchés; la professionnalisation des acteurs pour des produits de meilleure qualité et pour passer de l'état d'autoconsommation à celui de la croissance de leur richesse, la nécessité d'une approche holistique pour la prise en compte de tous les acteurs et pour des actions plus efficaces; l'introduction de techniques et de technologies susceptibles d'accroître la productivité et par conséquent les revenus des producteurs, transformateurs, commerçants; la nécessité de cibler explicitement les jeunes et les femmes et de mener des actions pour favoriser la prise en compte de leurs activités (transformation et commerce surtout pour les femmes) dans les interventions et l'émergence d'initiatives privées en leur sein (MER).

125. Malgré la formule de mise en consortium des OPP et OPS, des retards importants sont toujours notés dans leur paiement. Ce qui entraîne une démotivation du personnel de terrain au détriment des bénéficiaires du programme. Une proposition est en cours au niveau de l'UCP pour amener les OPP à se faire cautionner par des banques pour préfinancer leur fonctionnement dans l'attente du paiement de leur prestation par le FIDA. Cette nouvelle mesure mérite d'être testée. Mais au-delà du problème du retard des salaires, le PACER devra veiller à ce que les animateurs aient effectivement le profil approprié pour l'accompagnement des bénéficiaires dans le développement de l'esprit entrepreneurial.

K. Conclusion

126. Le PADER initialement conçu avec son cadre logique et son personnel est devenu un programme cadre. Il a accueilli divers projets (PUASA, Ex PDRT et Don UE) et s'est vu finalement annexé le PACER pour prendre sa succession. Ces projets ont été aussi exigeants tant en terme de délai à respecter que de procédures à suivre. Le PADER, le PUASA et le Don UE ont atteint un certain nombre de résultats positifs. Les plus significatifs sont ceux concernant le PUASA, la dynamique communautaire impulsée par les groupements AGR et la mise en place des ADV, les MER, l'alphabétisation, les activités IEC, le développement des ASF et le Don UE. Dans le cadre du PTBA 2011, la performance de ces projets/programmes s'est révélée satisfaisante. Pour la durée résiduelle du programme (3 mois), le PADER doit poursuivre la consolidation des acquis en se basant, notamment sur la stratégie de sortie proposée et ce, dans une perspective de durabilité et de pérennisation des résultats atteints.

127. Pour une exécution satisfaisante des objectifs atteignables et de pérennisation des acquis du programme, la mission recommande:

128. A l'UCP de :

- Prendre en compte dans la mise en œuvre du PTBA 2012 (janvier –mars 2012) les activités prioritaires de la stratégie de sortie pour le Don UE et le PADER;
- Organiser les producteurs membres des consortiums pour la défense de leurs intérêts face aux têtes de pont qui sont plus structurées et orientées vers le profit.
- Cibler au sein des groupements d'AGR des femmes et des jeunes porteurs d'initiatives de micro-entreprises
- Concrétiser la réalisation d'une enquête d'impacts sur les cibles du PADER en vue de la rédaction du rapport d'achèvement du programme;
- Lancer un audit externe du réseau des ASF, d'affiner le plan de pérennisation du réseau et de mettre en place les fonds de capitalisation et de subvention d'équilibre de l'UNASF;
- Poursuivre la redynamisation des cadres formels de concertation entre villages, communes, structures décentralisées et déconcentrées de l'Etat, et tous autres intervenants concernés;
- Finaliser les processus de mobilisation des contributions financières de la BOAD et de la FAO au PACER
- Poursuivre et accélérer la mise en œuvre du plan de communication et de partage des savoirs afin de renforcer la visibilité des actions du PADER-PACER.
- Payer les arriérés de salaires des OPP, prendre des mesures adéquates pour réduire les retards de leur paiement et améliorer le contrôle de la qualité de leur prestation.

129. Au Gouvernement:

- Mener des actions concrètes qui reflètent les déclarations d'intention d'améliorer les procédures de passation des marchés au niveau du MAEP.

130. Au FIDA:

- Réaliser une évaluation du concept ASF.
- Assister l'UGP dans la résolution des problèmes liés à la signature des contrats avec les Consortium. Le FIDA et le Gouvernement de la République du Bénin approuvent les conclusions de la mission de supervision.

Appendices et annexes

- Appendice 1 Résumé de l'état d'avancement du projet et notes
- Appendice 2 Résumé des principales mesures à adopter dans des délais convenus
- Appendice 3 Questions financières: exécution effective des obligations de financement par source de financement; décaissements par catégorie et par composante
- Appendice 4 Respect des dispositions de l'accord de financement: état d'avancement
- Appendice 5 Avancement matériel au regard du PTBA, y compris les indicateurs SYGRI
- Appendice 6 Cadre logique actualisé indiquant l'avancement des activités au regard des objectifs, des réalisations et des produits
- Appendice 7 Gestion des savoirs: apprentissage et innovation
- Annexe I Etat d'exécution des recommandations de la mission de supervision de juin 2011
- Annexe II Etat d'exécution des recommandations des audits des comptes de l'exercice 2010.
- Annexe III Capitalisation de quelques acquis des ADV.
- Annexe IV Genre (femmes et jeunes) et professionnalisation des OP.
- Annexe V Passation des marchés
- Annexe VI Stratégie de sortie du PADER (désengagement)
- Annexe VII Plan d'action décembre 2011-mars 2012

République du Bénin
Programme d'Appui au Développement Rural (PADER)
Projet d'Appui à la Croissance Economique (PACER)
Mission de supervision: Du 28 Novembre au 17 Décembre 2011

Appendices et annexes

Appendice 2: Résumé des principales mesures à adopter dans des délais convenus

Domaine d'action	Mesure convenue	Responsabilité	Date
Exécution du PADER			
Composante «Appui aux AGR/MER».	Etablir la cartographie et la typologie des groupements/AGR et des MER par localité et les caractériser	PADER/AGR	Janvier 2012
	Faire le point des réalisations nécessitant un appui-suivi-conseil et établir un partenariat avec les structures déconcentrées du MAEP (CeCPA, DPLR etc) à cet effet.	PADER/AGR	Janvier 2012
	Faire le point des activités PADER à transférer au PACER après l'étude d'impact.		Mars 2012
	Eviter de démarrer de nouvelles activités dont la réalisation ne peut s'achever avant le délai du 31 Mars 2012 prévu pour l'achèvement du PADER.	PADER/AGR	Immédiatement
	Faire le point des équipements inadéquats et examiner la possibilité de les remplacer. Evaluer le problème relatif au puits du groupement JEHOVA JIRE de Monkpa dans la commune de Savalou et le régler	AGR/ADF/URA	Immédiatement
Don UE	Prendre les mesures nécessaires pour assurer la pérennisation des acquis du Don UE à travers le PACER (cf chapitre produits et réalisations).	PACER/ADF	Immédiatement
	Assister l'ANASEB dans sa restructuration à travers la poursuite de la mise en place des coopératives de base, un cadre de concertation, et un rapprochement avec des structures d'appui.	PACER/ADF	Immédiatement
	Faire vulgariser par les CeRPA les semences améliorées afin de susciter et d'accroître leur demande par les producteurs.	PACER/AGR/ADF/COORD	Mars 2012
Composante « Accès au Financement Rural »			
	Obtenir auprès du Ministère de l'Economie et des Finances l'agrément d'exercer de la structure faitière des ASF.	PADER (Coord. + Resp. FR) et UNASF-GIE	Janvier 2012
	Mettre en place la Caisse Centrale des ASF	PADER (Coord. + Resp. FR) et OPS+UNASF-GIE	Février 2012
	Mettre en place les fonds de subvention et de capitalisation au profit de l'UNASF-GIE.	PADER +FIDA	Février 2012
«Renforcement des capacités des institutions de base».			
	Poursuivre et terminer l'alphabétisation niveau français fondamental avec les groupements qui n'ont pas encore terminé le processus d'alphabétisation.	AIB et R/URA RAF	Jan-Février 2012
	Etablir une typologie des ADV et femmes relais pour mieux cibler les appuis à apporter par le PACER	AIB et R/URA RAF et CSE	Janvier 2012
	Intégrer les femmes relais au sein des ADV et développer le partenariat avec l'Association Béninoise pour le Marketing Social et la Communication pour la Santé (ABMS) pour la pérennisation des acquis.	AIB, OPP, ADV	Janvier. 2012
	Mettre à la disposition des femmes relais le matériel pédagogique restant nécessaire	AIB, URA, RAF, Partenaires extérieurs	Janvier 2012

République du Bénin
Programme d'Appui au Développement Rural (PADER)
Projet d'Appui à la Croissance Economique (PACER)
Mission de supervision: Du 28 Novembre au 17 Décembre 2011

Appendices et annexes

	à l'animation sur le terrain (matériel de protection SIDA/MST, Phallus, comprimé de traitement eau)		
	Evaluer les OPP et renforcer leurs capacités sur les rôles et responsabilités des institutions de base (CV et ADV)	AIB, R/URA*, MCL et RAF	Février 2012
	Organiser un atelier national sur les infrastructures	AIB, OPP, RAF	Février 2012
	Mettre en place un système de visite d'échanges entre les ADV entrepreneurs et celles qui ont besoin de renforcement.	AIB, URA, OPP	Mars 2012
Exécution du PACER			
Composante ADF du PACER			
	Appuyer la mise en place des intrants spécifiques pour les bénéficiaires du PACER	FIDA /Coordonnateur/RAF/ADF	Fin mars 2012
	Faire un Contrat avec INRAB/Niaouli pour : l'introduction de la variété MD2 d'ananas; des expérimentations en vue de la détermination des doses de fumure ananas ; la production de semences maraichères de prébase	FIDA ; Coordonnateur/ADF	Fin mars 2012
	Poursuivre la structuration des acteurs de la sous filière semences maraichères	Coordonnateur/ADF/ANASEB	Février 2012
	Poursuivre la mise en place de consortiums tout en veillant au renforcement des capacités des groupements membres	Coordonnateur ; ADF ; RAF	Tâche permanente
	Mettre en place le mécanisme d'approvisionnement du Guichet A	Coordonnateur/CAA/RAF/ADF	Janvier 2012
	Accélérer le processus de signature des contrats entre le projet et les consortiums		
	Signer les contrats avec IF et le FNM	Coordonnateur/ADF/IF	Décembre 2011
Composante IR du PACER			
	Finaliser la requête de financement à adresser à la BOAD pour l'étude de faisabilité des pistes	PACER/IR/COORD	Janvier 2012
	Relancer le processus de mobilisation de la contribution de la FAO au PACER	PACER/IR/COORD	Janvier 2012
	Accélérer les processus de sélection des entreprises pour la réalisation des travaux en instance.	PACER/IR	Immédiatement
Coordination & partenariats			
	Elaborer les TDR de l'étude d'impact du PADER	RSE, Coord.	Janvier 2012
	Lancer l'appel d'offre de l'étude d'impact du PADER	RSE, Coord	Janvier 2012
	Conduire l'étude d'impact du PADER	RSE, Coord, Consultants	Avril 2012
	Achever la réalisation du film documentaire sur le don UE et des spots publicitaires sur les semences certifiées.	RSE	Fin décembre 2011
	Imprimer les cartes thématiques et les diffuser	RSE	Janvier 2012
	Accélérer la signature des diverses convention avec les têtes de ponts des consortiums.	UCP, ADF	Janvier 2012
Durabilité			
	Introduire des innovations techniques et technologiques pour améliorer la productivité (femmes et jeunes surtout)	PACER (ADF+URA), OPP	Continue
	Adapter les itinéraires techniques aux divers changements climatiques (poche de sécheresse, pluies rapprochées et abondantes)	PACER (ADF+URA), OPP	Mars 2012
	Renforcer les capacités sur le concept de consortium et réaliser un suivi de son	PACER (ADF+URA), CeRPA, OPP	Immédiatement

République du Bénin
Programme d'Appui au Développement Rural (PADER)
Projet d'Appui à la Croissance Economique (PACER)
Mission de supervision: Du 28 Novembre au 17 Décembre 2011

Appendices et annexes

	opérationnalisation.		
	Intensifier les recherches pour la production de rejets suffisants d'ananas biologique et réaliser un suivi de cette activité.	PACER, INRAB	Continue
Aspects fiduciaires/PPM			
	Archivage des documents : Rassembler toute la documentation liée à un marché dans un seul lieu pour faciliter la traçabilité du processus lors des audits et autres missions.	RAF/R composante	Immédiatement
	Recruter un cabinet spécialisé en étude institutionnelle et évaluation, pour faire un diagnostic systématique sur les OPP & OPS sur la base de leur contrat.	RAF/RPM	31/12/2011
	Utiliser le modèle courant et simplifié de PPM actuellement utilisé par la plupart des projets FIDA.	RPM	Immédiatement
	Initier une lettre de réclamation des pénalités sur les travaux de construction des magasins villageois.	RPM/RAF/ R composante	Immédiatement
	Don UE : Contrat d'acquisition de 12 motoculteurs avec la société SEFODI, les fournitures ne pouvant être reçu avant la date butoir du 31/12/2011, ces équipements une fois reçus pourront être payés sur le PACER après avis de non objection du FIDA. En tout état de cause cette ressource devra être provisionnée dans le PTBA 2012 en cours de finalisation.	RAF/RPM	30/01/2011
	Don UE : Stopper la préparation de la DPD relative à la mise à disposition du Fond levier à l'ANASEB dans le cadre du don UE et initier une demande motivée au FIDA pour le financement de cette activité importante dans le cadre du PACER à prévoir dans le PTBA et PPM 2012	RAF/RPM	15/12/2011
	Don UE : Annuler les activités en cours car ne pouvant tenir dans les délais en terme de PM d'ici le 31/12/2011 : (1) fourniture de dépliant et objets promotionnels, (2)- acquisition de produits chimiques, petits matériels et consommables, (3)- convention avec AFRICARICE pour la mise en place d'un système de suivi-évaluation de la production semencière, au profit de la DAGRI	RPM/RAF	Immédiatement
Audit			
	Dresser mensuellement la situation exhaustive des contrats P.C avec taux d'exécution physique et Financière, l'inventaire des factures non encore réglées et les contrats signés et non encore exécutés	RAF/R. Composante	RAF/R Composante
	Recouvrement du C.S à partir de la DRF 79 et suite à 50% des montants justifiés.	RAF /FIDA	Immédiate
	Atelier interne de validation Manuel de procédures administratives et comptables.	RAF	
	Finaliser et valider le PTBA 2012 et PPM	RSE/RAF/RPM/R Composantes	20 décembre 2011
	Elaboration des Etas financiers consolidé du P.C	RAF	15 mars 2012
Genre et Ciblage			
	Veiller à ce que les jeunes des deux sexes représentent au moins 40% des acteurs ciblés par le PACER et qu'une approche spécifique jeune soit mise en œuvre compte tenu de la nature des besoins et attentes de ce groupe-cible	PACER (ADF+URA), OPP, SAE	Juin 2012
	Tenir des campagnes de sensibilisation, d'information et de communication spécifiquement orientées aux jeunes des deux sexes pour partager avec eux l'option du PACER de les mettre au centre de ses interventions	PACER (ADF+URA), OPP, SAE	Juin 2012

République du Bénin
Programme d'Appui au Développement Rural (PADER)
Projet d'Appui à la Croissance Economique (PACER)
Mission de supervision: Du 28 Novembre au 17 Décembre 2011

Appendices et annexes

	Développer un partenariat stratégique avec les Centres Songhaï afin d'inscrire l'appui aux jeunes dans une démarche structurante par la signature de conventions de formation, d'encadrement et de coaching des promoteurs	PACER (ADF+URA)	Juin 2012
	Mettre en place un dispositif d'encadrement intensif et de proximité pour accompagner les promoteurs dès le démarrage de leurs activités pour une durée de 6 mois en relation avec le Centre SONGHAI. Ce dispositif sera conforté par un dispositif de suivi-évaluation des indicateurs économiques clés portant sur l'évolution de l'activité et sa santé financière.	PACER (ADF+URA)	Juin 2012
<i>Impacts</i>	Réaliser une étude d'impacts	UCP+RSE	Avril 2012

PADER

Appendice 3: Questions financières: exécution effective des obligations de financement par source de financement et par composante; décaissements par catégorie

Tableau 3A PADER: Exécution des obligations de financement par source de financement

Table 3A: Financial performance by financier				
Financier	Approuvé (000 USD)	Effectif (0000 USD)	Déboursments (000 USD)*	Déboursments en %
Prêt FIDA	10 000,0	10 006,0	9 245,55	92,40
Réseau ASF	2 100,0	2 115,0	0,29	0,01
IMF	500,0	500,0	0,00	0,00
Gouvernement	2 950,0	1 902,0	775,91	40,79
Bénéficiaires	270,0	265,0	151,94	57,33
Total	15 820,0	14 788,0	10 173,69	68,80

* au 31 Oct 2011 jusqu'à DRF 80 1DTS=1,57679 USD et 1\$ USD=476,2620 FCFA pour les DRF et DPD 70 à 80

Tableau 3B PADER: Exécution des obligations de financement par composante (en milliers de USD)

* au 30 Mai 2011 (source PADER, y compris les dépenses en cours)

Financial performance by financier by component (Actual Expenditures en USD '000)

Table 3B:

Composantes	Prêt FIDA			Gouvernement			Réseau ASF			IMF			Bénéficiaires			Total		
	alloué	décais	%	alloué	décais	%	alloué	décais	%	alloué	décais	%	alloué	décais	%	alloué	décais	%
A. Appui aux AGR et MER	2 949	1571,88	53,30	532	106,98	20,1							243	140,07	57,6	3 724	1 818,93	48,84
B. Accès au financement rural	2 971	2065,30	69,52	558	177,04	31,7	2 115	0,29	0,01	500	0	0,00		11,84		6 144	2 254,47	36,69
C. Renforcement capacités institutions de base	2 272	2042,54	89,90	271	30,14	11,1							22	0,03	0,1	2 565	2 072,71	80,81
D. Coordination et partenariats stratégiques	1 814	2565,83	141,45	541	461,75	85,4										2 355	3 027,58	128,56
dépenses en cours d'affectation par composantes		1000,00			-												1 000,00	
Total*	10 006	9 245,55	92,40	1 902	775,91	40,8	2 115	0,29	0,01	500	0	0,00	265	151,94	57,3	14 788	10 173,69	68,80

* au 31 Oct 2011 jusqu'à DRF 80 1DTS=1,57679 USD et 1\$ USD=476,2620 FCFA pour les DRF et DPD 70 à 80

République du Bénin
Programme d'Appui au Développement Rural (PADER)
Projet d'Appui à la Croissance Economique (PACER)
Mission de supervision: Du 28 Novembre au 17 Décembre 2011

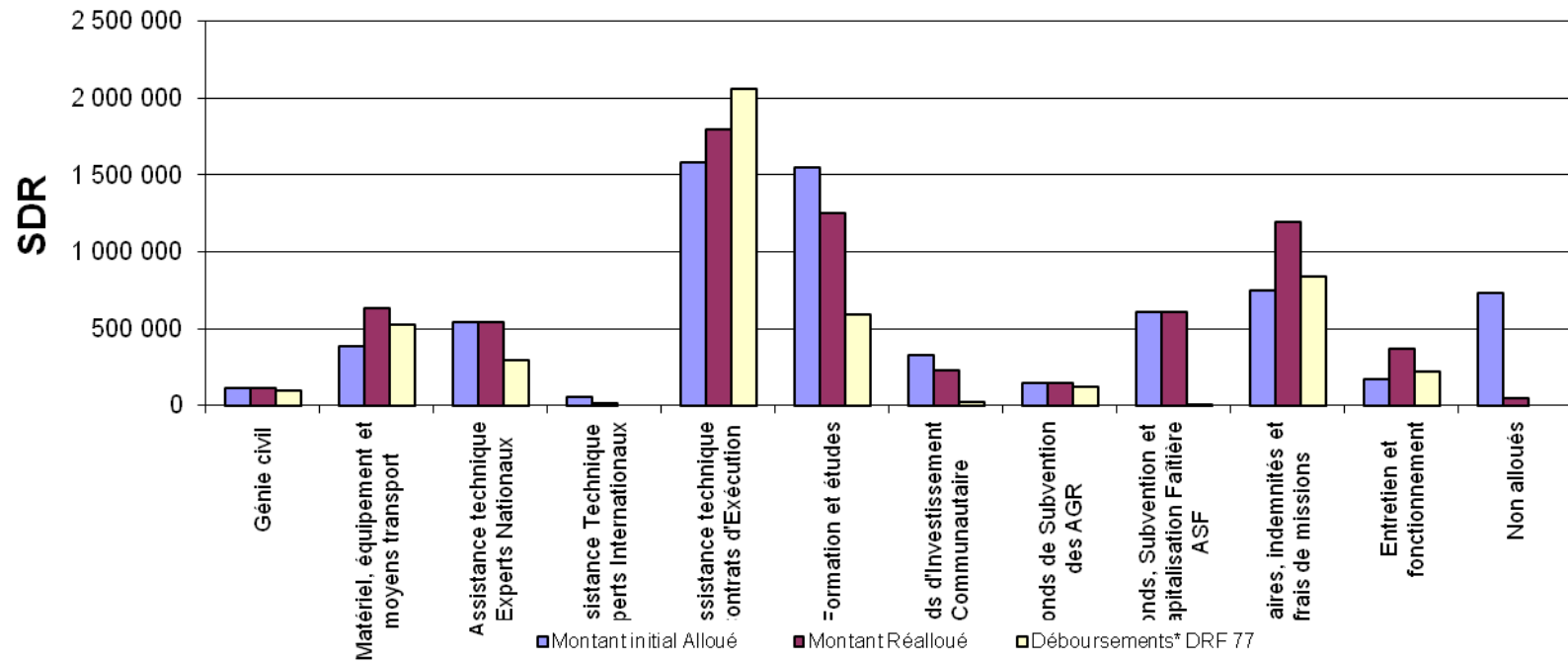
Appendices et annexes

PADER

Tableau 3C PADER: Décaissements du prêt du FIDA (en DTS, au 31 octobre 2011) (Source LGS FIDA)

	Catégorie/Description	Montant initial Alloué	Montant Réalloué	Déboursements* DRF 77	Solde	Déboursements en %
I	Génie civil	116 000	116 000	99 923,39	16 076,61	86,14
II	Matériel, équipement et moyens transport	382 000	632 000	522 998,46	109 001,54	82,75
III a	Assistance technique Experts Nationaux	540 000	540 000	291 341,42	248 658,58	53,95
III b	Assistance Technique Experts Internationaux	57 000	17 000	0,00	17 000,00	0,00
III c	Assistance technique Contrats d'Exécution	1 580 000	1 800 000	2 060 682,09	-260 682,09	114,48
IV	Formation et études	1 550 000	1 250 000	590 743,98	659 256,02	47,26
V a	Fonds d'Investissement Communautaire	325 000	225 000	22 306,22		
V b	Fonds de Subvention des AGR	147 000	147 000	119 731,89		
V c	Fonds, Subvention et Capitalisation Faitière ASF	606 000	606 000	9 835,19	596 164,81	1,62
VI	Salaires, indemnités et frais de missions	745 000	1 195 000	843 186,31	351 813,69	70,56
VII	Entretien et fonctionnement	172 000	372 000	223 901,66	148 098,34	60,19
VIII	Non alloués	730 000	50 000	0,00	50 000,00	0,00
	Dépôt initial DRF 1 et 46			663 387,55	-663 387,55	-
	Total	6 950 000	6 950 000	5 448 038,16	1 501 961,84	78,39

* DRF 1 à 77 au 31 Oct 2011, Source PADER et FIDA



République du Bénin
Programme d'Appui au Développement Rural (PADER)
Projet d'Appui à la Croissance Economique (PACER)
Mission de supervision: Du 28 Novembre au 17 Décembre 2011

Appendices et annexes

PADER

Tableau 3D PADER : Décaissement Jusqu'à la DRF80 en DTS

Catégorie	Affectation Initiale en DTS	débours à DRF 77	DRF 78 et 79	DRF 80	Total débours	Tx Décais	Soldes disponibles
1-Gén Civ	116 000	99 923,39	45 782,68		145 706,07	125,61	- 29 706,07
2-Matériel, équip et Moyens de transport	632 000	522 998,46	1 259,75		524 258,21	82,95	107 741,79
3-Assistance Technique							
3a- Experts Nationaux	540 000	291 341,42	21 771,99	10 762,15	323 875,56	59,98	216 124,44
3b- Experts Internationaux	17 000	-	-		-	-	17 000,00
3c- Contrats d'exécution	1 800 000	2 060 682,09	-		2 060 682,09	114,48	- 260 682,09
4-Formation et Etude	1 250 000	590 743,98	99 747,83	26 516,44	717 008,26	57,36	532 991,74
5-Fonds							
5a-Fonds d'Investissement Communautaire	225 000	22 306,22	56 997,85	54 754,91	134 058,98	59,58	90 941,02
5b-Fonds de Subvention des AGR	147 000	119 731,89	12 756,10	7 230,43	139 718,42	95,05	7 281,58
5c-Fonds de Subvention et de Capitalisation des Institutions faïtières	606 000	9 835,19	-		9 835,19	1,62	596 164,81
6-Salaires Indemnités et Frais de mission	1 195 000	843 186,31	124 914,01	42 007,50	1 010 107,82	84,53	184 892,18
7-Fonctionnement	372 000	223 901,66	57 318,14	1 918,62	283 138,42	76,11	88 861,58
8-Non Alloué	50 000	-			-	-	50 000,00
TOTAUX non compris DRF1 et 46		4 784 650,61	420 548,36		5 348 389,02		
Allocation Autorisée DRF 1 et 46		663 387,55			663 387,55		- 663 387,55
Total Décaissement Allocation Autorisée comprise		5 448 038,16	420 548,36		5 868 586,52		
TOTAUX GLOBAUX	6 950 000	5 448 038,16	420 548,36	143 190,05	5 868 586,52	84,44	1 081 413,48

1DTS=1,576790 USD et 1\$ USD=476,262 pour les DRF 78 à 80

* au 31 octobre 2011 jusqu'à DRF 80 1DTS=1,5887 USD et 1\$ USD=462,1468 FCFA pour les DRF et DPD 67 à 69

République du Bénin
Programme d'Appui au Développement Rural (PADER)
Projet d'Appui à la Croissance Economique (PACER)
Mission de supervision: Du 28 Novembre au 17 Décembre 2011

Appendices et annexes

PACER

Table 3A PACER : Financial performance by financier

Table 3A: Financial performance by financier				
Financier	Approuvé (‘000 USD)	Effectif (‘0000 USD)	Déboursements (‘000 USD)*	Déboursements en %
Prêt et Don FIDA	17 924,0	17 924,0	1 245,14	6,95
BOAD	9 060,0	9 060,0	0,00	0,00
PNUD	3 040,0	3 040,0	0,00	0,00
FAO	500,0	500,0	0,00	0,00
GOUVERNEMENT	4 388,0	4 388,0	27,80	0,63
BENEFICIAIRES	2 931,0	2 931,0	0,00	0,00
IF Locales	9 937,0	9 937,0	0,00	0,00
Total	47 780,0	47 780,0	1 272,94	2,66

* au 31 Octobre 2011 jusqu'à DRF 4

1DTS=1,571 USD et 1\$ USD=481,16 pour la DRF 3 et 4

38

Table 3B PACER : Financial performance by financier by component (Actual Expenditures en USD ‘000)

Table 3B: Financial performance by financier by component (Actual Expenditures en USD ‘000)

Composantes	Prêt et Don FIDA			BOAD			PNUD			FAO			Gouver			Bénéfic			I F locales			Total		
	alloué	décais	%	alloué	décais	%	alloué	décais	%	alloué	décais	%	alloué	décais	%	alloué	décais	%	alloué	décais	%	alloué	décais	%
A. Appui au développement des filières (ADF)	11 605	120,40	1,04				2 950,0	-	0,00	500	-	0,00	1 414,0		0,00	2498,0		0,00	9937,0		0,0	28 904	120,40	0,42
B. Infrastructures rurales (IR)	3 943	62,27	1,58	9 060		0,00		-			-		2 403,0		0,00	433,0		0,00				15 839	62,27	0,39
C. Coordination et partenariats stratégiques	2 376	362,46	15,26				90,0	-	0,00				571,0	13,76	2,41							3 037	376,22	12,39
dépenses en cours d'affectation par composantes (DRF 1)		700,00						-															700,00	
Total*	17 924	1 245,14	6,95	9 060		0,00	3 040	-	0,00	500	0	0,00	4 388	13,76	0,31	2931,0		0,00	9937,0		0,0	47 780	1 258,90	2,63

* au 31 Oct 2011

jusqu'à DRF 4

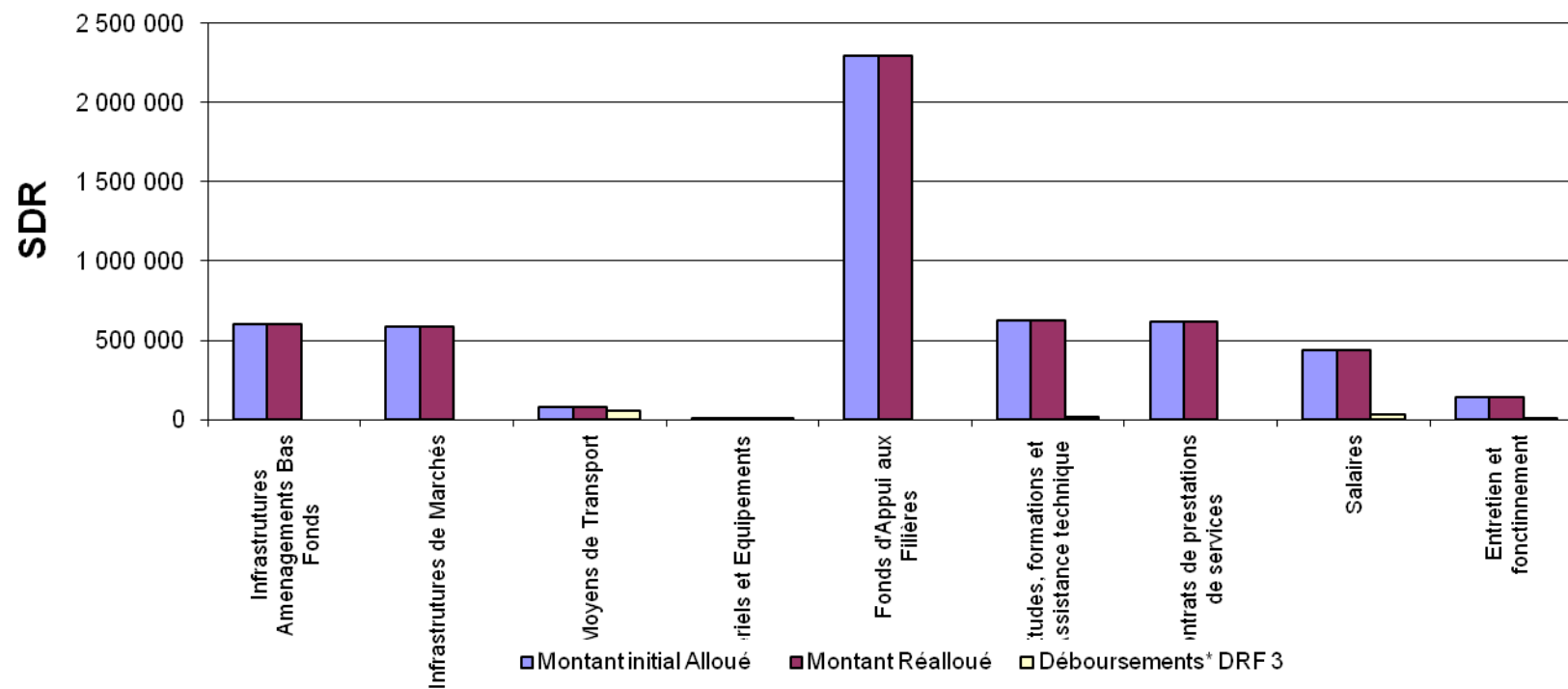
1DTS=1,571 USD et 1\$ USD=481,16
pour la DRF 3 et 4

PACER

Table 3C PACER : Déboursements prêt et Don FIDA (en DTS)

	Catégorie/Description	Montant initial Alloué	Montant Réalloué	Déboursements* DRF 3	Solde	Déboursements en %
I a	Infrastructures Amenagements Bas Fonds	600 000	600 000	0,00		
I b	Infrastructures de Marchés	590 000	590 000	0,00	590 000,00	0,00
II	Moyens de Transport	80 000	80 000	53 529,88	26 470,12	66,91
III	Matériels et Equipements	10 000	10 000	11 975,59	-43 529,88	535,30
IV	Fonds d'Appui aux Filières	2 295 000	2 295 000	0,00	2 295 000,00	0,00
V	Etudes, formations et Assistance technique	625 000	625 000	16 789,08	608 210,92	2,69
VI	Contrats de prestations de services	620 000	620 000	0,00	620 000,00	0,00
VII	Salaires	440 000	440 000	34 290,90	405 709,10	7,79
VIII	Entretien et fonctionnement	140 000	140 000	6 914,33	133 085,67	4,94
	Non alloué	600 000	600 000	0,00		
	Dépôt initial DRF 1			222 687,46	-222 687,46	-
	Total	6 000 000	6 000 000	346 187,24	5 653 812,76	5,77

* au 31 Octobre 2011 jusqu'à DRF 3



République du Bénin
Programme d'Appui au Développement Rural (PADER)
Projet d'Appui à la Croissance Economique (PACER)
Mission de supervision: Du 28 Novembre au 17 Décembre 2011

Appendices et annexes

PACER

Table 3 D PACER : Décaissement à DRF 4 en DTS

Catégories		Alloca Initiale	DRF n°01	DRF 2 et 3	DRF 4	TOTAL	Solde	tx
1		2 380 000	-	-		-		
1	a	Amenagement des bas-fonds	1 200 000	-	-	-	1 200 000,00	-
1	b	Infrastructures des marchés	1 180 000	-	-	-	1 180 000,00	-
2		Moyens de transport	160 000	107 059,76		107 059,76	52 940,24	66,91
3		Matériels et Equipements	20 000	-	-	23 951,18	- 3 951,18	119,76
4		Fonds d'Appui aux Filières	4 590 000	-	482,47	482,47	4 589 517,53	0,01
5		Etudes, formations et Assistance technique	1 250 000	33 578,16	21 927,70	55 505,86	1 194 494,14	4,44
6		Contrats de prestations de services	1 240 000	-	-	-	1 240 000,00	-
7		Salaires	880 000	68 581,80	55 637,41	124 219,21	755 780,79	14,12
8		Entretien et fonctionnement	280 000	13 828,66	14 739,12	28 567,78	251 432,22	10,20
NA		Non alloué	1 200 000	-	-	-	1 200 000,00	
		Allocation Autorisée		445 374,92		445 374,92	- 445 374,92	
TOTAL		12 000 000	445 374,92	246 999,56	92 786,70	785 161,18	11 214 838,82	6,54

1DTS=1,5710 USD et 1\$ USD=481,16 pour la DRF 4

DON UE

Table 3A DON UE : Projet de Production de semences certifiés et boutures de manioc / DON U.E - FIDA

Décaissement sur DON UE au 31 10 2011

Catégories	Montant Alloué	DRF 2 à 5	DRF 6 et 7	Total Débours	Solde	Tx Exécution
1- Coordination et Gestion	330 000	87 669,23	118 352,58	206 021,80	123 978,20	62,43
2- Eqpmnts et Fournitures	862 000	439 300,25	160 817,86	600 118,10	261 881,90	69,62
3- Fonctionnement	328 000	95 168,34	72 326,04	167 494,38	160 505,62	51,07
4- Travaux	600 000	29 774,06	244 650,74	274 424,80	325 575,20	45,74
5- Autres services	405 000	35 614,73	33 438,43	69 053,16	335 946,84	17,05
6- Audit	15 000		6 097,96	6 097,96	8 902,04	40,65
Total	2 540 000	687 526,59	635 683,61	1 323 210,20	1 216 789,80	52,09

N.B Les dépenses ont été exécutées sur le dépôt initial de 1 500 00 Euros objet de la DRF 1

Appendice 4: Respect des dispositions de l'accord de financement: état d'avancement

Section	Disposition	Objectif/Date prévue	État d'avancement/Date	Observations
ACCORD DE PRÊT PADER	SURVEILLER LES CATEGORIES 1 EN GENIE CIVIL, 5A DE FDC ET 3C.	IMMEDIATEMENT	IMMEDIATEMENT	RAS
ACCORD DE FINANCEMENT PACER	L'ALLOCATION DE LA CATEGORIE 3 à L'ANNEXE 2 DE L'ACCORD ARRÊTE A 20.000 DTS POUR EQUIPER LE PROJET EST LARGEMENT DEPASSEE	PORTER LE MONTANT A 150.000 DTS AU MOINS FIN JUIN 2012 AU PLUS TARD	AUCUNE ACTION POUR L'INSTANT	SEUL LE FIDA PEUT AGIR POUR UNE SATISFACTION RAPIDE

République du Bénin
Programme d'Appui au Développement Rural (PADER)
Projet d'Appui à la Croissance Economique (PACER)
Mission de supervision: Du 28 Novembre au 17 Décembre 2011

Appendices et annexes

Appendice 5 : Avancement matériel au regard du PTBA, y compris les indicateurs SYGRI

Composantes	Indicateur	Unité	Prévisions physiques globales du Programme (RPE)	Prévisions physiques		Réalisations physiques				Justification des écarts
				Prévisions physiques RPE ajustées	PTBA 2011	Cumulées au 31/12/10	Réalisations physiques 2011	% RPE ajusté	% PTBA 2011	
Composante 1 : Appui aux AGR/MER										
Sous-composante 1 : Appui à l'identification et la mise en œuvre des projets AGR	Nombre de villages encadrés	Village	280	290	290	290	290	100,00	100,00	1) Le programme a rencontré quelques difficultés de trésorerie. 2) Des actions non prévues au RPE au départ mais devenues prioritaires (PUASA, et Don UE) ont créé de sérieuses perturbations dans le déroulement des activités normales de la composante
	Nombre d'anciens groupements AGR animés	Grpts	670	561	561	561	561	100,00	100,00	
	Nombre d'anciens groupements AGR ayant bénéficié de crédit	Grpts	-	505	120	290	22	61,79	18,33	
	Nombre de nouveaux groupements identifiés	Grpts	160	160	0	163	0	101,88		
	Nombre de groupements dynamiques appuyés de plus près	Grpts	np	300	303	303	303	101,00	100,00	
	Nombre d'anciennes MER appuyées	MER	270	270	395	395	395	146,30	100,00	
	Nombre d'anciennes MER ayant bénéficié de crédit	MER	-	243	100	99	20	48,97	20,00	
	Nombre de nouvelles MER appuyées	MER	80	80	0	146	0	182,50		
	Nombre de MER dynamiques appuyés de plus près	MER	np	230	238	238	238	103,48	100,00	
	Etude faisabilité et d'implantation pour les groupements	Grpts	830	830	197	229	197	51,33	100,00	
	Etude faisabilité et d'implantation pour les MER	MER	350	350	68	95	68	46,57	100,00	
	Formation des groupements en gestion/comptabilité	Grpts	830	830	70	0	0	0,00	0,00	
	Nombre de membres de grpmts formés en gest°/compta.	Membres	3320	3320	210	0	0	0,00	0,00	
	Formation des groupements en techniques de production	Grpts	830	830	70	10	0	1,20	0,00	
	Nombre de membres de grpmts formés en techn.de product°	Membres	3320	3320	210	122	0	3,67	0,00	
	Appui-conseil spécialisé aux groupements	Mission	1860	1860	70	103	0	5,54	0,00	
	Formation des MER en gestion d'entreprise	MER	350	350	50	66	0	18,86	0,00	
	Nombre de micro-entrepreneurs formés en gest° d'entrep.	MER	700	700	100	66	0	9,43	0,00	
	Formation des MER en techniques de production	MER	350	350	50	0	0	0,00	0,00	
	Nombre de micro-entrepreneurs formés en techn. de prod.	MER	700	700	100	0	0	0,00	0,00	
	Appui-conseil spécialisé aux MER	Mission	700	700	50	0	0	0,00	0,00	
	Nombre de grpmts bénéficiaires du FS/AGR	Grpts	120	120	14	0	14	11,67	100,00	
	Nombre de visites d'échange au profit des bénéficiaires	Visite	nd	51	7	2	0	3,92	0,00	

République du Bénin
Programme d'Appui au Développement Rural (PADER)
Projet d'Appui à la Croissance Economique (PACER)
Mission de supervision: Du 28 Novembre au 17 Décembre 2011

Appendices et annexes

Composantes	Indicateur	Unité	Prévisions physiques globales du Programme (RPE)	Prévisions physiques		Réalizations physiques				Justification des écarts
				Prévisions physiques RPE ajustées	PTBA 2011	Cumulées au 31/12/10	Réalizations physiques 2011	% RPE ajusté	% PTBA 2011	
	Démonstrations effectuées sur les terres des paysans	Démo	np	30	0	43	0	143,33		
	Paysans participant à des essais de recherche	Paysan	np	120	0	134	0	111,67		
	Nombre d'unités pilotes de formation	Unité pilote	nd	30	5	0	5	16,67	100,00	
Sous-composante 2 : Appui à la mise en marché des produits	Formation des groupements en commercialisat° et promot° des prdts	Grpts	830	830	50	0	0	0,00	0,00	
	Nombre membres de grpts formées en commercialisat° et promot° des produits	Membres	3320	3320	150	0	0	0,00	0,00	
	Formation des MER en commercialisat° et promot° des produits	MER	350	350	40	66	0	18,86	0,00	
	Nombre de MER formées en commercialisat° et promot° des produits	Personne	700	700	80	66	0	9,43	0,00	
	Nombre d'études et prospections des marchés	Etude	8	8	0	1	0	12,50	-	
	Nombre de participations aux foires	Nombre	18	18	2	3	3	33,33	150,00	
	Nombre d'appui-conseils spécifiques	Nombre	30	30	2	2	0	6,67	0,00	
	Nombre de marchés couverts par le dispositif de collecte et de dissémination des informations sur le marché	Nombre	nd	23	0	23	23	100,00	-	
Sous-composante 3 : Réalisation et gestion de certains types d'infrastructures économiques non couverts par ailleurs.	Nombre de magasins de stockage réalisés	Magasin	16	16	3	0	3	18,75	100,00	
	Nombre d'aménagements de marché	Hangar	10	10	6	0	6	60,00	100,00	
	Nombre de puits maraîchers réalisés au sud-Bénin	Puits	40	40	3	0	3	7,50	100,00	
	Nombre de puits maraîchers réalisés au nord-Bénin	Puits	40	40	2	0	2	5,00	100,00	
TAUX D'EXECUTION COMPOSANTE 1								41,67	44,78	
Composante 2 : Accès au financement rural										Le programme a rencontré d'énormes difficultés de trésorerie.
Sous-composante 1 : Consolidation des ASF existantes	Nombre d'anciennes ASF à encadrer	ASF	144	144	144	144	144	100,00	100	
	Nombre d'actionnaires	Personne	102 000	102 000	100 000	95 279	102 661	100,65	102,66	
	Capital mobilisé par les villageois	F CFA	1 069 000 000	1 069 000 000	1 700 000 000	1 531 931 400	1 812 017 400	169,51	106,59	
	Octroi de crédits depuis l'origine	F CFA	16 000 000 000	16 000 000 000	17 000 000 000	16 270 379 225	18 744 924 930	117,16	110,26	
	Encours de crédit	F CFA	2 600 000 000	2 600 000 000	3 000 000 000	2 849 195 857	3 258 765 256	125,34	108,63	
Sous-composante 2 : Extension géographique du réseau des ASF	Nombre d'ASF créées	ASF	60	60	0	50		83,33		
	Nombre de coffres-forts mis en place	Coffre	60	60	0	50		83,33		

République du Bénin
Programme d'Appui au Développement Rural (PADER)
Projet d'Appui à la Croissance Economique (PACER)
Mission de supervision: Du 28 Novembre au 17 Décembre 2011

Appendices et annexes

Composantes	Indicateur	Unité	Prévisions physiques globales du Programme (RPE)	Prévisions physiques		Réalizations physiques				Justification des écarts
				Prévisions physiques RPE ajustées	PTBA 2011	Cumulées au 31/12/10	Réalizations physiques 2011	% RPE ajusté	% PTBA 2011	
	Nombre de lots de fournitures mis en place	Lots	120	120	0	100		83,33		
	Nombre de lots d'imprimés mis en place	Lots	120	120	20	100	20	100,00	100,00	
	Nombre de bâtiments d'ASF construits	Bâtiment	60	60	35	3	3	10,00	8,57	
	Nombre de lots de mobilier mis en place	Lots	60	60	50	0	0	0,00	0	
Sous-composante 3 : Mise en place de structures faîtières	Sensibilisation des membres ASF	Session	48	48	0	0	0	0,00	0	Les avis de non objection relatifs aux différentes formations sont attendus du FIDA.
	Formation des élus GIE	Session	52	52	0	0	0	0,00	0	
	Formation des cadres GIE	Session	8	8	0	0	0	0,00	0	
	Formation des cadres SA	Session	2	2	0	0	0	0,00	0	
	Consultation nationale des ASF	Session	5	5	1	3	1	80,00	100,00	
	Organisation forum sur microfinance et ASF	Forum	5	5	1	0	0	0,00	0	La révision de la catégorie 5c de l'accord de prêt est en cours.
	Fonds de capitalisation par PADER	F CFA	400 000 000	400 000 000	125 000 000	0	0	0,00	0	
	Fonds de capitalisation par les ASF	F CFA	535 567 000	535 567 000	22 000 000	0	0	0,00	0	
	Fonds de capitalisation par les banques/IMF	F CFA	250 000 000	250 000 000	0	0	0	0,00		
	Subvention d'équilibre par PADER	F CFA	53 792 000	53 792 000	31 250 000	0	0	0,00	0	
	Frais de fonctionnement supportés par le réseau ASF	F CFA	434 000 000	434 000 000	0	0	0	0,00		
TAUX D'EXECUTION COMPOSANTE 2								47,85	43,34	
Composante 3 : Renforcement des capacités et appui aux institutions de base										Le programme a rencontré d'énormes difficultés de trésorerie.
Sous-composante 1 : Appui au développement des capacités des institutions de base	Organiser une campagne d'alphabétisation initiale	Nombre de pers.	4 000	1 450	0	1942		133,93		
	. Hommes	Hommes	2 000	725		905		124,83		
	. Femmes	Femmes	2 000	725		1037		143,03		
	Organiser une campagne de post-alphabétisation	Nombre de pers.	4 000	1 450	1450	930	826	121,10	56,97	
	. Hommes	Hommes	2 000	725	696	465	382	116,83	54,89	
	. Femmes	Femmes	2 000	725	754	465	444	125,38	58,89	

République du Bénin
Programme d'Appui au Développement Rural (PADER)
Projet d'Appui à la Croissance Economique (PACER)
Mission de supervision: Du 28 Novembre au 17 Décembre 2011

Appendices et annexes

Composantes	Indicateur	Unité	Prévisions physiques globales du Programme (RPE)	Prévisions physiques		Réalizations physiques				Justification des écarts
				Prévisions physiques RPE ajustées	PTBA 2011	Cumulées au 31/12/10	Réalizations physiques 2011	% RPE ajusté	% PTBA 2011	
	Formation en gestion administrative et sociale des OPP	Session	8	8		8	0	100,00		
	Formation des OPP sur la planification et la gestion participative et dynamisation des IB	Session	8	8		8		100,00		
	Formation des OPP en maîtrise d'ouvrage et à la gestion des contrats de service et des travaux dont la passation des marchés	Session	8	8		8		100,00		
	Formation en gestion administrative et sociale des institutions de base (IB)	Session	80	290		290	0	100,00		
	Formation sur la planification et la gestion participative et dynamisation des IB	Session	110	290		290	0	100,00		
	Formation des OPP en maîtrise d'ouvrage et à la gestion des contrats de service et des travaux dont la passation des marchés	Session	nd	4	4	0	4	100,00	100,00	
	Formation des OPP en gestion financière comptable, gestion et accès aux services de base, aux AGR et à l'entrepreneuriat	Session	nd	4	4	0	4	100,00	100,00	
	Formation des IB en maîtrise d'ouvrage et à la gestion des contrats de service et des travaux dont la passation des marchés	Session	123	290		290	0	100,00		
	Formation des IB en gestion financière comptable, gestion et accès aux services de base, aux AGR et à l'entrepreneuriat	Session	153	290	290	0	58	20,00	20,00	
	Former en suivi-évaluation participative et autonomie de gestion	Session	500	290	290	0	58	20,00	20,00	
	Former les femmes relais pour l'IEC	Session	8	8	4	4	4	100,00	100,00	
Sous-composante 2 : Renforcement des cadres de conception, de planification et de gestion	Réalisation des DPNV	DPNV	290	290		290		100,00		
	Ateliers communaux DPNV/PDC	Communes	70	70		0	0	0,00		
	Création des ADV	ADV	290	290		290		100,00		
	Cadres de concertation animés	Cadres	nd	70		6	0	8,57		
TAUX D'EXECUTION COMPOSANTE 3								81,81	64,82	
Composante 4 : Coordination et partenariats stratégiques										La lenteur des procédures de passation de marché a retardé certaines acquisitions.
	Audit des comptes	Mission	5	5	1	1	1	40,00	100,00	
	Mission de supervision	Mission	10	10	2	7	2	90,00	100,00	
	Manuel des procédures administratives, financières et comptables	Manuel	1	1	0	1	0	100,00		

République du Bénin
Programme d'Appui au Développement Rural (PADER)
Projet d'Appui à la Croissance Economique (PACER)
Mission de supervision: Du 28 Novembre au 17 Décembre 2011

Appendices et annexes

Composantes	Indicateur	Unité	Prévisions physiques globales du Programme (RPE)	Prévisions physiques		Réalizations physiques				Justification des écarts
				Prévisions physiques RPE ajustées	PTBA 2011	Cumulées au 31/12/10	Réalizations physiques 2011	% RPE ajusté	% PTBA 2011	
	Manuel des opérations techniques	Manuel	1	1		1		100,00		
	Système de suivi-évaluation	Système	1	1		1		100,00		
	Mission d'évaluation a mi-parcours	mission	1	1		0		0,00		
	Mission d'évaluation finale	mission	1	1	0	0	0	0,00		
	Partenariats stratégiques noués	Nombre	nd	20	15	12	16	80,00	106,67	
TAUX D'EXECUTION COMPOSANTE 4								63,75	102,22	
Programme d'urgence d'appui à la sécurité alimentaire (PUASA)										
	Nombre de producteurs de maïs touchés	Producteurs	np	450	0	436	436	96,89		
	Nombre de producteurs de riz touchés	Producteurs	np	700	0	669	669	95,57		
	Nombre de producteurs cultures maraîchères touchés	Producteurs	np	500	0	484	484	96,80		
	Superficies cultivées en maïs (ha)	hectare	np	629	0	276	186,8	73,58		
	Superficies cultivées en riz commercial (ha)	hectare	np	1 049	0,0	302,60	60,5	34,61		
	Superficies cultures maraîchères (ha)	hectare	np	131	0	58,81	77,75	104,24		
	Engrais organique	Tonne	np	1 500	0	0	0	0,00		
	Engrais chimique (sacs de 50 kg)	Sac	np	10 068	0	3 369	2 920	62,47		
	Engrais chimique (sacs de 50 kg) sur revolving fund	Sac	np	2 600		600	0	23,08		
	Semences de maïs (kg)	kg	np	4 500	0	5 378	3 300	192,84		
	Semences de riz (kg)	kg	np	47 205	0	12 895	11 460	51,59		
	Semences de riz acquises sur revolving fund (kg)	kg	np	26 400	0	6 000	0	22,73		
	Produits de traitement de semences (sachets)	Sachets	np	9 711	0	0	0	0,00		
	Produits phytosanitaires (carton)	Carton	np	110	0	15	0	13,64		
	Puits maraîchers	Puits	np	585	0	0	195	33,33		
	Réhabilitation/aménagement bas-fonds (ha)	hectare	np	63	26,50	43	26,50	110,32	100,00	
	Labour mécanisé (ha)	hectare	np	951	0	141,5	36	18,66		
	Nombre de motopompes	Motopompe	np	90	0	72	0	80,00		

République du Bénin
Programme d'Appui au Développement Rural (PADER)
Projet d'Appui à la Croissance Economique (PACER)
Mission de supervision: Du 28 Novembre au 17 Décembre 2011

Appendices et annexes

Composantes	Indicateur	Unité	Prévisions physiques globales du Programme (RPE)	Prévisions physiques		Réalizations physiques				Justification des écarts
				Prévisions physiques RPE ajustées	PTBA 2011	Cumulées au 31/12/10	Réalizations physiques 2011	% RPE ajusté	% PTBA 2011	
	Nombre de décortiqueuses	Décortiqueuse	np	14	2	10	2	85,71	100,00	
	Nombre de motoculteurs	Motoculteur	np	14	8	2	8	71,43	100,00	
	Nombre de petits équipements de maraîchage	Nombre	np	1 600	20	778	0	48,63	0,00	
	Quantité d'herbicide	Litre	np	1 964	0	236	0	12,02		
	Nombre de producteurs et d'agents d'OPP formés sur maïs	Personne	np	308	0	230	0	74,68		
	Nombre de producteurs et d'agents d'OPP formés sur riz	Personne	np	446	0	386	0	86,55		
	Nombre de producteurs et d'agents d'OPP formés sur le maraîchage	Personne	np	154	0	99	97	127,27		
	Nombre de producteurs et d'animateurs formés en multiplication de semences certifiées de riz	Personne	np	97	0	52	32	86,60		
TAUX D'EXECUTION PUASA								65,51	75,00	
Programme de perennisation des acquis du PDRT (PPA/PDRT)										
49	Nombre de variété de manioc pour la production de vitro-plants	Variété	np	4	0	11	0	275,00		La lenteur des procédures de passation de marché a retardé certaines acquisitions.
	Nombre de vitro-plants produits pour chacune des variétés de manioc	Vitro-plants	np	1000	0	1000	0	100,00		
	Superficies de parcelles de production de boutures de manioc de prébase, de base et certifiées installées	Hectare	np	152	0	143,50	0	94,41		
	Tonnage de semenceaux de pomme de terre mis en place	Tonne	np	60	0	0	0	0,00		
	Nombre de cultivars de la collection nationale des clones d'igname maintenus	Cultivar	np	234	0	377	0	161,11		
	Nombre de multiplicateurs formés sur les itinéraires techniques de production et de gestion de matériels de plantation (les boutures) de manioc	Nombre	np	200	0	0	0	0,00		
	Nombre d'agents CeCPA formés sur les techniques de multiplication rapide des boutures de manioc et semenceaux d'igname	Agents	np	178	0	0	0	0,00		
	Nombre d'organisation faitières départementales et nationales mises en place pour la création de l'interprofession Manioc	Nombre	np	33	0	15	0	45,45		
	Nombre de membres des faitières formés en bonne gouvernance et en techniques de gestion des filières	Membre	np	258	0	0	0	0,00		
	Nombre de chaînes complètes de transformation construites/équipées	Chaîne	np	6	0	6	0	100,00		

République du Bénin
Programme d'Appui au Développement Rural (PADER)
Projet d'Appui à la Croissance Economique (PACER)
Mission de supervision: Du 28 Novembre au 17 Décembre 2011

Appendices et annexes

Composantes	Indicateur	Unité	Prévisions physiques globales du Programme (RPE)	Prévisions physiques		Réalizations physiques				Justification des écarts
				Prévisions physiques RPE ajustées	PTBA 2011	Cumulées au 31/12/10	Réalizations physiques 2011	% RPE ajusté	% PTBA 2011	
	Nombre de bourse de gari promues à travers le marketing	Bourse	np	4	0	2	0	50,00		
	Nombre de micro-industries de transformation promues	Micro-industrie	np	6	0	2	0	33,33		
	Nombre de groupements de transformatrices formés sur les normes et qualités dans la fabrication de la farine panifiable	Nombre	np	103	0	103		100,00		
	Nombre de contrats de publi-reportage des activités de marketing signés	Contrat	np	2	0	0	0	0,00		
	Nombre d'aires de séchage contruites pour la fabrication des dérivés du manioc	Aires	np	66	0	0	0	0,00		
	Nombre de contrats d'animation et d'organisation des acteurs signés avec les ONG/PCZ	Contrat	np	5	0	5	0	100,00		
TAUX D'EXECUTION PPA/PDRT								66,21		
TAUX D'EXECUTION GLOBAL								61,13	66,03	

np = non prévu --- nd = non déterminé

République du Bénin
Programme d'Appui au Développement Rural (PADER)
Projet d'Appui à la Croissance Economique (PACER)
Mission de supervision: Du 28 Novembre au 17 Décembre 2011

Appendices et annexes

Composantes	Indicateurs	Unité	Prévisions physiques globales du Programme (RPE)	Prévisions physiques		Réalisations physiques				Justification des écarts
				Prévisions physiques RPE ajustées	PTBA 2011	Cumulées au 31/12/10	Réalisations physiques totales 2011	% RPE ajusté	% PTBA 2011	
Projet de production de semences certifiées de riz et de boutures certifiées de manioc (Facilité Alimentaire de l'Union Européenne)										La lenteur des procédures de passation de marché a retardé certaines acquisitions
	Pourcentage de variétés variétés de riz (locales et mises au point par INRAB, IITA et AfricaRice) collectées et conservées dans la banque de gènes	Pourcentage	np	75	75,00	0,00	122,00	162,67	162,67	
	Nombre de variétés de riz caractérisées (évaluation agronomique et caractérisation génétique moléculaire)	Nombre	np	20	20,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Tonnage de semences de prébase de riz produites	Tonne	np	0,5	0,50	0,00	1,27	254,00	254,00	
	Tonnage de semences de base de riz acquises et mises en place aux producteurs	Tonne	np	30	11,40	18,60	46,84	218,13	410,88	
	Tonnage de semences certifiées de riz produites	Tonne	np	1500	828,00	672,00	2117,16	185,94	255,70	
	Nombre de variétés de manioc collectées pour la production de vitro-plants	Variété	np	15	15,00	0,00	19,00	126,67	126,67	
	Nombre de vitro-plants produits pour les variétés de manioc	Vitro-plant	np	15000	15000,00	0,00	5200,00	34,67	34,67	
	Nombre de boutures de prébase de manioc produites	Nombre	np	100 000	100000,00	0,00	100000,00	100,00	100,00	
	Nombre de boutures de base de manioc produites	Nombre	np	600 000	600000,00	969000,00	1096500,00	344,25	182,75	
	Nombre de boutures certifiées de manioc produites	Nombre	np	7 000 000	7000000,00	0,00	11560850,00	165,16	165,16	
	Nombre de multiplicateurs de semences certifiées de riz appuyés	Personne	np	500	500,00	612,00	1171,00	234,20	234,20	
	Pourcentage de femmes parmi les multiplicateurs de semences certifiées de riz	Pourcentage	np	20	20,00	-	26,64	133,22	133,22	
	Nombre de multiplicateurs de boutures certifiées de manioc appuyés	Personne	np	700	700,00	0,00	160,00	22,86	22,86	
	Pourcentage de femmes parmi les multiplicateurs de boutures certifiées de manioc	Pourcentage	np	10	10,00	-	3,75	37,50	37,50	
	Nombre de chambre froide construite au profit de l'INRAB	Chbre froide	np	1	1,00	0,00	1,00	100,00	100,00	
	Nombre de magasin de décortilage construit au profit de l'INRAB	magasin	np	1	1,00	0,00	1,00	100,00	100,00	
	Nombre de tracteur à usage agricole avec accessoires acquis au profit de l'INRAB	tracteur	np	1	1,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Nombre de techniciens de l'INRAB recyclés sur itinéraires techniques de production semences du riz	Personne	np	20	20,00	0,00	20,00	100,00	100,00	
	Superficies aménagées sur ferme de boutures de manioc de l'INRAB à Sékou	Hectare	np	6	6,00	0,00	6,00	100,00	100,00	
	Nombre de système d'irrigation installé sur ferme de boutures de manioc de l'INRAB à Sékou	Système	np	1	1,00	0,00	1,00	100,00	100,00	
	Nombre de magasin de stockage avec bureau sur la ferme de l'INRAB à Sékou	magasin	np	1	1,00	0,00	1,00	100,00	100,00	

République du Bénin
Programme d'Appui au Développement Rural (PADER)
Projet d'Appui à la Croissance Economique (PACER)
Mission de supervision: Du 28 Novembre au 17 Décembre 2011

Appendices et annexes

Composantes	Indicateurs	Unité	Prévisions physiques globales du Programme (RPE)	Prévisions physiques		Réalizations physiques				Justification des écarts
				Prévisions physiques RPE ajustées	PTBA 2011	Cumulées au 31/12/10	Réalizations physiques totales 2011	% RPE ajusté	% PTBA 2011	
52	Nombre de techniciens INRAB recyclés sur itinéraires techniques de production boutures de manioc	Personne	np	10	10,00	0,00	10,00	100,00	100,00	
	Nombre de lots d'équipements, consommables et produits chimiques acquis au profit du LGB/FAST/UAC	Lot	np	4	4,00	0,00	4,00	100,00	100,00	
	Nombre de vitrothèque réhabilité au profit du LGB/FAST/UAC	Vitrothèque	np	1	1,00	0,00	1,00	100,00	100,00	
	Nombre de serre réhabilité au profit du LGB/FAST/UAC	Serre	np	1	1,00	0,00	1,00	100,00	100,00	
	Nombre de spécialistes du LGB/FAST/UAC recyclés	Personne	np	3	3,00	0,00	3,00	100,00	100,00	
	Nombre d'agents des CERPA formés sur la législation semencière	Personne	np	524	524,00	0,00	263,00	50,19	50,19	
	Nombre d'agents des CERPA formés sur itinéraires techniques production semencière	Personne	np	524	524,00	0,00	263,00	50,19	50,19	
	Nombre de postes de la DPQC équipés en matériels d'inspection et d'essai de germination	Poste	np	30	30,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Nombre de lots d'équipements d'analyse pour le laboratoire DPQC des semences et plants	Lot	np	3	3,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Nombre d'équipements de collecte de données sur les parcelles semencières acquis pour DPQC	Système complet	np	1	1,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Nombre de lots de manuels ISTA acquis au profit de la DPQC	Lot	np	10	10,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Nombre d'exemplaires du catalogue national des espèces et variétés finalisé et édité	Exemplaire de catalogue	np	500	500,00	0,00	500,00	100,00	100,00	
	Nombre d'exemplaires du manuel de procédures de certification de semences édités	Exemplaire	np	1200	500,00	0,00	550,00	45,83	110,00	
	Nombre d'exemplaires de plaquettes sur la réglementation semencière édités	Exemplaire	np	1200	500,00	0,00	1000,00	83,33	200,00	
	Nombre d'étiquettes de certification édités	Etiquette	np	35000	35000,00	0,00	33000,00	94,29	94,29	
	Nombre d'identifiants édités	Identifiant	np	1200	1200,00	0,00	1200,00	100,00	100,00	
	Nombre de formulaires normalisés édités	Formulaire	np	6000	6000,00	0,00	6000,00	100,00	100,00	
	Nombre d'agents DPQC de contrôle/inspection sur les outils de traçabilité des semences et thèmes spécifiques relatifs à la production semencière	Personne	np	52	52,00	0,00	52,00	100,00	100,00	
	Nombre de pôles de regroupement des informations dotés du dispositif/ méthodologie de collecte et de traitement des données statistiques	Pôles	np	3	3,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Nombre de tracteur à usage agricole avec accessoires acquis au profit de la DAGRI	Tracteur	np	1	1,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Nombre de chaîne de conditionnement de semences réhabilité au profit de la DAGRI sur la ferme de Kétou	Chaîne de conditionnement	np	1	1,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Nombre de magasin (+aire de séchage) construit au profit de DAGRI (ferme Alafiarou)	magasin	np	1	1,00	0,00	1,00	100,00	100,00	

République du Bénin
Programme d'Appui au Développement Rural (PADER)
Projet d'Appui à la Croissance Economique (PACER)
Mission de supervision: Du 28 Novembre au 17 Décembre 2011

Appendices et annexes

Composantes	Indicateurs	Unité	Prévisions physiques globales du Programme (RPE)	Prévisions physiques		Réalizations physiques				Justification des écarts
				Prévisions physiques RPE ajustées	PTBA 2011	Cumulées au 31/12/10	Réalizations physiques totales 2011	% RPE ajusté	% PTBA 2011	
	Superficies de blocs de cultures aménagées sur les fermes d'Alafiarou et de Kétou	hectare	np	50	50,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Nombre d'agents des fermes DAGRI formés sur les itinéraires techniques de production semencière	Personne	np	14	14,00	0,00	14,00	100,00	100,00	
	Nombre de base de données sur la production semencière installée à la DAGRI	Base de données	np	1	1,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Nombre de plan national semencier élaboré au profit de la DAGRI	Plan semencier	np	1	1,00	0,00	1,00	100,00	100,00	
	Nombre de réseau de multiplicateurs semenciers réorganisé et fonctionnel	Réseau	np	1	1,00	0,00	1,00	100,00	100,00	
	Nombre de plan d'affaires élaboré au profit du réseau des semenciers	plan d'affaires	np	1	1,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Nombre d'élus du réseau des semenciers formés en gestion administrative/ financière	Personne	np	160	160,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Nombre d'élus du réseau des semenciers formés en marketing et la préparation des requêtes de financement	Personne	np	160	160,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Nombre de multiplicateurs semenciers formés sur les itinéraires techniques de production de semences	Personne	np	1200	1200,00	0,00	1329,00	110,75	110,75	
	Nombre de multiplicateurs semenciers formés sur les bonnes pratiques et sur la législation semencière	Personne	np	1200	1200,00	0,00	1329,00	110,75	110,75	
	Nombre de motopompes acquises au profit des producteurs semenciers	motopompe	np	22	22,00	0,00	22,00	100,00	100,00	
	Nombre de motoculteurs acquis au profit des producteurs semenciers	motoculteur	np	12	12,00	0,00	12,00	100,00	100,00	
	Nombre de roulettes de semis acquises au profit des producteurs semenciers	Roulette de semis	np	240	240,00	0,00	240,00	100,00	100,00	
	Nombre de calibreurs de semences acquis au profit des producteurs semenciers	calibreur	np	4	4,00	0,00	4,00	100,00	100,00	
	Nombre d'emballages de semences confectionnés	Emballage	np	35000	35000,00	0,00	35000,00	100,00	100,00	
	Nombre de magasins de stockage communaux de semences construits	magasin communal	np	10	10,00	0,00	10,00	100,00	100,00	
	Nombre de magasins de stockage villageois de semences construits	magasin villageois	np	12	12,00	0,00	12,00	100,00	100,00	
	Superficies d'aménagement hydro-agricole réalisées	hectare	np	50	50,00	0,00	30,00	60,00	60,00	
	Nombre de puits tubés réalisés	Puits	np	100	100,00	0,00	200,00	200,00	200,00	
	Nombre de hangars pour calibreurs réalisés	Hangar	np	4	4,00	0,00	4,00	100,00	100,00	
	Quantité de semences certifiées de riz commercialisées	Tonne	np	1500	1500,00	0,00	672,00	44,80	44,80	

République du Bénin
Programme d'Appui au Développement Rural (PADER)
Projet d'Appui à la Croissance Economique (PACER)
Mission de supervision: Du 28 Novembre au 17 Décembre 2011

Appendices et annexes

Composantes	Indicateurs	Unité	Prévisions physiques globales du Programme (RPE)	Prévisions physiques		Réalizations physiques				Justification des écarts
				Prévisions physiques RPE ajustées	PTBA 2011	Cumulées au 31/12/10	Réalizations physiques totales 2011	% RPE ajusté	% PTBA 2011	
	Quantité de boutures certifiées de manioc commercialisées	Bouture	np	7 000 000	7000000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	TAUX D'EXECUTION FACILITE ALIMENTAIRE DE L'UNION EUROPEENNE							85,68	90,02	

Composantes PACER	Indicateur	Unité	Prévisions physiques globales du Programme (RPE)	Prévisions physiques		Réalisations physiques				Justificatio n des écarts
				Prévisions physiques RPE ajustées	PTBA 2011	Cumulées au 31/12/10	Réalisations physiques 2011	% RPE ajusté	% PTBA 2011	
Composante 1 : Appui au développement des filières										
Sous-composante 1 : Fonds d'appui aux filières agricoles	Nombre d'institutions financières sélectionnées	IF	5	5	4	0	4	0,00	100,00	Des résultats plus probants auraient pu être obtenus si le FIDA était plus prompt dans les réponses aux avis de non objection.
	Nombre de sessions de formation spécifique au profit des SAE	Session	2	2	1	0	1	0,00	100,00	
	Nombre de sessions de formation en Rural Invest	Session	2	2	1	0	0	0,00	0,00	
	Nombre de missions d'appui assurance qualité Rural Invest	Mission	2	2	0	0	0	0,00	0,00	
	Nombre de sessions des comités d'approbation	Session	64	64	16	0	3	0,00	18,75	
	Nombre d'ateliers d'auto-evaluation annuelle du fonds d'appui aux filières	Atelier	2	2	1	0	0	0,00	0,00	
	Nombre d'audit annuel du portefeuille du fonds d'appui aux filières	Audit	5	5	1	0	0	0,00	0,00	
	Contribution du PACER au guichet A	F CFA	2 501 782 000	2 501 782 000	187 633 500	0	0	0,00	0,00	
	Contribution des bénéficiaires au guichet A	F CFA	889 207 000	889 207 000	66 690 500	0	0	0,00	0,00	
	Contribution des IMF au guichet A	F CFA	3 309 535 000	3 309 535 000	124107500	0	0	0,00	0,00	
	Nombre d'unités de transformation de jus d'ananas financées par le guichet A	MPE	50	50	0	0	0	0,00		
	Nombre d'unités de séchage d'ananas financées par le guichet A	MPE	25	25	0	0	0	0,00		
	Nombre de groupements féminins d'ananas financés par le guichet A	GF	25	25	0	0	0	0,00		
	Nombre d'unités traditionnelles de jeunes d'ananas financées par le guichet A	GJ	25	25	0	0	0	0,00		
	Nombre d'unités de séchage de fruits et légumes financées par le guichet A	MPE	25	25	0	0	0	0,00		
	Nombre d'unités de production de gari financées par le guichet A	MPE	100	100	0	0	0	0,00		
	Nombre de groupements féminins producteurs de gari financés par le guichet A	GF	40	40	0	0	0	0,00		
	Nombre de groupements de jeunes producteurs de gari financés par le guichet A	GJ	10	10	0	0	0	0,00		
	Nombre d'unités de production de farine financées par le guichet A	MPE	100	100	0	0	0	0,00		
	Nombre de groupements féminins de farine financés par le guichet A	GF	50	50	0	0	0	0,00		
	Nombre d'unités de transformation artisanale du riz financées par le guichet A	MER	25	25	0	0	0	0,00		
	Nombre d'unités de transformation semi-industrielle du riz financées par le guichet A	MPE	125	125	0	0	0	0,00		
	Nombre d'unités de transformation semi-industrielle féminines du riz financées par le guichet A	GF	10	10	0	0	0	0,00		
	Nombre d'unités de transformation semi-industrielle (jeunes) du riz financées par le guichet A	GJ	15	15	0	0	0	0,00		
	Montant alloué aux unités de transformation de jus d'ananas financées par le guichet A	F CFA	2 400 000 000	2 400 000 000	0	0	0	0,00		
	Montant alloué aux unités de séchage d'ananas financées par le guichet A	F CFA	600 000 000	600 000 000	0	0	0	0,00		

République du Bénin
Programme d'Appui au Développement Rural (PADER)
Projet d'Appui à la Croissance Economique (PACER)
Mission de supervision: Du 28 Novembre au 17 Décembre 2011

Appendices et annexes

56	Montant alloués aux groupements féminins d'ananas financés par le guichet A	F CFA	387 500 000	387 500 000	0	0	0	0,00	
	Montant alloué aux unités traditionnelles de jeunes d'ananas financées par le guichet A	F CFA	387 500 000	387 500 000	0	0	0	0,00	
	Montant alloué aux unités de séchage de fruits et légumes financées par le guichet A	F CFA	70 000 000	70 000 000	0	0	0	0,00	
	Montant alloué aux unités de production de gari financées par le guichet A	F CFA	700 000 000	700 000 000	0	0	0	0,00	
	Montant alloué aux groupements féminins producteurs de gari financés par le guichet A	FCFA	96 290 000	96 290 000	0	0	0	0,00	
	Montant alloué aux groupements de jeunes producteurs de gari financés par le guichet A	FCFA	56 860 000	56 860 000	0	0	0	0,00	
	Montant alloué aux unités de production de farine financées par le guichet A	FCFA	865 000 000	865 000 000	0	0	0	0,00	
	Montant alloué aux groupements féminins de production de farine financées par le guichet A	F CFA	166 375 000	166 375 000	0	0	0	0,00	
	Montant alloué aux unités de transformation artisanale du riz financées par le guichet A	F CFA	25 000 000	25 000 000	0	0	0	0,00	
	Montant alloué aux unités de transformation semi-industrielle du riz financées par le guichet A	F CFA	860 000 000	946 000 000	0	0	0	0,00	
	Montant alloué aux groupements féminins de transformation semi-industrielle du riz financées par le guichet A		8 600 000	8 600 000	0	0	0	0,00	
	Contribution du PACER au guichet B	F CFA	890 000 000	890 000 000	0	0	0	0,00	
	Contribution des bénéficiaires au guichet B	F CFA	222 500 000	222 500 000	0	0	0	0,00	
	Contribution des IMF au guichet B	F CFA	1 112 500 000	1 112 500 000	0	0	0	0,00	
Sous-composante 2 : Appui à la professionnalisation des acteurs	Nombre d'enquêtes diagnostic des MPE et des SAE	Etude	2	2	2	0	2	100,00	100,00
	Nombre d'ateliers régionaux d'information sur le PACER	Nombre	3	3	0	1	1	66,67	
	Nombre de formateurs SAE formé en module CREE	Personne	19	19	0	0	18	94,74	
	Nombre de formateurs SAE formé en module GERME	Personne	19	19	0	0	18	94,74	
	Nombre de MPE ayant reçu une formation générale en CREE et GERME	MPE	600	600	90	0	0	0,00	0,00
	Nombre de MPE ayant reçu une formation spécialisé en CREE et GERME	MPE	600	600	0	0	0	0,00	
	Nombre de MPE suivi et accompagné	MPE	600	600	0	0	0	0,00	
	Nombre de MPE ayant reçu une formation NORMES ET QUALITE	MPE	600	600	0	0	0	0,00	
	Nombre de visites d'échange effectué entre les MPE	Visite	20	20	5	0	0	0,00	0,00

République du Bénin
Programme d'Appui au Développement Rural (PADER)
Projet d'Appui à la Croissance Economique (PACER)
Mission de supervision: Du 28 Novembre au 17 Décembre 2011

Appendices et annexes

	Nombre de visites d'échange effectué entre les groupements AGR	Visite	20	20	5	0	0	0,00	0,00	
	Nombre de voyage d'études effectué par les MPE	Voyage	4	4	0	0	0	0,00		
	Nombre de voyage d'études effectué par les groupements AGR	Voyage	1	1	0	0	0	0,00		
	Nombre de séminaires et ateliers tenus au profit des Unions Communales	Atelier	30	30	3	0	0	0,00	0,00	
	Séminaires et ateliers tenus au profit des faitieres	Atelier	15	15	1	0	1	6,67	100,00	
	Nombre de participation aux foires et expositions	Participation	6	6	2	0	0	0,00	0,00	
	Nombre de formation initiale au profit des TS et CA	formations	6	6	6	0	0	0,00	0,00	
	Nombre de sessions annuelles de recyclages des TS et CA	sessions	18	18	0	0	0	0,00		
	Nombre de formation initiale au profit des formateurs endogènes	formations	30	30	0	0	0	0,00		
	Nombre de sessions annuelles au profit des formateurs endogènes	session	30	30	0	0	0	0,00		
TAUX D'EXECUTION COMPOSANTE 1								6,85	21,25	
Composante 2 : Infrastructures rurales										
	Nombre de km de pistes réalisées	Km	250	250	0	0	0	0,00		Lourdeur des procédures de passation de marché.
	Superficie de bas-fonds aménagé	Ha	420	420	0	0	0	0,00		
	Superficie d'infrastructures de soutien à la mise enmarché réalisée	m2	7500	7 500	425	0	0	0,00	0,00	
TAUX D'EXECUTION COMPOSANTE 2								0,00	0,00	
Composante 3 : Coordination et partenariats stratégiques										
	Audit des comptes	Mission	6	6	1	1	1	33,33	100,00	Lourdeur des procédures de passation de marché.
	Mission de supervision	Mission	12	12	2	2	2	33,33	100,00	
	Manuel des procédures administratives, financières et comptables	Manuel	1	1	1	1	0	100,00	0,00	
	Manuel des opérations techniques	Manuel	1	1	1	1	0	100,00	0,00	
	Système de suivi-évaluation	Système	1	1	1	0	0	0,00	0,00	
	Mission d'évaluation a mi-parcours	mission	1	1	0	0	0	0,00		
	Mission d'évaluation finale	mission	1	1	0	0	0	0,00		
	Partenariats stratégiques noués	Nombre	nd	20	0	0	0	0,00		
TAUX D'EXECUTION COMPOSANTE 3								33,33	40,00	
TAUX D'EXECUTION GLOBAL									15,31	

np = non prévu --- nd = non déterminé

Appendice 6: Cadre logique actualisé indiquant l'avancement des activités au regard des objectifs, des réalisations et des produits

PADER

Description sommaire	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Suppositions importantes
<p><u>But</u> : Contribuer de manière significative à l'allègement de la pauvreté rurale au Bénin à travers l'augmentation des revenus des ménages ruraux.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • <u>Le revenu moyen des ménages ruraux (SYGRI) appuyés par le programme s'est accru de 20% d'ici à 2011</u> : . • <u>Le nombre de ménages appuyés par le programme bénéficiant d'une plus grande sécurité alimentaire (SYGRI) s'est accru de 5% d'ici à 2011</u> : Proportion de personnes satisfaite de leur sécurité alimentaire : 43,96% à l'étude de référence de base. Les TdR de l'étude sont déjà élaborés pour mesure cet indicateur. • <u>Le patrimoine des ménages appuyés par le programme (SYGRI) s'est amélioré d'ici à 2011</u> : 12,91% des ménages possèdent les équipements courants. . Les TdR de l'étude sont déjà élaborés pour mesure cet indicateur. • <u>Le pourcentage d'enfants de 0 à 5 ans de la zone du programme malnutris a baissé de 2% d'ici à 2011</u> : <ul style="list-style-type: none"> • Proportion de ménages ayant au moins un enfant malnutri : 43,65% à l'étude de référence de base. • Proportion d'enfants (garçons) malnutris : 14,85% à l'étude de référence de base • Proportion d'enfants (filles) malnutris : 13,48% à l'étude de référence de base. Les TdR de l'étude sont déjà élaborés pour mesure cet indicateur. • <u>Proportion des personnes ayant accès aux installations sanitaires</u> : <ul style="list-style-type: none"> • Dispositif d'évacuation des ordures ménagères : 7,44% à l'étude de référence de base • Dispositif d'évacuation des eaux usées : 0,79% • Latrine : 8,15% à l'étude de référence de base • Ensemble des installations sanitaires : 3,63% à l'étude de référence de base. Les TdR de l'étude sont déjà élaborés pour mesure cet indicateur. • <u>Taux net d'inscription dans l'enseignement primaire</u> : 89,45% à 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapport d'évaluation de la Direction de la Programmation et de la Prospective (DPP). - Enquête socio-économique de résultat et d'impact préliminaire à mi-parcours et au-delà. - Rapport d'achèvement. 	<ul style="list-style-type: none"> - politique Stabilité sociale et

République du Bénin
Programme d'Appui au Développement Rural (PADER)
Projet d'Appui à la Croissance Economique (PACER)
Mission de supervision: Du 28 Novembre au 17 Décembre 2011

Appendices et annexes

Description sommaire	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Suppositions importantes
	<p>l'étude de référence de base. . Les TdR de l'étude sont déjà élaborés pour mesure cet indicateur.</p> <ul style="list-style-type: none"> <u>Taux d'alphabétisation par sexe dans les villages encadrés s'est accru d'au moins 5%</u> : 1,97% pour les hommes et 0,63% pour les femmes. 1,18% pour l'ensemble à l'étude de référence de base. . Les TdR de l'étude sont déjà élaborés pour mesure cet indicateur. <u>Proportion des personnes ayant durablement accès à une source d'eau potable</u> : 51,11% à l'étude de référence de base. . Les TdR de l'étude sont déjà élaborés pour mesure cet indicateur. 		
<p><u>Objet / objectifs</u> :</p> <p>1- Contribuer au développement de l'économie rurale à travers l'appui à la mise en œuvre d'AGR et des MER.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <u>Nombre de groupements et de MER appuyés menant des activités rentables à la fin du programme a augmenté de 10% (SYGRI)</u> : 165 groupements et 74 MER durables recensés au démarrage du PADER. Actuellement, 303 groupements et 238 MER dynamiques ont été recensés. <u>Les MER génèrent au moins 350 emplois ruraux nouveaux d'au moins un an et au moins 350 emplois temporaires¹⁹</u> : 177 emplois créés par les MER à la date du 31 mars 2010. De nouveaux chiffres ne sont pas encore disponibles. <u>Taux d'accroissement du volume de produits commercialisés par les groupements et les MER pour les principaux²⁰ produits suivants a augmenté de 5 points en fin de programme (SYGRI)</u> : Non disponible. 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapport dévaluation de la Direction de la Programmation et de la Prospective (DPP). - Enquête socio-économique de résultat et d'impact préliminaire à mi-parcours et au-delà. - Rapport d'achèvement. - Rapports d'activités - Rapports de supervision 	<p>Les procédures de décaissement sont facilitées et le flux de trésorerie régulier.</p> <p>Adhésion des MER et des groupements AGR à la stratégie d'intervention du programme</p>
<p>2- Assurer le développement d'un réseau viable de services de financement rural de proximité et adaptés aux besoins des pauvres et des MER.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <u>Le taux d'accroissement des ruraux pauvres ayant accès aux services financiers a augmenté de 5 points (SYGRI)</u> : 80 234 actionnaires des ASF ont eu accès au crédit. 10 302 actionnaires ont pu déposer leurs épargnes dans les ASF. Parmi eux un grand nombre n'aurait pu le faire si les ASF n'avaient pas été créées. 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapport d'achèvement. - Rapports de supervision. - Rapport à mi-parcours. 	<p>La stabilité politique prévaut dans le pays et la paix règne.</p> <p>Les élus locaux adhèrent à l'approche d'intervention du programme.</p> <p>La dévaluation du dollar par rapport au DTS reste limitée. Le taux du dollar reste proche celui du jour où l'accord de prêt a été conclu.</p>
<p>3- Renforcer les capacités des institutions et des acteurs au niveau communautaire.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <u>90% des institutions communautaires formées/renforcées sont fonctionnelles d'ici à 2011 (SYGRI)</u> : 11 CVD durablement fonctionnels recensés au démarrage du PADER. Inchangé jusqu'à ce jour. 		<p>Les procédures administratives au niveau du FIDA et au niveau national sont allégées.</p> <p>Les flux de trésorerie sont réguliers.</p>

¹⁹ Emploi temporaire = Emploi salarié d'une durée de moins d'un an.

²⁰ Gari, Manioc, Ignose, Huile de palme, Huile d'arachide, Lapin, Aulacode, poulets, Beurre de karité, Riz, maïs et Jus d'ananas.

République du Bénin
Programme d'Appui au Développement Rural (PADER)
Projet d'Appui à la Croissance Economique (PACER)
Mission de supervision: Du 28 Novembre au 17 Décembre 2011

Appendices et annexes

Description sommaire	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Suppositions importantes
4- Assurer la coordination du programme et le renforcement de la concertation et des synergies entre les programmes du FIDA et les partenaires stratégiques.	<ul style="list-style-type: none"> <u>La planification opérationnelle du programme est exécutée à 90% au moins d'ici à 2011</u> : 52,34% de réalisation en 2007 ; 59,96% de réalisation du 1^{er} janvier au 31 octobre 2008. 40,02% d'exécution physique au 30 septembre 2010. 52.24% en au 30 septembre 2011 <u>Le programme est géré sans incident majeur jusqu'à terme sans blocage</u> : Le programme a été bien conduit jusqu'à présent. <u>La prise de conscience de la nécessité d'actions synergiques entre les différents intervenants aboutit à une répartition harmonieuse des actions de développement entre lesdits intervenants</u> 		La préparation des DRF est améliorée et elles sont envoyées régulièrement
Résultats : 1- Les groupements d'AGR et les MER ont identifié et mis en œuvre des AGR viables.	<ul style="list-style-type: none"> <u>90% des 350 micro-projets de MER financés sont viables²¹ à la fin du programme</u> : 426 micro-projets et 163 plans d'affaires ont été élaborés. 312 d'entre eux ont été financés. <u>90% des 830 groupements AGR appuyés dégagent un résultat positif en fin de programme</u> : Plusieurs groupements mènent des AGR avec des résultats positifs, mais trop faibles pour induire un changement notable de leurs conditions de vie. <u>90% des 830 micro-projets de groupements financés sont viables</u> : Le faible niveau de résultat des AGR pose le problème de viabilité. Le PADER s'attellera à résoudre la question. <u>90% des 350 MER appuyés dégagent un résultat positif en fin de programme</u> : Plusieurs MER mènent des AGR avec des résultats positifs, mais trop faibles pour induire un changement notable des conditions de vie de leurs promoteurs. 	<ul style="list-style-type: none"> - Dossiers d'études de faisabilité des micro-projets des groupements et des MER. - Contrat de crédit (ASF autres IMF) aux groupements ou MER. - Etats financiers des MER. - Contrats signés avec les OPP. - Rapports des OPP et autres prestataires. - Rapports de formation. - Rapports des missions de supervision. 	La stabilité politique prévaut dans le pays et la paix règne. Les élus locaux adhèrent à l'approche d'intervention du programme. La dévaluation du dollar par rapport au DTS reste limitée. Le taux du dollar reste proche celui du jour où l'accord de prêt a été conclu. Les procédures administratives au niveau du FIDA et au niveau national sont allégées.
2- Les capacités des groupements et MER sont renforcées en matière de gestion et de maîtrise des technologies.	<ul style="list-style-type: none"> <u>90% des membres de groupements formés appliquent les enseignements et/ou les technologies reçues</u> <u>100% des formations reçues sont restituées à la base</u> : Les formations des membres des groupements viennent de démarrer. <u>100% des membres des MER formés appliquent les enseignements et/ou les technologies reçues (SYGRI)</u> : Les formations des MER ont démarré, mais les études d'adoption n'ont pas encore été menées. 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports d'activités du programme. - Rapports des missions de suivi - Rapports d'évaluation des formations. 	Les flux de trésorerie sont réguliers. La préparation des DRF est améliorée et elles sont envoyées régulièrement
3- Les groupements d'AGR et les MER maîtrisent les circuits de commercialisation et commercialisent facilement leurs produits.	<ul style="list-style-type: none"> <u>90% de la production commercialisable des groupements et MER est écoulée</u> : Les formations en techniques de commercialisation viennent de démarrer. Aucune autre étude n'a encore été menée à nouveau pour mesure cet indicateur. 	<ul style="list-style-type: none"> - Evaluation technique et financière des activités. - Rapports divers. 	La stabilité politique prévaut dans le pays et la paix règne. Les élus locaux adhèrent à l'approche d'intervention du programme.
4- Des infrastructures d'appui aux AGR sont réalisées et leur gestion est appropriée par les groupements et MER sous l'autorité des élus	<ul style="list-style-type: none"> <u>100% des infrastructures réalisées sont gérées suivant un accord tripartite impliquant les groupements cibles, élus locaux et</u> 		La dévaluation du dollar par rapport au DTS reste limitée. Le taux du dollar reste proche celui du jour où l'accord de prêt a été

²¹ Viables : Entendre financièrement et opérationnellement autonomes.

République du Bénin
Programme d'Appui au Développement Rural (PADER)
Projet d'Appui à la Croissance Economique (PACER)
Mission de supervision: Du 28 Novembre au 17 Décembre 2011

Appendices et annexes

Description sommaire	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Suppositions importantes
locaux et de l'administration déconcentrée.	<u>Administration déconcentrée</u> : Certaines infrastructures sont achevées et d'autres en cours de réalisation.		conclu. Les procédures administratives au niveau du FIDA et au niveau national sont allégées. Les flux de trésorerie sont réguliers. La préparation des DRF est améliorée et elles sont envoyées régulièrement
5- Les capacités des ASF existantes sont renforcées et elles sont autosuffisantes et bien gérées.	<ul style="list-style-type: none"> • <u>9 contrats signés avec OPS dès le démarrage du programme</u> : 2 contrats de prestations annuels sont signés avec les consortia des OPS-FR. • <u>Taux de couverture des demandes de crédits par les ressources prêtables des ASF²²</u> : Le taux de couverture actuel doit être déterminé par une enquête. • <u>100% des documents de gestion bien tenus par les élus /organes de gestion</u> : Avec l'appui rapproché apporté par les animateurs des OPS-FR, les documents de gestion des ASF sont bien tenus. • <u>Résultats d'exploitation des ASF appuyées sont positifs en fin d'année</u> : A la fin de l'année 2007, 110 ASF sur 144 affichaient des résultats positifs. 34 ASF ont enregistré des résultats négatifs. Les ASF ont dégagé un résultat global de 1 531 931 400 F CFA pour l'exercice 2010. • Taux de couverture des charges par les produits. • <u>Une base de données informatisée est mise en place dès la deuxième année</u> : Une version d'essai est disponible. 	<ul style="list-style-type: none"> - Contrat signé avec les OPS. - La base de données informatique. - Les 3 états financiers. - Documents de gestion des ASF. 	
6- Les spécificités des ASF sont maintenues et renforcées.	<ul style="list-style-type: none"> • <u>100% des ASF sont dotés des nouveaux statuts et d'un règlement intérieur à la fin de la 1^{ère} année</u> : Les statuts et règlement intérieur des ASF seront révisés après l'étude sur la revue du concept ASF. 	<ul style="list-style-type: none"> - Les divers rapports. - Les statuts et règlement intérieur. 	
7- De nouvelles ASF sont créées dans des zones porteuses et sont rentables.	<ul style="list-style-type: none"> • <u>60 nouvelles ASF créées</u> : Actuellement, 50 nouvelles ASF ont été déjà créées. • <u>780 élus des organes sont formés et appliquent les notions reçues</u> : 611 élus ont été déjà formés. • <u>Résultats d'exploitation des ASF créés sont positifs en fin d'année</u> : A la fin de l'année 2007, 110 ASF sur 144 affichaient des résultats positifs. 34 ASF ont enregistré des résultats négatifs. • <u>Bâtiments des ASF construits et équipés</u> : Six (6) bâtiments ont été achevés pour l'instant. Neuf autres sont en cours de finition. 	<ul style="list-style-type: none"> - Les bâtiments. - Les mobiliers. - Rapports d'activités. 	La stabilité politique prévaut dans le pays et la paix règne. Les élus locaux adhèrent à l'approche d'intervention du programme. La dévaluation du dollar par rapport au DTS reste limitée. Le taux du dollar reste proche celui du jour où l'accord de prêt a été conclu. Les procédures administratives au niveau du FIDA et au niveau national sont allégées.
8- Les ASF se sont dotées d'une structure faîtière et d'une caisse centrale viables.	<ul style="list-style-type: none"> • <u>Agrément de la caisse centrale est disponible</u> : Non encore disponible. • <u>Agrément de la structure faîtière est disponible</u> : Disponible. • <u>Résultat net positif des 2 faîtières hors subvention</u> : . 	<ul style="list-style-type: none"> - Les agréments. 	Les flux de trésorerie sont réguliers. La préparation des DRF est améliorée et elles sont envoyées régulièrement

²² Montant des demandes de crédit refusées (dans le registre des demandes de crédit) rapporté au montant total des demandes enregistrées dans la période.

République du Bénin
Programme d'Appui au Développement Rural (PADER)
Projet d'Appui à la Croissance Economique (PACER)
Mission de supervision: Du 28 Novembre au 17 Décembre 2011

Appendices et annexes

Description sommaire	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Suppositions importantes
	<ul style="list-style-type: none"> <u>Siège de la faïtière construit et équipé en fin de programme</u> : Non encore disponible. 		
9- Les ADV sont créées dans les villages d'intervention du PADER.	<ul style="list-style-type: none"> <u>Nombre d'ADV créées en fin de la 3^e année du programme (SYGRI)</u> : L'option est faite d'appuyer les ADV pour qu'elles soient les bras armées des conseils de village. 290 ADV créées, mutées ou fusionnées par PADER. 	<ul style="list-style-type: none"> Les divers rapports. 	<p>La stabilité politique prévaut dans le pays et la paix règne.</p> <p>Les élus locaux adhèrent à l'approche d'intervention du programme.</p> <p>La dévaluation du dollar par rapport au DTS reste limitée. Le taux du dollar reste proche celui du jour où l'accord de prêt a été conclu.</p> <p>Les procédures administratives au niveau du FIDA et au niveau national sont allégées.</p> <p>Les flux de trésorerie sont réguliers.</p> <p>La préparation des DRF est améliorée et elles sont envoyées régulièrement</p>
10- Les capacités des acteurs et les institutions de base sont renforcées et leur permettent de participer efficacement au processus de la décentralisation.	<ul style="list-style-type: none"> <u>Nombre DPNV réalisés</u> : 290. <u>Nombre d'infrastructures communautaires réalisées et bien gérées</u> : Les magasins sont en cours de construction. 	<ul style="list-style-type: none"> Statuts et règlement intérieur des ADV Les contrats signés. 	
11- Les élus locaux ont adhéré à la l'approche d'intervention du PADER.	<ul style="list-style-type: none"> <u>Nombre d'accords tri-partites signés pour la gestion des infrastructures dès la 1^{ère} année</u> : : Aucun pour l'instant. 	-	
12- Les populations ont développé des comportements positifs par rapport à la santé, à la scolarisation des filles et les droits de la femme.	<ul style="list-style-type: none"> <u>Accroissement du taux de scolarisation des filles</u> : A évaluer en fin de programme. <u>Nombre de femmes relais formées</u> : 290 	<ul style="list-style-type: none"> Registre des centres de santé. Registre des écoles. 	
13- Des cadres de concertation entre villages, communes et structures déconcentrés du MAEP/autres intervenants sont créés et fonctionnent.	<ul style="list-style-type: none"> <u>Nombre de cadres de concertation</u> : <u>Nombre de rencontres organisées</u> : 6. 		
14- Le PADER est doté d'une UCP fonctionnelle et efficace.	<ul style="list-style-type: none"> <u>Les états financiers annuels sont produits à bonnes dates</u> : Les rapports d'audit 2007, 2008 2009 et 2010 ont été produits à bonne date. 	<ul style="list-style-type: none"> Rapport d'achèvement. Rapports de supervision. 	
15- La mobilisation régulière des ressources est assurée.	<ul style="list-style-type: none"> <u>Le taux de consommation du crédit FIDA est supérieur à 95% d'ici la fin du programme</u> : 78,82% de consommation depuis le démarrage du PADER. 	<ul style="list-style-type: none"> Etats financiers du programme. 	
16- Les activités du programme au niveau régional sont planifiées et évaluées de façon participative.	<ul style="list-style-type: none"> <u>Les PTBA régionaux sont élaborés</u> : Les PTBA régionaux 2008, 2009, 2010, 2011 ont été déjà élaborés. Le PTBA 2012 de l'URA sud est élaborés et les autres programmées avant décembre 2011. <u>Les bilans d'activités régionaux sont réalisés</u> : Les ateliers bilans régionaux se sont régulièrement tenus. 	<ul style="list-style-type: none"> Document du PTBA. Rapport d'activités annuel. 	<p>La stabilité politique prévaut dans le pays et la paix règne.</p> <p>Les élus locaux adhèrent à l'approche d'intervention du programme.</p> <p>La dévaluation du dollar par rapport au DTS reste limitée. Le taux du dollar reste proche celui du jour où l'accord de prêt a été conclu.</p> <p>Les procédures administratives au niveau du FIDA et au niveau national sont allégées.</p> <p>Les flux de trésorerie sont réguliers.</p> <p>La préparation des DRF est améliorée et elles sont envoyées régulièrement</p>
17- Les cadres de concertation, niveau régional sont mis en place et fonctionnent.	<ul style="list-style-type: none"> <u>Les activités du programme sont exécutées en synergie avec les autres intervenants au niveau régional</u> : Certaines activités sont menées en synergie avec le PADPPA et en partenariat avec l'IFDC par exemple. 	<ul style="list-style-type: none"> Différents textes. Rapports d'activités. 	
18- Le suivi de proximité est assuré	<ul style="list-style-type: none"> <u>Taux d'exécution physique des activités du programme au niveau régional</u> :. 	<ul style="list-style-type: none"> Rapports de suivi évaluation. Rapports d'activités. 	
19- Le processus d'élaboration du PTB est respecté.	<ul style="list-style-type: none"> Les ateliers bilans et d'élaboration des PTBA sont tenus. 	<ul style="list-style-type: none"> Les divers rapports. Enquêtes. 	
20- Un système de suivi évaluation incluant les activités de tous les programmes FIDA est mis en place et fonctionne bien.	<ul style="list-style-type: none"> Un tableau de bord global unique des programmes FIDA du Bénin existe et est mis à jour. 	<ul style="list-style-type: none"> Rapports d'activités et Rapport d'avancement. 	

République du Bénin
Programme d'Appui au Développement Rural (PADER)
Projet d'Appui à la Croissance Economique (PACER)
Mission de supervision: Du 28 Novembre au 17 Décembre 2011

Appendices et annexes

Description sommaire	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Suppositions importantes
21- La contribution du PADER au renforcement des capacités en suivi évaluation de la DPP/MAEP est assurée.	<ul style="list-style-type: none"> <u>La fonctionnalité de la cellule de suivi-évaluation de la DPP/MAEP est renforcée</u> : Le PADER a apporté un appui en matériel et équipement à la cellule. Le PADER prend en charge deux stagiaires pour renforcer le personnel et finance partiellement les tournées de la cellule sur le terrain. 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports. - Enquêtes. 	
22- Les capacités nationales de mise en œuvre du SYGRI sont renforcées.	<ul style="list-style-type: none"> <u>Les rapports SYGRI produits et transmis à temps au FIDA</u> : Le cabinet béninois « ADA CONSULTANTS BENIN » a réalisé l'étude SYGRI du PADER. Le second rapport SYGRI n'a été produit à la revue à mi-parcours. Un rapport d'évaluation interne a été élaboré par les cadres du PADER. 	<ul style="list-style-type: none"> - Le rapport SYGRI validé par le FIDA. 	
23- Une complémentarité/synergie des actions entre programme et les partenaires stratégiques est assurée	<ul style="list-style-type: none"> <u>Des réalisations communes et complémentaires sont visibles sur le terrain dès fin 2008</u> : Les parcelles d'essai en matière de fertilité des sols sont visibles dans le département de la Donga. Elles sont le fruit du partenariat entre le PADER et l'IFDC. En outre, les trous à poisson réalisés à Aizé sont visibles. 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports. - Enquêtes. 	

République du Bénin
Programme d'Appui au Développement Rural (PADER)
Projet d'Appui à la Croissance Economique (PACER)
Mission de supervision: Du 28 Novembre au 17 Décembre 2011

Appendices et annexes

PACER

Résumé descriptif	Indicateurs objectivement vérifiables (RIMS)	Source d'information	Risques/hypothèses
OBJECTIF GENERAL			
Contribuer à la mise en place des conditions nécessaires à une croissance économique durable et à la réduction de la pauvreté en milieu rural	<ul style="list-style-type: none"> - <u>Augmentation du revenu moyen des ménages dans les villages encadrés de 5 % d'ici à 2015 :</u> A évaluer à la fin du programme - <u>Diminution du taux d'insuffisance pondérale (Poids par âge) des enfants de zéro à cinq ans de 3 points d'ici 2015 :</u> A évaluer à la fin du programme - <u>Diminution du taux de malnutrition aigüe (Poids par taille) des enfants de zéro à cinq ans de 3 points d'ici 2015 :</u> <ul style="list-style-type: none"> • Proportion de ménages ayant au moins un enfant malnutri : 43,65% à l'étude de référence de base du PADER. • Proportion d'enfants (garçons) malnutris : 14,85% à l'étude de référence de base du PADER • Proportion d'enfants (filles) malnutris : 13,48% à l'étude de référence de base du PADER. • <u>Amélioration du taux d'alphabétisation par genre (sexe) dans les villages encadrés de 5 points d'ici 2015 :</u> 1,97% pour les hommes et 0,63% pour les femmes. 1,18% pour l'ensemble à l'étude de référence de base. 	<ul style="list-style-type: none"> - Enquêtes de référence du PADER dans les villages retenus par le PACER - Enquêtes d'impact dans les villages pour les AGR et sur un échantillon représentatif de MPE et MER - Etudes et enquêtes du SCRIP 	Le gouvernement accorde la priorité à ce programme dans le cadre de la SCRIP3 et du PAP 2011-2015 et de la politique d'appui à l'emploi des jeunes
OBJECTIFS SPECIFIQUES			
1- Appuyer le développement des MPE et des AGR agricoles ou extra agricoles intervenant dans le cadre des filières retenues et contribuant à la croissance économique en milieu rural (<u>O.S. en rapport avec la sous-composante 1</u>)	<ul style="list-style-type: none"> - <u>Le chiffre d'affaires moyen des 400 MPE promues s'est accru de 25 % à la fin du projet :</u> Non encore disponible. - <u>Le taux de rentabilité moyen des 400 MPE promues a augmenté de 10% :</u> Non encore disponible - <u>1600 d'emplois directs créés par les MPE :</u> Dossiers de financement en cours de constitution par les MPE. - <u>240 conventions d'appui signées entre les MPE et prestataires de service :</u> Aucune convention n'est signée pour le moment. - <u>Le chiffre d'affaires moyen des 200 AGR promues s'est accru de 25 % à la fin</u> 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapport de l'enquête de référence du projet - Rapport du diagnostic préliminaire pour l'évaluation de l'offre et de la demande de services - Rapports d'évaluation à mi parcours - Rapport de l'étude d'impact - Rapports d'activités du projet - Données statistiques (CCIB ; ADex, etc.) - Données statistiques de l'INSAE - Rapports de la cellule de SE du MAEP - Etats financiers des MPE - Rapports des Unions Interprofessionnelles des filières - Rapports des contrôles effectués par la 	<p>Hypothèses</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le climat macro-économique n'est pas défavorable au développement des MPE rurales. <p>Risques</p> <ul style="list-style-type: none"> - La réglementation des marchés internationaux continue de freiner les exportations

République du Bénin
Programme d'Appui au Développement Rural (PADER)
Projet d'Appui à la Croissance Economique (PACER)
Mission de supervision: Du 28 Novembre au 17 Décembre 2011

Appendices et annexes

Résumé descriptif	Indicateurs objectivement vérifiables (RIMS)	Source d'information	Risques/hypothèses
	<p><u>du projet</u> : Les rapports d'évaluation à mi parcours et de l'étude d'impact renseigneront cet indicateur</p> <ul style="list-style-type: none"> - <u>Le taux de rentabilité moyen des 200 AGR promues a augmenté de 10%</u> : - <u>60 MPE ont reçu pour leurs produits des certifications des structures habilitées</u> : Non encore disponible. - <u>40 MPE au moins ont signé des contrats commerciaux avec les industries alimentaires nationales</u> : Aucun contrat n'est signé pour le moment. - <u>200 MPE continuent de produire des biens/services</u> : Statistiques non disponibles - <u>200 MPE produisent régulièrement des résultats positifs</u> : Statistiques non disponibles 	DANA et DPQC	
2- Appuyer les MPE dans le développement de leurs organisations professionnelles à la base et dans l'amélioration de leurs capacités (O.S. en rapport avec la sous-composante 2)	<ul style="list-style-type: none"> - <u>100 % de MPE sont membres des faîtières des organisations professionnelles</u> : Non encore disponible - <u>25% de représentation des femmes dans les organes de décision des OP</u> : - <u>25% de représentation des jeunes dans les organes de décision des OP</u> : 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapport d'évaluation à mi parcours - Rapport de l'étude d'impact - Rapports de supervision - Rapports et bilans d'activités du Programme - Rapports des IMF impliquées - Rapports de la Cellule de Micro finance du MMEJF - Rapports de suivi évaluation du PACER 	<p>Hypothèses : Néant</p> <p>Risques</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le système financier réagit trop lentement aux sollicitations du Programme et l'évolution dans l'octroi des crédits MT reste mitigée
3- Faciliter l'accès à des infrastructures d'appui à la production et à la mise en marché.	<ul style="list-style-type: none"> • <u>Les Superficies aménagées et effectivement exploitées à la fin du projet se sont accrues de 10% dans la zone d'intervention</u> : Les superficies ne sont pas encore aménagées, ni exploitées mais les études débiteront bientôt. • <u>Nombre de producteurs exploitant les bas fonds aménagés a augmenté de 10% dans les zones d'intervention</u> : Non encore disponible. • <u>Le niveau de réduction des coûts de transport dans les zones désenclavées</u> : Non encore disponible. • <u>Nombre d'emplois créés pour l'entretien des pistes</u> : Aucune piste n'est construite pour l'instant 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapport à mi parcours - Rapport de l'enquête d'impact - Rapports de supervision - Rapports périodiques du projet - Rapport des Unions régionales et nationales des OP - Rapport de la cellule de SE du MAEP 	<p>Hypothèses</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les questions foncières ne constituent pas une entrave à la réalisation des investissements.

République du Bénin
Programme d'Appui au Développement Rural (PADER)
Projet d'Appui à la Croissance Economique (PACER)
Mission de supervision: Du 28 Novembre au 17 Décembre 2011

Appendices et annexes

Résumé descriptif	Indicateurs objectivement vérifiables (RIMS)	Source d'information	Risques/hypothèses
	<ul style="list-style-type: none"> <u>Le Nombre d'infrastructures marchandes en service à la fin du projet à augmenté de 3% dans les zones d'intervention</u> : Les rapports d'évaluation à mi parcours et de l'étude d'impact renseigneront cet indicateur. 		
4- S'assurer que l'appartenance du PACER au programme cadre PADER lui apporte une plus value notamment en matière de management et que le partenariat stratégique avec les autres institutions est bien entretenu	<ul style="list-style-type: none"> - <u>Le dispositif de gestion intégré du PACER et du PADER est fonctionnel</u> : Le dispositif est mis en place et fonctionne bien jusqu'à présent. - <u>Les comités de pilotage communs aux deux projets sont fonctionnels</u> : Les comités de pilotage sont installés et fonctionne déjà. - <u>La planification opérationnelle du projet est exécutée à 75% au moins d'ici 2015</u> : - <u>Le taux de consommation des ressources financières du PACER est supérieur à 80% d'ici la fin du projet</u> : % de la consommation depuis le démarrage du PACER 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports et bilans annuels - Rapport de mi parcours - Enquêtes de référence et d'impact - PV des Comités de pilotage 	Hypothèse <ul style="list-style-type: none"> - L'intégration des deux projets PADER et PACER se déroule de manière harmonieuse et les activités s'exécutent dans une complémentarité et une synergie totale

Appendice 7: Gestion des savoirs: apprentissage et innovation

Apprentissage

Innovation

1/. Une stratégie de mise en marché collective des produits a été conçue par le programme et son opérationnalisation est en phase de démarrage en partenariat avec la Plateforme Nationale des Organisations Paysannes et Producteurs Agricoles du Bénin (PNOPPA). Il s'agira d'organiser les producteurs à saisir les opportunités de placement de leurs produits sur des marchés pré-identifiés au niveau desquels seront signés des contrats de production avec des partenaires commerciaux ou industriels crédibles. A terme, le système devra être autogéré par les producteurs.

République du Bénin
Programme d'Appui au Développement Rural (PADER)
Projet d'Appui à la Croissance Economique (PACER)
Mission de supervision: Du 28 Novembre au 17 Décembre 2011

Appendices et annexes

Annexe I : Etat d'exécution des recommandations de la mission de supervision de juin 2011

Domaine d'action/Mesures convenues	Echéance	Responsables	Etat d'avancement
Avancement de l'exécution			
A. COMPOSANTE « APPUI AUX AGR/MER ».			
1. Poursuivre la tâche d'affinement des microprojets élaborés sur canevas FNPEEJ, en s'appuyant sur les OPP (déjà formés) et les cabinets concernés, suivant les opportunités de financement qui s'offrent	PADER (Coord.+RAF+ AGR) + OPP et les cabinets concernés	Immédiatement	Exécuté
2. Poursuivre la recherche de partenaires pouvant cofinancer les microprojets et plans d'affaires des groupements et MER	PADER (Coord.+RAF+ AGR) + OPP + IMF + Fonds	Immédiatement et de façon continue	Exécuté
3. Faire former par les OPP (recyclés au besoin) les formateurs endogènes et les relais des groupements (pour les formations en commercialisation et en gestion).	PADER (Coord.+ RAF+ AGR+ URA) et OPP	Immédiatement et de façon continue	En cours
4. Poursuivre les appuis-conseils spécifiques (promotion ananas biologique, contrôle biologique des insectes nuisibles des cultures, etc.)	PADER (Coord.+ RAF+ AGR+ URA) + OPP + HELVETAS, IITA, etc.	Immédiatement	En cours
PUASA			
5. Créer un partenariat avec le centre songhai pour l'appui technique et le suivi de la gestion des équipements de production et de transformation	PADER (AGR+URA) et OPP	Immédiatement et de façon continue	En cours
6. Poursuivre la réalisation des aménagements de bas-fonds et des puits tubés	PADER (AGR+URA), OPP et Entreprises	Immédiatement	Exécuté
7. Accélérer la procédure d'acquisition des derniers équipements (motoculteurs, décortiqueuses, petit matériel) prévus dans le cadre du PUASA	PADER (Coord+ RAF +AGR+URA) et CPMP/MAEP	Immédiatement	Exécuté
APPUI A LA PERENNISATION DES ACQUIS DU PDRT			
8. Poursuivre le financement de la pérennisation des acquis de l'ex-PDRT à travers le Don UE et le PACER	PADER (AGR+URA), DAGRI, INRAB, DPQC, CeRPA, PACER (ADF), OPP	Immédiatement	Exécuté
Dispenser les formations prévues au titre du Don UE	PACER (ADF), OPP	Immédiatement	Exécuté
DON UNION EUROPEENNE (PROJET DE PRODUCTION DE SEMENCES RIZ ET MANIOC)			
9. Renforcer la formation/recyclage des multiplicateurs semenciers sur les techniques de multiplication semencière et sur les notions de législation semencière	PADER, DAGRI, DPQC, INRAB	Immédiatement	Exécuté
10. Accélérer les travaux du comité ad' hoc chargé de poursuivre les réflexions sur la prise en charge progressive, par les producteurs, de certaines fonctions critiques (dont la commercialisation) pour faciliter la concrétisation de la décision de l'Etat de se désengager desdites fonctions, afin d'asseoir un mécanisme durable de mise en marché des semences.	PADER, Consultant et Comité ad' hoc	Juin-Juillet 2011	Non exécuté
11. Mettre rapidement en œuvre les orientations de l'atelier de validation de l'étude sur le fonctionnement de l'ANASEB	PADER, SGM, DPP, PACER (ADF), Structures partenaires	Juin 2011 jusqu'à la fin du Don UE	En cours
12. Suivre les procédures de signature des contrats qui sortent du seuil de compétence du PADER dans le cadre de la réalisation d'infrastructures et de l'acquisition d'équipements relatives au Don UE	PADER (AGR+ ADF+URA), OPP et Structures partenaires	Juin 2011 jusqu'à la fin du Don UE	Exécuté
B. COMPOSANTE « ACCES AU FINANCEMENT RURAL ».			

République du Bénin
Programme d'Appui au Développement Rural (PADER)
Projet d'Appui à la Croissance Economique (PACER)
Mission de supervision: Du 28 Novembre au 17 Décembre 2011

Appendices et annexes

Domaine d'action/Mesures convenues	Echéance	Responsables	Etat d'avancement
1. Obtenir auprès du Ministère de l'Economie et des Finances l'agrément d'exercer de la structure faîtière des ASF	PADER (Coord. + Resp. FR) et UNASF-GIE	Immédiatement	Le RFR a eu trois (3) séances de travail avec le nouveau Responsable de la Cellule de Surveillance du secteur de la micro finance pour relancer le dossier . Mais la situation est toujours au niveau des promesses. Donc l'évolution du dossier est en cours.
2. Mettre en place la Caisse Centrale des ASF au plus tard à la fin décembre 2011	PADER (Coord. + Resp. FR) et OPS+UNASF-GIE	Décembre 2011	L'avis de non objection du FIDA est attendu ce qui entraînera la signature de transfert de fonds entre le PADER et la Faîtière des ASF qui mettra en place la Caisse Centrale. Le RFR a déjà rencontré le Notaire et le Service en charge des SFD de la BCEAO pour les aspects administratifs.
3. Mettre en place les fonds de subvention et de capitalisation au profit de l'UNASF-GIE.	PADER +FIDA	Immédiatement	L'avis de non objection du FIDA et la signature de contrat de transfert entre le PADER et la Faîtière des ASF sont en cours.
4. Réaliser l'évaluation et la classification des ASF pour mieux spécifier les appuis	FIDA	Immédiatement	Le dépôt du rapport était attendu pour le mois de mai 2011. Le consultant finalement déposer le premier draft courant ce mois de novembre 2011 pour lecture et amendements.
C. COMPOSANTE C « RENFORCEMENT DES CAPACITES DES INSTITUTIONS DE BASE ».			
1. Former les CP et animateurs des OPP sur les deux modules de FGB restants (types D et E)	Juin 2011	AIB et R/URA RAF	Exécuté
2. Organiser la formation de recyclage des OPP par rapport à rôles auprès des bénéficiaires	Juillet 2011	AIB et R/URA RAF	Non exécuté raison : pas de fonds non disponible
3. Mettre à la disposition des femmes relais le matériel pédagogique restant nécessaire à l'animation sur le terrain (matériel de protection SIDA/MST, Phallus, comprimé de traitement eau)	juillet 2010	AIB, URA, RAF, Partenaires extérieurs	Début d'acquisition, rupture de stock au niveau de ABMS
4. Former les OPP sur les rôles et responsabilités des institutions de base (CV et ADV)	Août 2011	AIB, R/URA , MCL et RAF	Exécuté
5. Organiser un atelier national sur les infrastructures	A fixer avec FIDA	AIB, CP, RAF	Non exécuté reporté pour 2012
6. Ouvrir les centres d'alphabétisation campagne 2011 - 2012	Octobre 2011	AIB, CP, RAF, DDCAPLN	Exécuté
7. Développer un partenariat avec le centre social pour la pérennisation des acquis			
8. Préparer étude diagnostique sur ADV et femmes relais	Octobre 2011.	AIB	Pris en compte par ERI avec la collaboration du CSE
COMPOSANTE « APPUI AU DEVELOPPEMENT DES FILIERES AGRICOLES (ADF) » DU PACER			
1. Mettre en place un mécanisme de gestion des intrants spécifiques	Coord., ADF	Juillet 2011	Exécuté
2. Mettre en place le financement pour les intrants spécifiques	FIDA, Coord.	Juillet 2011	Exécuté
3. Signer le Contrat avec INRAB/PTAA	FIDA, Coord.		Exécuté
4. Former les équipementiers		Août 2011	En cours

République du Bénin
Programme d'Appui au Développement Rural (PADER)
Projet d'Appui à la Croissance Economique (PACER)
Mission de supervision: Du 28 Novembre au 17 Décembre 2011

Appendices et annexes

Domaine d'action/Mesures convenues	Echéance	Responsables	Etat d'avancement
5. Former les SAE, OPP, OPS sur le manuel de procédure de gestion des guichets A et B	FIDA, Coord., ADF, FR	Juin 2011	Exécuté
6. Accélérer la mise en place du mécanisme de fonctionnement des guichets A et B	Coord., ADF, RAF	Juin 2011	Exécuté
7. Assurer le financement des équipements de production et de commercialisation	FIDA, Coord	Juillet 2011	Exécuté
8. Faire prendre des mesures pour la résolution définitive du retard dans l'obtention des avis non objection	FIDA, Coord	Juin 2011	En cours
COMPOSANTE « INFRASTRUCTURE RURALES (IR) » DU PACER			
1. Suivre le processus de réalisation de l'étude de l'avant projet détaillé (aspects technique, économique, social et environnemental) des pistes à aménager pour le financement de la BOAD	PADER (Coord.+ RIR) + MAEP (DPP) et MFE	Immédiatement et de façon continue	En cours
2. Suivre le processus de réalisation de l'étude technique des bas-fonds à aménager	PADER (Coord.+RAF+ RIR+RURA) + OPP	Dès obtention de l'ANO et de façon continue	En cours
3. Poursuivre la mise en œuvre de la procédure d'appels d'offres locaux et consultations restreintes afin d'accélérer la réalisation des 850 m ² d'infrastructures de marché	PADER (Coord.+RAF+RIR+RURA)+ OPP	Immédiatement et de façon continue	En cours
4. Renforcer le partenariat (à travers des conventions formelles si possible) avec la DGR et les agents des CeRPA dans le domaine de suivi-contrôle des travaux	PADER (Coord.+RAF+RIR+RURA)+ OPP	Immédiatement et de façon continue	En cours
5. Poursuivre les appuis de suivi- contrôle pour la réalisation des infrastructures d'appui aux AGR/FR	PADER (Coord.+ RAF+ RAGR+RFR+R URA) et OPP	Immédiatement et de façon continue	En cours
COORDINATION & PARTENARIAT			
ASPECTS FIDUCIAIRES			
SUIVI-EVALUATION			
1. Opérationnaliser le partenariat avec la PNOPPA	Resp. AGR/MER	Immédiatement	
2. Développer un partenariat avec le Centre Songhai		Immédiatement	
3. Une attention particulière devra être donnée à la sauvegarde des documents du programme pour éviter toute perte ou destruction par des virus.	Resp. suivi-évaluation	Immédiatement	Quelques dispositions sont prises pour cette fin :Les données sont stockées sur plusieurs postes à la fois pour réduire le risque de pertes L'acquisition d'un disque amovible est prévue pour la sauvegarde des données.
4. Mettre en place un système de suivi participatif des effets et impacts du PADER sur les bénéficiaires	Resp. suivi-évaluation	Immédiatement	Le suivi participatif des effets et impacts du programme cadre PADER se fait à travers différentes activités : Les visites d'échange d'expériences permettent aux participants de se rendre compte des progrès réalisés par leurs homologues des autres régions Les ateliers annuels d'élaboration des PTBA

République du Bénin
Programme d'Appui au Développement Rural (PADER)
Projet d'Appui à la Croissance Economique (PACER)
Mission de supervision: Du 28 Novembre au 17 Décembre 2011

Appendices et annexes

Domaine d'action/Mesures convenues	Echéance	Responsables	Etat d'avancement
			régionaux sont une occasion pour les participants de faire une évaluation des progrès réalisés ainsi que des entraves rencontrées Un film documentaire est en préparation et sera projeté aux bénéficiaires dans certains villages par les URA pour montrer les effets déjà produits.
5. Finaliser l'actualisation des différentes bases de données et les rendre opérationnelles au niveau du terrain au plus vite.	Resp. suivi-évaluation	Immédiatement	Non exécutée en raison des difficultés de trésorerie.
6. Développer un plan de communication et de partage des savoirs pour le programme PADER-PACER et explorer les canaux télévision et radio pour accroître la visibilité du programme	PADER (toute l'équipe)	Plan disponible au 30 mars 2011	Un plan de communication et de capitalisation a été élaboré pour les activités de la Facilité Alimentaire. Ce plan est également valable pour le programme cadre PADER. Suite aux deux ateliers de formation sur la capitalisation des expériences et le partage des savoirs, certains cadres du PADER sont aptes pour la conception des documents.
7. Réaliser une étude d'impacts	UCP+RSE	Juin 2011	Les termes de référence pour une évaluation des institutions de base appuyées par le PADER ont été élaborés et transmis au FIDA qui a émis des commentaires et amendements. Cette étude qui sera conduite à l'interne par l'équipe du projet, se déroulera en janvier et février 2012.
DURABILITE			
8. Renforcer les capacités des ADV sur la négociation, la planification, la mise en œuvre des activités et la recherche de financement	PADER (AIB+URA), OPP	Immédiatement	
9. Clarifier les rôles des ADV et des CV	PADER (AIB+URA), OPP	Immédiatement	
10. Renforcer les capacités des producteurs sur les aspects technologiques, commerciaux et financiers.	PADER (AGR+URA), formateurs endogènes, CeRPA, OPP	Immédiatement	
11. Développer un partenariat avec le Centre Songhai pour les aspects de techniques de production agricoles, d'équipement, de formation en transformation et de commercialisation	PADER, centre Songhai	Immédiatement	
CIBLAGE			
12. Impliquer les femmes dans les activités du PACER	PACER	Immédiatement et de façon continue	
13. Accorder des facilités spécifiques aux femmes MER en vue de leur émergence (formation, recherche de financement, équipement etc.)	AGR-MER, Don UE, PACER	Immédiatement et de façon continue	En cours
14. Poursuivre la sensibilisation pour une plus forte représentation des femmes dans les instances de	OPP, AIB, FR, PACER	Immédiatement	

République du Bénin
Programme d'Appui au Développement Rural (PADER)
Projet d'Appui à la Croissance Economique (PACER)
Mission de supervision: Du 28 Novembre au 17 Décembre 2011

Appendices et annexes

Domaine d'action/Mesures convenues	Echéance	Responsables	Etat d'avancement
décision des ASF et ADV.		et de façon continue	

ANNEXE II : ETAT D'EXECUTION DES RECOMMANDATIONS DES AUDITS DES COMPTES DES EXERCICES 2010

Recommandations	Commentaires Direction UGP	Mise en œuvre	Observations du FIDA
1 <i>Faire recours à l'Assistance du MAEP et du FIDA pour réduire les délais d'aboutissement des marchés</i>	la situation est générale dans le pays et aucune structure n'est épargnée. Cependant, le PADER est parvenu à obtenir une dérogation dans le cadre du Don UE par la mise en place d'une commission spéciale de passation des marchés. Mieux, la CPM FIDA a dû se rapprocher des structures du MAEP pour souligner les risques de faibles taux de décaissement surtout dans le cadre du Don UE qui est un projet de courte durée.	les appuis ont été sollicités et obtenus. Les délais ont été améliorés	le suivi est effectué par le FIDA
2 A la réouverture de la plate forme SIGFIP en 2011, le PADER devra réaliser le maximum des engagements sur les fonds de contre partie (du Gouvernement)	les engagements et décaissements globaux réalisés sur les fonds de contre partie à ce jour sont d'environ 82 % grâce à une détermination personnelle des cadres du Programme car les fermeture de la plate forme n'ont pas cessé à cause de nouvelles restrictions budgétaires non expliquées et des grèves répétées des agents du Ministère des Finances.	Fait malgré les difficultés soulignées	le FIDA constate et suit la mise en œuvre
1 Harmoniser les rubriques des différentes Situations Patrimoniales et des Emplois et Ressources pour faciliter la confection des Etats Financiers Consolidés :	En réalité les rubriques pour nous sont harmonisées. Car les termes utilisés ont juste tenu compte des termes de l'affectation des ressources d'un accord à un autre. En effet enregistre une opération sous la rubrique « transport » tel que préciser dans un accord ou « véhicule » tel que préciser dans un autre et les consolider tous sous la rubrique « transport » ne répond-t-il pas à une harmonisation ? Nous essaierons de trouver une harmonisation qui agrée tout le monde.	En cours	FIDA suit la mise en œuvre

ANNEXE III : CAPITALISATION DE QUELQUES ACQUIS DES ADV

Outre l'enregistrement dans les préfectures, le suivi de la construction des infrastructures sociocommunitaires et marchandes, l'appui aux membres des groupements d'AGR, l'appui aux femmes relais pour l'organisation des séances d'animation, l'appui aux élus des ASF pour le recouvrement des crédits, l'aide à la mobilisation de la contrepartie, l'organisation et la participation à la campagne de salubrité, certaines ADV s'illustrent dans des réalisations concrètes sur le terrain. On peut citer :

- ADV de Ahota dans la commune d'Allada : négociation très avancée d'un sous-projet d'électrification de leur village ;
- ADV de Gbéta dans la commune d'Allada : élargissement et entretien de la voie principale d'accès à leur village ;
- ADV de Agbata dans la commune de Zè : contrat de balayage du marché avec la mairie contre une somme de soixante mille (60000) francs par mois ;
- ADV de Tokpa-Domé dans la commune de Kpomassè : installation d'un hectare de maïs en vue d'améliorer l'état de leur caisse ;
- ADV de Houédja (village lacustre) dans la commune de Ouinhi : acquisition d'une barque motorisée pour aider la population dans le transport fluvial ;
- ADV de Zaloko dans la commune de Ouinhi : prise en charge de la gestion des engrais chimiques destinés aux producteurs ;
- ADV de Madengbe dans la commune de Glazoué : négociation et obtention du Projet de Matériel Agricole (PPMA) d'un tracteur plus accessoires au profit du groupement Idakpo du village ;
- ADV de Kokoro dans la commune de Ouèssè : négociation et obtention des équipements de salubrité (brouette, perle, balais, bottes etc) du Ministère de l'Environnement et de la Protection de la Nature (MEPN) ;
- ADV de Kèmon dans la commune de Ouèssè : négociation avec la mairie ayant abouti à la réalisation des pistes de leur village ;
- ADV de Biguina dans la commune de Bassila : négociation et obtention d'un Collège d'Enseignement Général (CEG) pour leur village, négociation avec la mairie pour le lotissement du village qui a démarré ;
- ADV de Frignon dans la commune de Bassila : négociation avec la mairie et obtention d'un pourcentage sur les taxes collectées dans le marché du village au profit de leur caisse ;
- ADV de Hlagba Dénou dans la commune de Zogbodomey : négociation et obtention de matériels de salubrité, installation d'un poste de vente pharmaceutique pour les médicaments génériques ;
- Etc...

ANNEXE IV : GENRE (FEMMES ET JEUNES) ET PROFESSIONNALISATION DES OP.

A. Genre et inclusion des femmes dans le PACER

1. **La stratégie** proposée cherche à conforter les besoins et les intérêts stratégiques des femmes dans le PACER et à contribuer à éliminer progressivement les contraintes qui limitent leurs capacités à saisir les opportunités économiques offertes par le projet.

2. Elle se fonde sur les leçons tirées de l'expérience du PADER en matière de genre en se basant sur les avantages comparatifs du PACER : (i) le choix des filières dans lesquelles les femmes sont plus présentes et que les jeunes pourraient facilement intégrer ; (ii) la nature structurante de ces filières au regard des opportunités de valorisation et de mise en marché des produits ; (iii) la nature des services d'appui proposées.

3. I. Genre dans les Projets FIDA

Suite à la revue à mi-parcours qui a recommandé une concentration des efforts du PADER sur les groupements/AGR et MER les plus dynamiques, le portefeuille regroupe aujourd'hui 158 groupements féminins, 135 groupements mixtes, 10 groupements d'hommes et 238 MER dont 21% tenues par des femmes. Grace à la stratégie de ciblage mise en œuvre, les femmes représentent environ 80% des bénéficiaires du PADER.

4. 1.1. Les acquis

Des *résultats globalement satisfaisants* : (i) l'émergence de groupements féminins pour la plupart structurés autour d'AGR de production, de transformation et de commercialisation des produits agricole dans les marchés locaux et de proximité ; (ii) l'impulsion d'une dynamique communautaire avec les ADV, les DPNV ; le développement d'initiatives économiques portées par les groupements/AGR et les MER.

5. Ces initiatives économiques, au-delà de la sécurité alimentaire, procurent aux femmes des revenus plus ou moins consistants et qui, à coup sûr, constituent un levier important de lutte contre la pauvreté dans les ménages ruraux.

6. 1.2. Les limites

7. **Sur le plan économique**, l'analyse de la situation économique des femmes permet de relever que (i) les revenus tirés de la plupart de leurs AGR restent relativement faibles au regard de l'effectif du groupement et de la pénibilité de certaines tâches ; (ii) le volume de travail induit par l'AGR n'est pas de nature à pouvoir mobiliser régulièrement toutes les femmes, ce qui les pousse à davantage se consacrer à leurs activités individuelles ; (iii) leur faible niveau d'instruction et de technicité ainsi que leur accès plus ou moins difficile à des ressources financières consistantes limitent les capacités productives et entrepreneuriales des femmes ainsi que leur marge de progression vers des activités économiques structurantes (AES).

8. **Sur le plan du leadership** des femmes et de leur présence dans les instances de décisions, des efforts énormes ont été déployés par le PADER. Cependant, le nombre de femmes dans les cercles de pouvoirs des structures communautaires (ADV, Comités de gestion des équipements et infrastructures socio-éducatives) et économiques (OP et ASF) restent encore faible. Il tourne autour de 20 à 30%. Certaines femmes membres des bureaux de l'ADV au titre des groupements de femmes ont une faible connaissance des rôles et fonctions dévolues à l'ADV et des enjeux du DPNV. Le nombre très réduit de femmes instruites ou bien alphabétisées dans certains villages conduit à des cumuls de fonctions allant jusqu'à trois postes voire plus assumés par une seule femme. C'est le cas dans le village de Yarikou. Ce qui ne favorise pas l'émergence d'autres femmes leaders.

9. **Au plan institutionnel et opérationnel**, la mission constate que : (i) l'UCP ne compte aucune femme cadre : sur un effectif global de 40 agents, il n'y a qu'une seule femme (secrétaire de direction) ; (ii) l'absence d'un point focal en charge des questions genre de manière structurante ; (iii) la nécessité de renforcer les capacités des acteurs institutionnels et opérationnels pour une meilleure appréhension de la dimension numérique et qualitative du genre.

10. II. Mesures préconisées

11. **2.1. Développer au sein des groupements de femmes des AES rentables et porteuses de croissance en vue d'accroître leurs revenus de manière consistante**

La mission recommande de : (i) revoir les programmes d'alphabétisation fonctionnelle pour les mettre en phase avec les besoins pratiques exprimés par les femmes (lecture, écriture, maîtrise des 4 opérations de calcul, détermination prix de revient et coûts de production, calcul du chiffre d'affaires prévisionnel et du bénéfice) ; (ii) entreprendre des formations spécifiques à l'endroit des femmes sur le développement de l'esprit entrepreneurial, le développement personnel (confiance en soi, auto-estime, auto-valorisation), les opportunités économiques de l'approche filières et la maîtrise des outils de comptabilité simplifiée et de gestion devant se traduire par la tenue de documents comptables.

12. Il convient également, sur le plan technique : (i) d'impliquer les femmes dans le choix des équipements mis à leur disposition ; (ii) soutenir l'introduction de procédés techniques modernes et d'innovations technologiques dans la production comme dans la transformation pour réduire la pénibilité de certaines tâches et améliorer la qualité et la productivité.

13. **2.2. Promouvoir, soutenir et encourager l'émergence de MER femmes**

Les tendances qui se dégagent des premières sessions des CRA montrent que le nombre de micro-projets de MER reste très faible : 11 sur les 47 dossiers approuvés. Parmi ces 11 MER, seules 2 MER sont portées par des femmes, ce qui représente un faible pourcentage. Or la promotion et le développement de MER/femmes est un excellent moyen pour libérer l'énergie créatrice de nombreuses femmes porteuses d'initiatives. Faute de mesures incitatives pour accompagner ces femmes à valoriser leur savoir-faire selon leur position dans les maillons des filières retenue, celles-ci n'arrivent pas toujours à réaliser leurs ambitions au même titre que leurs homologues hommes.

Sur cette base, la mission recommande que (i) les actions de sensibilisation et d'information s'intensifient à l'endroit des femmes et des jeunes filles avec des messages forts pour accroître leur intérêt vers les MER et les avantages économiques d'une telle option ; (ii) un appui spécifique aux femmes manifestant le souhait de se lancer dans les MER à travers un accompagnement dans la formulation de leur idée de projet, l'élaboration du business plan, l'accompagnement dans l'étude de marché ; (iii) un suivi rapproché au démarrage de l'activité pour mettre davantage l'accent sur les techniques de commercialisation/marketing et de négociation relatives à la contractualisation.

14. **2.3. Renforcer le leadership des femmes et leur présence dans les instances de décisions**, il est recommandé d'organiser à l'intention des groupements de femmes des sessions de formation sur: (i) la prise de parole en public ; (ii) la construction d'argumentaires, le plaidoyer et le lobbying ; (iii) les missions, rôles et fonctionnement des structures convoitées (structures de gestion communautaires et économiques notamment les OPA). Ces actions s'appuieront sur l'alphabétisation fonctionnelle et le développement personnel (cf. ci-dessus).

15. **2.4. Renforcer les capacités des acteurs institutionnels et opérationnels en genre et inclusion**. La mission préconise : au niveau institutionnel, l'organisation d'actions de sensibilisation, de formation ou de renforcement de capacités en genre et inclusion au profit de chaque groupe d'acteurs en fonction de son niveau d'implication. Les actions concernent (i) les

responsables de projet afin que l'approche genre imprègne toutes leurs démarches et actions ; (ii) les techniciens du MAEP concernés.

16. Au niveau opérationnel : les structures ciblées sont (i) les URA, les services publics comme les CeRPA, les CeDPA et les CRA ; (ii) les opérateurs privés prestataires de services non financiers et financiers ; (iii) les OPA, les ASF et les structures communautaires telles que les ADV. La mission recommande également la prise en compte effective de la dimension genre au cours des prochains recrutements.

17. 2.5. Dispositif de suivi-évaluation. La mission recommande la désignation d'un point focal genre chargé de veiller, en relation avec les responsables de composantes et les URA ; (i) à l'intégration des actions validées dans le PTBA 2012 ; (ii) à leur mise en œuvre en relation avec tous les acteurs concernés, (iii) la désagrégation, selon le sexe et l'âge, des indicateurs de suivi-évaluation retenus.

B. La prise en compte de la dimension jeune dans le PACER

18. La définition d'une telle stratégie tient compte : (i) des expériences passées et en cours dans le domaine de l'insertion des jeunes dans l'agriculture ; (ii) des avantages comparatifs du PACER notamment l'approche filière et l'orientation de la production vers le marché ; (iii) de la nécessité d'intégrer les jeunes filles très souvent oubliées dans la problématique jeune dans le PACER. Elle s'inspire également des conclusions et recommandations du Forum du Global Youth Innovation Network (GYIN).

19. I. Etat des lieux

En dehors des initiatives ponctuelles prises pour intégrer des jeunes dans les activités des projets, il n'y a véritablement pas de stratégie clairement définie à l'endroit de ce groupe-cible. C'est ainsi qu'aucune action spécifique de sensibilisation et d'information n'est programmée à l'endroit des jeunes des deux sexes pour : (i) les informer sur les opportunités du PACER à travers l'approche filière ; (ii) les possibilités de création d'emplois en amont et en aval des filières ; (iii) et sur le rôle clef que ces derniers peuvent jouer dans la modernisation des exploitations agricoles familiales et face au vieillissement des chefs d'exploitation.

20. Les jeunes hommes rencontrés sur le terrain sont tantôt membres des groupements mixtes ou des groupements d'hommes et constituent une bonne partie de la main d'œuvre agricole. Ils sont présents dans les filières riz, manioc et ananas et commencent à s'intéresser au maraîchage. Bien qu'attirés par l'exode, les jeunes restés dans les villages estiment qu'avec un encadrement de proximité et de qualité (au plan technique, financier et en gestion), une technologie plus moderne et moins pénible et une ouverture sur le marché, ils pourront valablement se réaliser et réaliser leurs ambitions en milieu rural.

21. Les jeunes femmes rurales se retrouvent très souvent et très tôt dans les groupements féminins en raison des mariages précoces qui leur confèrent le statut de membre de ces cadres socio-économiques. Avec l'avènement de la crise économique, les jeunes filles non encore mariées jadis appelées à appuyer leur mère dans l'exécution des tâches domestiques, sont aujourd'hui tenues de contribuer au bien être de la famille fortement éprouvée. Elles participent aux activités de production mais restent fortement attirées par les activités de transformation et de commercialisation. Cependant, la pénibilité de certaines activités de production et de post-production constitue un frein pour leur pleine insertion dans le secteur.

22. II. Une approche calibrée selon les besoins et intérêts des jeunes

L'efficacité d'une stratégie jeune dépendra de sa capacité à apporter des innovations en phase avec la spécificité des besoins et intérêts de ce groupe-cible : (1) nécessité de communiquer autrement avec les jeunes voire changer de discours à leur égard, (2) comprendre que le degré

de vulnérabilité des jeunes ruraux est plus élevé que celui des femmes rurales, (3) les jeunes ne sont pas toujours enclins à se regrouper (comme les femmes) du fait de leur dynamisme et envie de se réaliser en ayant en main les leviers de leur avenir, (4) les jeunes sont très ouverts à l'acquisition de connaissance et de compétences car ils sont conscient que de ces deux facteurs dépendront leurs réussites.

23. III. Mesures préconisées

La mission recommande : (i) *qu'une attention particulière soit désormais accordée au ciblage et à l'inclusion des jeunes (hommes et femmes); (ii) de veiller à ce que les jeunes des deux sexes représentent au moins 40% des acteurs ciblés par le PACER ; (iii) qu'une approche spécifique jeune soit mise en œuvre compte tenu de la nature des besoins et attentes de ce groupe-cible.*

24. Parallèlement aux actions en cours, la mission recommande : (i) *la tenue dans les différentes communes d'intervention du PACER des campagnes de sensibilisation, d'information et de communication spécifiquement orientées vers les jeunes des deux sexes pour partager avec eux (i) l'option du PACER de les mettre au centre de ses interventions et (ii) le développement d'un partenariat stratégique avec les Centres SONGHAI afin d'inscrire l'appui aux jeunes dans une démarche structurante par la Signature de conventions visant à les former encadrer , coacher et accompagner les promoteurs dans le but de leur installation et de leur équipement.*

25. La mission préconise que ce partenariat tournera autour : (i) *du ciblage des jeunes porteurs d'initiatives économiques les plus novatrices dans les différents maillons des filières retenues, en amont et en aval ; (ii) leur prise en charge par les Centres SONGHAI pour des cours d'initiation et/ou de renforcement en français ainsi qu'un encadrement technique de 6 mois suivi d'une phase de formation sur le développement de l'esprit entrepreneurial, des capacités managériales et d'élaboration de son propre dossier de projet dont l'étude de marché par le promoteur au sein de son terroir, d'une durée également de 6 mois. La troisième étape est la recherche de financement auprès du PACER.*

26. La mission recommande *qu'un dispositif d'encadrement intensif et de proximité accompagne les promoteurs dès le démarrage de leur activité (MER ou MPE) pour une durée de 6 mois en relation avec le Centre SONGHAI qui se retirera progressivement au profit des OPP et des OPS. Il sera conforté par un dispositif de suivi-évaluation des indicateurs économiques clés portant sur l'évolution de l'activité et sa santé financière.*

C. LA PROFESSIONNALISATION DES OP

27. Elle vise à faire des OP des plateformes de services capables de répondre aux besoins de leurs membres en leur fournissant des services de qualité à temps : dans l'accès aux facteurs de production à moindre coût et à la mise en relation avec des opérateurs de marché à travers de prix compétitifs. Cet objectif qui s'inscrit dans la durée sera atteint de manière progressive car devant tenir compte de la diversité de situation qui prévaut dans les filières dont les acteurs sont à des niveaux d'organisation et de structuration différents.

28. Un diagnostic exhaustif sera effectué par filière et selon les différents maillons des filières (intrants, production, transformation, stockage, conservation, commercialisation...). Sur la base des avantages comparatifs de chaque filière, des opportunités de marché et des contraintes et besoins des acteurs, des plans de développement à moyen terme (PDMT) et de plan d'action opérationnel (PAO) seront élaborés pour servir de feuille route au développement des filières. Une consultation est en cours pour la sélection de Cabinets privés pour mener une telle étude.

29. A la différence des filières ananas et riz qui ont amorcé ces dernières années un début de structuration et d'organisation des acteurs dans des coopératives au niveau d'unions communales et régionales, les filières manioc et maraîchage sont à des stades très embryonnaires de leur développement.

30. Par rapport à la recherche de partenariats, des initiatives sont en cours d'expérimentation avec deux Consortium : le Consortium Sahel (accès aux intrants et aux marchés), au Nord et Promo-fruit au Sud (accès des producteurs au marché). Ce sont des initiatives à encourager et à soutenir mais il convient toutefois de faire preuve de vigilance afin de veiller à ce que les intérêts des petits producteurs qui ne sont pas encore organisés soient préservés dans les négociations avec les Consortium par l'implication de leur faïtière.

31. C'est pour accélérer le processus de ciblage de structures potentielles prestataires de services dans la professionnalisation des OP, que la mission a rencontré Agriculteurs Français et Développement International (AFDI) pour apprécier son expérience en matière d'OP au Bénin, les études filières réalisées et les partenariats développés avec les structures pérennes.

32. Le diagnostic qui sera lancé dès le début de l'étude élaborera une cartographie des OP par filière et par maillons à l'échelle communale, puis régionale. Le niveau de structuration étant différent d'une filière à une autre, la mission recommande *(i) qu'un diagnostic exhaustif et participatif soit effectué afin d'établir la typologie des OPA/unions communales et développer une approche différenciée par filière et des plans d'actions en phase avec le degré de maturité et d'autonomie opérationnelle de chaque OPA ; (ii) que la démarche soit la plus inclusive possible aussi bien du côté des acteurs des différents maillons des filières dont les femmes et les jeunes que du côté des services publics (CeRpa et CeDPA et représentants de la DPLR).*

ANNEXE V : ASPECTS LIES A LA PASSATION DES MARCHES

Diagnostic du dispositif de passation des marchés.

Historique :

Au lancement officiel en 2007 du Projet de d'Appui au Développement Rural au Bénin (PADER), l'organigramme ne prévoyait pas un service de passation des marchés à l'instar des autres projets FIDA, ces activités sont donc programmées et réalisées par le Responsable Administratif et Financier avec le concours des Chefs de Composantes chacun en ce qui le concerne.

L'ensemble des activités de passation des marchés exécutées à partir du démarrage effectif du PADER-BGN) en 2006 pour l'acquisition des biens et services destinés à la mise en place des structures organiques du Programme et à leur fonctionnement, ont été réalisées sous la supervision du Coordonnateur avec le concours du RAF, le Responsable du Suivi-Evaluation, et les Chefs de Composantes. Ces activités ont été menées avec le concours des représentants:

1. L'Administration Centrale des Grands Projets (ACGP) ;
2. La Direction Nationale des Marchés Publics (DNMP) ;
3. Les Directions Régionales des Marchés Publics (DRMP) des régions couvertes à savoir Boké et Kindia;
4. Avec l'appui des Directions Techniques Régionales selon les cas.

Toutes les activités de passation des marchés réalisées, ont été validées par le FIDA en supervision directe à partir de 2007.

Les activités de passation de marché réalisées de 2007 à la date de la mission de supervision de novembre 2011, par catégorie, méthodes de passation/modes de sélection et montants correspondants en dollars US sont les suivantes :

Catégorie Fournitures :

1. Appel à Concurrence Nationale : 13 marchés
2. Consultation de Fournisseur à l'Echelon National : 4 marchés
3. Entente Directe : 17 marchés
4. IAPSO : 3 marchés

Catégorie Travaux :

1. Appel à Concurrence Nationale : 10 marchés
2. Consultation de Fournisseur à l'Echelon National : 47 marchés
3. Entente Directe : 21 marchés

Catégorie Consultants

1. Sélection Fondée sur la Qualité et le Coût : 18 marchés
2. Sélection Fondé sur les Qualifications des consultants : 5 marchés
3. Gré à Gré : 140 marchés

Fonctionnement : Les activités de passation des marchés ont été réalisées sous la supervision du Coordonnateur, les Chefs de Composantes, le Responsable de S/E et le RAF avec un appui des Services techniques centraux et régionaux selon les cas.

Conformément à la réglementation, tous les marchés réalisés ont été initiés (DAO, TDR et DP) au niveau des chefs de composantes, discutés en conseil de direction et validé auprès des services techniques du Ministère de l'Agriculture selon les cas.

Efficacité :

L'analyse du dispositif actuel (constats et limites), des statistiques et analyse des tableaux ci-dessus, il ressort que le système de passation des marchés, a été fonctionnel et efficace, mais pas très équitable par le faite d'une utilisation très élevée de la méthode sélection par entente directe (64%), due entre autre, aux circonstances exceptionnelles de mise en œuvre du PUASA. Il est demandé au programme de faire en sorte, qu'il infléchisse cette tendance autant que faire se peut dans la cadre de la mise en œuvre du PACER.

Parmi les marchés passés sur entente directe, il y a les contrats des OPP et OPS qui représentent une manne financière très importante dans le budget annuel du programme, depuis 2007 et cela en faveur des mêmes

structures sur la base d'une simple tacite reconduction après une évaluation interne conduite par le programme. Cet état de fait peut conduire à une notabilisation des gens à la longue, pouvant entraîner une entrave à l'atteinte des objectifs.

Le PADER étant un programme cadre, il est impératif, d'avoir une personne dédiée exclusivement aux questions liées à la passation des marchés vue l'ampleur des activités et la complexité des procédures en la matière, afin d'éviter le cumul actuel des tâches de chef de composante et de responsable de la passation des marchés.

La mission recommande : i)- Utiliser le modèle courant simplifier de plan de passation des marchés actuellement utilisé par la plupart des projets FIDA; ii)- Procéder au redéploiement de Mr SEWANOU OZA Pierre, actuellement responsable de la composante AGR du PADER et point focal du financement UE en qualité de nouveau responsable en charge de la passation des marchés au niveau du programme. Mr OZA est très familier des questions de procurement au niveau du programme, il dispose d'un bon niveau et il est disposé à assumer la fonction. Ce qui aura l'avantage non seulement d'éviter la relance de la procédure de recrutement d'un nouveau, mais aussi d'avoir sur place une personne de niveau qui connaît parfaitement le programme et le système; iii)- Revoir le système d'archivage des documents liés à la passation des marchés en un seul lieu pour assurer, une meilleure traçabilité du processus et faciliter les opérations de contrôle et/ou audit éventuel;

iv)- Recruter un cabinet spécialisé en étude institutionnelle et évaluation, pour faire un diagnostic systématique sur les OPP & OPS sur la base de leur contrat, afin de fournir au programme les éléments probants pouvant justifier une reconduction ou non des contrats pour l'exercice 2012, étant entendu qu'elles ont évolué avec le programme depuis 2007.

Respect des dispositions de l'Accord de Prêt et de la réglementation nationale, en matière de passation des marchés.

Le constat général révèle une bonne application des dispositions de l'accord de prêt et de la réglementation nationale en matière de passation des marchés. Toutefois, une amélioration est requise qui s'explique par le fait des pratiques et constats suivants :

a)- Utilisation partielle des méthodes favorisant la compétition par le fait d'avoir environ 64% des marchés passés par entente Directe;

b)- Système d'archivage non opérationnel, non disponibilité des dossiers retraçant le processus en un seul lieu.

Composition des comités d'évaluation

La mission note avec satisfaction, l'initiative prise par le Coordonnateur du programme pour la mise en place d'une commission inter-ministérielle spéciale dans le cadre de la réalisation des activités liées au Don UE. Cette initiative a permis de réaliser dans un délai raisonnable l'essentiel des activités qui avaient été envisagées dans ce projet.

La mission recommande de faire en sorte que la commission inter-ministérielle continue son travail au-delà du 31/12/2011 en faveur des deux autres programmes pour l'atteinte des objectifs.

Registre des contrats :

La mission constate que le registre des contrats est conforme et est tenu. Toutefois, sa mise à jour régulière avec l'ensemble des informations requises devant chaque marché validé et signé est recommandée.

Don Union Européenne :

La mission a passée en revue et cela en relation avec le point focal de ce financement dans le PADER et le

RAF, l'ensemble des activités réalisées et celles en instances dans le cadre du Don UE afin de s'assurer non seulement de leur exécution tant sur le plan financier que physique mais aussi de leur pertinence vu la date butoir du 31/12/2011.

Cette activité a conduit aux constats et recommandations ci-après : i)- élaboration du plan national semencier, Organiser l'atelier de validation des conclusions de l'étude avant la date du 31/12/2011 ; ii)- Travaux de construction des magasins villageois et communaux : 1- Initiation urgente d'une lettre de réclamation des pénalités de retard aux 8 entreprises concernées, conformément aux dispositions des contrats qui sont signés depuis le 16/06/2011 et dont la date de fin des travaux était prévue depuis le 14/09/2011; 2- Programmer une rencontre avec ces 8 PME avec la DNMP pour établir un nouveau planning

d'exécution et proposer au FIDA des alternatives éventuellement ; iii)- Contrat d'acquisition de 12 motoculteurs avec la société SEFODI, les fournitures ne pouvant être reçu avant la date butoir du 31/12/2011, ces équipements une fois reçus pourront être payés sur le PACER après avis de non objection du FIDA. En tout état de cause cette ressource devra être provisionnée dans le PTBA 2012 en cours de finalisation ; iv)- Divers autres contrats en cours de réalisation, envoyer immédiatement des lettres de mise en demeure pour la finalisation des travaux, études et/ou livraison de fournitures pour éviter de se trouver en situation de litige au-delà du 31/12/2011 ; v)- Convention avec l'ANASEB pour la gestion du fonds levier pour la production et la commercialisation des semences, Stopper la préparation de la DPD en cours dans le cadre du don UE pour cause de non disponibilité de ressources et initier une demande motivée au FIDA pour le financement de cette activité importante dans le cadre du PACER à prévoir dans le PTBA et PPM 2012, vi)- 1- fourniture de dépliant et objets promotionnels (T-shirt, casquettes, albums...) ; 2- acquisition de produits chimiques, petits matériels et consommables au profit de LGB/FAST/UAC et 3- convention avec AFRICARICE pour la mise en place d'un système de suivi-évaluation de la production semencière, au profit de la DAGRI, annuler ces activités en cours car ne pouvant tenir dans les délais en terme de PM d'ici le 31/12/2012.

Recommandations convenues	Responsabilité	Date de réalisation
Archivage des documents : Rassembler toute la documentation liée à un marché dans un seul lieu pour faciliter la traçabilité du processus lors des audits et missions de supervision pour le contrôle à postériori. Action urgente : revoir tout l'archivage actuel des documents de PM	<ul style="list-style-type: none"> RAF Chefs Composantes 	Immédiatement
Recruter un cabinet spécialisé en étude institutionnelle et évaluation, pour faire un diagnostic systématique sur les OPP & OPS sur la base de leur contrat, afin de fournir au programme les éléments probants pouvant justifier une reconduction ou non des contrats pour l'exercice 2012, étant entendu qu'elles ont évoluées avec le programme depuis 2007	<ul style="list-style-type: none"> RAF & RPM 	31/12/2011
Procéder au redéploiement de Mr SEWANOU OZA Pierre, actuellement responsable de la composante AGR du PADER et point focal du financement UE en qualité de nouveau responsable en charge de la passation des marchés au niveau du programme vus ses performances et sa connaissance du programme	<ul style="list-style-type: none"> CN 	31/12/2011
Utiliser le modèle courant simplifier de plan de passation des marchés actuellement utiliser par la plupart des projets FIDA	<ul style="list-style-type: none"> RPM 	immédiatement
Don UE :Travaux de construction des magasins villageois et communaux : 1- Initiation urgente d'une lettre de réclamation des pénalités de retard aux 8 entreprises concernées, conformément aux dispositions des contrats qui sont signés depuis le 16/06/2011 et dont la date de fin des travaux était prévue depuis le 14/09/2011; 2- Programmer une rencontre avec ces 8 PME avec la DNMP pour établir un nouveau planning d'exécution et proposer au FIDA des alternatives éventuellement	<ul style="list-style-type: none"> RPM/RAF/ Chef de composante 	immédiatement
Don UE : élaboration du plan national semencier, Organiser l'atelier de validation des conclusions de l'étude avant la date du 31/12/2011	<ul style="list-style-type: none"> RAF/ Chef de composante 	31/12/2011
Don UE : Contrat d'acquisition de 12 motoculteurs avec la société SEFODI, les fournitures ne pouvant être reçu avant la date butoir du 31/12/2011, ces équipements une fois reçus pourront être payés sur le PACER après avis de non objection du FIDA. En tout état de cause cette ressource devra être provisionnée dans le PTBA 2012 en cours de finalisation	<ul style="list-style-type: none"> RAF/RPM 	30/01/2011
Don UE : Convention avec l'ANASEB pour la gestion du fonds levier pour la production et la commercialisation des semences, Stopper la préparation de la DPD en cours dans le cadre du don UE pour cause de non disponibilité de ressources et initier une demande motivée au FIDA pour le financement de cette activité importante dans le cadre du PACER à prévoir dans le PTBA et PPM 2012	<ul style="list-style-type: none"> RAF/RPM 	15/12/2011
Don UE : fourniture de dépliant et objets promotionnels (T-shirt, casquettes, albums...) ; 2- acquisition de produits chimiques, petits matériels et consommables au profit de LGB/FAST/UAC et 3- convention avec AFRICARICE pour la mise en place d'un système de suivi-évaluation de la production semencière, au profit de la DAGRI, annuler ces activités en cours car ne pouvant tenir dans les délais en terme de PM d'ici le 31/12/2012	<ul style="list-style-type: none"> RPM/RAF 	immédiatement

Pour les PPM PADER et PACER, voir fichiers EXCEL annexés : PPM PADER 2012 version 1 et PPM PACER version 1 2012

ANNEXE VI : STRATEGIE DE SORTIE (DESENGAGEMENT).

Au cours des 4 mois restants, le programme devrait se concentrer sur les éléments de la stratégie de sortie ci-après :

Composante AGR/MER :

- i. Prioriser les activités à exécuter durant les quatre (4) mois d'opération qui restent et les réaliser avec l'accompagnement des institutions pérennes compétentes ;
- ii. Adopter une stratégie différenciée par filière ;
 - a. prioriser les activités d'appui aux groupements et MER oeuvrant dans les filières promues par le PACER (riz, cultures maraichères, ananas, racines et tubercules) ;
 - b. quant aux AGR hors filières PACER, poursuivre le partenariat avec les CerRPA, la DAGRI, l'INRAB, la DPQC et la DANA en vue de la poursuite du suivi-appui-conseil technique et organisationnel des bénéficiaires ;
- iii. Transférer au PACER les acquis du programme dans le cadre partenariat avec la PNOPPA relatif à l'organisation des producteurs pour la commercialisation collective de leurs produits ;
- iv. Poursuivre la mise en relation des groupements et MER avec les institutions de financement pour l'obtention des crédits nécessaires au développement de leurs activités et établir un lien étroit avec l'UNASF-GIE pour assurer à terme la durabilité de l'accès aux crédits des groupes cibles ;
- v. Accélérer l'achèvement des activités du Don UE et faire une liaison avec le PACER en affinant avec le Responsable ADF les modalités de poursuite de la production semencière après la clôture de la Facilité Alimentaire de l'Union Européenne.

Composante Accès au financement rural :

- i. Poursuivre les appuis différenciés aux ASF en fonction de leur typologie ;
- ii. En matière de suivi des ASF, réduire progressivement les cahiers de charges des Opérateurs Partenaires Spécialisés (OPS), pendant que les services techniques de la faîtière des ASF seront progressivement mis en place et remplaceront les OPS avant la fin du PACER et assureront la pérennisation à la fin du projet;
- iii. Mettre en place les services opérationnels de la caisse centrale de la faîtière avec l'appui du Fonds National de la Micro finance et autres partenaires pour la mobilisation des ressources financières afin de refinancer les ASF et les autres structures membres de la caisse ;
- iv. Concrétiser l'adhésion de la faîtière des ASF au Consortium Alafia qui est le réseau des praticiens de la micro finance au Bénin leur permettra de bénéficier des formations à coût réduit et d'accéder facilement aux ressources additionnelles au près des partenaires techniques et financiers ; et
- v. Poursuivre la réflexion avec le gouvernement sur l'intégration du réseau des ASF au sein du Ministère en charge de la Micro Finance ou au Ministère de l'Economie et des Finances à la fin des projets PADER/PACER

Composante AIB :

- i. Initier un dialogue politique avec le MAEP et les autres parties prenantes sur le besoin de renforcer les cadres formels de concertation entre villages (ADV), communes, structures décentralisées et déconcentrées de l'Etat, et tous autres intervenants concernés, afin d'associer les ADV à toutes les décisions du Conseil Communal ;

- ii. Intégrer les femmes relais au sein des ADV et développer un partenariat avec les Centres de Promotion Sociale (CPS), les Centres de santé du village et les Centres de santé d'Arrondissement en vue d'être des points focaux de ces structures. Ce qui permettra la pérennisation de leurs activités.

ANNEXE VII : Plan des activités à réaliser de décembre 2011 à mars 2012

(Ce plan vient en complément aux activités en cours dans chaque composante)

1. COMPOSANTE A: «APPUI AUX AGR/MER» DU PADER.

Activités	Description	Responsabilité	Date convenue
1. Réalisation de la cartographie des AGR/MER	- Etablir la cartographie et la typologie des groupements/AGR et des MER par localité et les caractériser	PADER/AGR	Janvier 2012
2. Evaluation des réalisations de la composante	- Faire le point des réalisations nécessitant un appui-suivi-conseil ; et - Etablir un partenariat avec les structures déconcentrées du MAEP (CeCPA, DPLR etc).	PADER/AGR	Janvier 2012
3. Transfert certaines activités de PADER au PACER	- Faire le point des activités PADER à transférer au PACER après l'étude d'impact.	PADER/AGR	Mars 2012
4. Evaluation du problème de puits dans les groupements et distribution des équipements adéquats	- Faire le point des équipements inadéquats et examiner la possibilité de les remplacer ; - Evaluer et régler les problèmes relatifs aux puits et autres équipements/infrastructures fournis aux groupements mais restés non utilisés (tel que le cas de JEHOVA JIRE de Monkpa)	AGR/ADF/URA	Immédiatement
5. Assistance à l'opérationnalisation des unités pilotes de formation	- Recruter un prestataire spécialisé pour l'appui-conseil et l'opérationnalisation des unités pilotes de formation (assistance en gestion administrative et financière, organisation des formations etc)	AGR/ADF/URA	Immédiatement
Projet de production de semences certifiées de riz et de boutures de manioc sur don Union Européenne (UE)			
1. Consolidation des acquis du Don UE	- Prendre les mesures nécessaires pour assurer la pérennisation des acquis du Don UE à travers le PACER (Plans d'amortissements des équipements mis en place : motopompes, puits tubés, etc).	PACER/ADF	Janvier 2012
2. Restructuration de l'ANASEB	- Assister l'ANASEB dans sa restructuration à travers la poursuite de la mise en place des coopératives de base, un cadre de concertation, et un rapprochement avec des structures d'appui.	PACER/ADF	Février 2012

3. Vulgarisation des semences améliorées de riz	- Faire vulgariser par les CeRPA les semences améliorées afin de susciter et d'accroître leur demande par les producteurs.	PACER/AGR/ADF/COORD	Février 2012
---	--	---------------------	--------------

2. COMPOSANTE B: «ACCES AU FINANCEMENT RURAL» DU PADER.

Activités	Description	Responsabilité	Date convenue
1. Opérationnalisation de la faîtière des ASF	- Obtenir auprès du Ministère de l'Economie et des Finances l'agrément d'exercer de la structure faîtière des ASF.	PADER (Coord. + Resp. FR) et UNASF-GIE	Janvier 2012
2. Mise en place la Caisse Centrale des ASF	- Mettre en place la Caisse Centrale des ASF	PADER (Coord. + Resp. FR) et OPS+UNASF-GIE	Février 2012
3. Mise en place des fonds de subvention et de capitalisation au profit de l'UNASF-GIE	- Mettre en place les fonds de subvention et de capitalisation au profit de l'UNASF-GIE.	PADER +FIDA	Février 2012

3. COMPOSANTE C: «APPUI AUX INSTITUTIONS DE BASE» DU PADER.

Activités	Description	Responsabilité	Date convenue
1. Finalisation des activités d'alphabétisation	- Poursuivre et terminer l'alphabétisation niveau français fondamental avec les groupements qui n'ont pas encore terminé le processus d'alphabétisation.	AIB et R/URA RAF	Jan-Février 2012
2. Réalisation d'une typologie des ADV et des femmes relais	- Etablir une typologie des ADV et femmes relais pour mieux cibler les appuis à apporter par le PACER	AIB et R/URA RAF et CSE	Janvier 2012
3. Intégration des femmes relais au sein des ADV pour assurer la pérennisation de leurs activités	- Intégrer les femmes relais au sein des ADV et développer le partenariat avec l'Association Béninoise pour le Marketing Social et la Communication pour la Santé (ABMS) pour la pérennisation des acquis.	AIB, OPP, ADV	Janvier. 2012
4. Equipement des femmes relais	- Mettre à la disposition des femmes relais le matériel pédagogique restant nécessaire à l'animation sur le terrain (matériel de protection SIDA/MST, Phallus, comprimé de traitement eau)	AIB, URA, RAF, Partenaires extérieurs	Janvier 2012

République du Bénin
Programme d'Appui au Développement Rural (PADER)
Projet d'Appui à la Croissance Economique (PACER)
Mission de supervision: Du 28 Novembre au 17 Décembre 2011

Appendices et annexes

5. Evaluation et renforcement des OPP	- Evaluer les OPP et renforcer leurs capacités sur les rôles et responsabilités des institutions de base (CV et ADV)	AIB, R/URA*, MCL et RAF	Février 2012
6. Organisation d'un atelier sur les infrastructures	- Organiser un atelier national sur les infrastructures	AIB, OPP, RAF	Février 2012
7. Visite d'échanges entre ADV	- Mettre en place un système de visite d'échanges entre les ADV entreprenantes et celles qui ont besoin de renforcement.	AIB, URA, OPP	Mars 2012

4. COMPOSANTE « APPUI AU DEVELOPPEMENT DES FILIERES AGRICOLES (ADF) » DU PACER

Activités	Description	Responsabilité	Date convenue
1. Mise en place des intrants spécifiques pour les bénéficiaires du PACER	- Appuyer la mise en place des intrants spécifiques pour les bénéficiaires du PACER	FIDA /Coordonnateur/RAF/ADF	Fin mars 2012
2. Signature d'un Contrat avec l'INRAB/Niaouli	- Faire un Contrat avec INRAB/Niaouli pour : l'introduction de la variété MD2 d'ananas; des expérimentations en vue de la détermination des doses de fumure ananas ; la production de semences maraîchères de prébase	FIDA ; Coordonnateur/ADF	Fin mars 2012
3. Structuration des acteurs de la sous filière semences maraîchères	- Poursuivre la structuration des acteurs de la sous filière semences maraîchères	Coordonnateur/ADF/ANASEB	Février 2012
4. Mise en place de consortiums	- Poursuivre la mise en place de consortiums tout en veillant au renforcement des capacités des groupements membres	Coordonnateur ; ADF ; RAF	Tâche permanente
5. Opérationnalisation du Guichet A	- Mettre en place le mécanisme d'approvisionnement du Guichet A	Coordonnateur/CAA/RAF/ADF	Janvier 2012
6. Signature des contrats avec les consortiums	- Accélérer le processus de signature des contrats entre le projet et les consortiums		
7. Signature des contrats avec les IF	- Signer les contrats avec IF et le FNM	Coordonnateur/ADF/IF	Décembre 2011

5. COMPOSANTE « INFRASTRUCTURE RURALES (IR) » DU PACER.

Activités	Description	Responsabilité	Date convenue
1. Requête de financement à la BOAD	- Finaliser la requête de financement à adresser à la BOAD pour l'étude de faisabilité des pistes	PACER/IR/COORD	Janvier 2012
2. Mobilisation de la contribution de la FAO	- Relancer le processus de mobilisation de la contribution de la FAO au PACER	PACER/IR/COORD	Janvier 2012
3. Sélection des entreprises pour la réhabilitation de routes	- Accélérer les processus de sélection des entreprises pour la réalisation des travaux en instance.	PACER/IR	Immédiatement

6. COMPOSANTE D : «COORDINATION ET PARTENARIAT STRATEGIQUE».

Activités	Description	Responsabilité	Période
1. Etude d'impact du PADER	- Elaborer les TDR de l'étude d'impact du PADER ; - Lancer l'appel d'offre de l'étude d'impact du PADER	RSE, Coord.	Janvier 2012
2. Réalisation de l'étude d'impact du PADER	- Conduire l'étude d'impact du PADER		Avril 2012
3. Réalisation du film documentaire sur le Don UE	- Achever la réalisation du film documentaire sur le don UE et des spots publicitaires sur les semences certifiées.	RSE	Fin décembre 2011
4. Impression des cartes thématiques	- Elaborer les TDR de l'étude d'impact du PADER ; Imprimer les cartes thématiques et les diffuser	RSE	Janvier 2012
5. Signature des contrats avec les consortiums	- Accélérer la signature des diverses conventions avec les têtes de ponts des consortiums	UCP, ADF	Janvier 2012

ASPECTS LIES A LA PASSATION DE MARCHES

Activités	Description	Responsabilité	Date convenue
1. Archivage des documents	- Rassembler toute la documentation liée à un marché dans un seul lieu pour faciliter la traçabilité du processus lors des audits et autres missions.	RAF/R composante	Immédiatement
2. Etude institutionnelle	- Recruter un cabinet spécialisé en étude institutionnelle et évaluation, pour faire un diagnostic systématique sur les OPP & OPS sur la base de leur contrat.	RAF/RPM	31/12/2011
3. Uniformisation de modèle de PPM utilisé par les projets FIDA	- Utiliser le modèle courant et simplifié de PPM actuellement utilisé par la plupart des projets FIDA.	RPM	Immédiatement
4. Réclamation des pénalités sur les travaux de construction des magasins villageois.	- Initier une lettre de réclamation des pénalités sur les travaux de construction des magasins villageois.	RPM/RAF/ R composante	Immédiatement
6. Suspension de la préparation de la DPD relative à la mise à disposition du Fond levier	- Don UE : Stopper la préparation de la DPD relative à la mise à disposition du Fond levier à l'ANASEB dans le cadre du don UE et initier une demande motivée au FIDA pour le financement de cette activité importante dans le cadre du PACER à prévoir dans le PTBA et PPM 2012	RAF/RPM	15/12/2011
7. Annulation des activités en cours sur le Don UE	- Don UE : Annuler les activités en cours car ne pouvant tenir dans les délais en terme de PM d'ici le 31/12/2012 : (1) fourniture de dépliant et objets promotionnels, (2)- acquisition de produits chimiques, petits matériels et consommables, (3)- convention avec AFRICARICE pour la mise en place d'un système de suivi-évaluation de la production semencière, au profit de la DAGRI	RPM/RAF	Immédiatement

République du Bénin
Programme d'Appui au Développement Rural (PADER)
Projet d'Appui à la Croissance Economique (PACER)
Mission de supervision: Du 28 Novembre au 17 Décembre 2011

Appendices et annexes

AUDIT

Activités	Description	Responsabilité	Date convenue
1. Suivi des contrats P.C	- Dresser mensuellement la situation exhaustive des contrats P.C avec taux d'exécution physique et Financière, l'inventaire des factures non encore réglées et les contrats signés et non encore exécutés	RAF/R. Composante	RAF/R Composante
2. Recouvrement du C.S	- Recouvrer le C.S à partir de la DRF 79 et suite à 50% des montants justifiés.	RAF /FIDA	Immédiate
3. Validation du Manuel de procédures administratives et comptables.	- Tenir un atelier interne de validation Manuel de procédures administratives et comptables.	RAF	
4. Finalisation du PTBA 2012	- Finaliser et valider le PTBA 2012 et PPM	RSE/RAF/RPM/R Composantes	20 décembre 2011
5. Elaboration des Etas financiers consolidés	- Elaborer les Etas financiers consolidés du P.C	RAF	15 mars 2012

DURABILITE

Activités	Description	Responsabilité	Date convenue
1. Introduction des innovations techniques et technologiques	- Introduire des innovations techniques et technologiques pour améliorer la productivité (femmes et jeunes surtout)	PACER (ADF+URA), OPP	Continue
2. Adaptation des itinéraires techniques aux divers changements climatiques	- Adapter les itinéraires techniques aux divers changements climatiques (poche de sécheresse, pluies rapprochées et abondantes)	PACER (ADF+URA), OPP	Mars 2012
3. Adaptation des itinéraires techniques aux divers changements climatiques	- Adapter les itinéraires techniques aux divers changements climatiques et réaliser un suivi de son opérationnalisation.	PACER (ADF+URA), CeRPA, OPP	Immédiatement
4. Intensification de la recherche pour la production de rejets sains d'ananas biologique	- Intensifier les recherches pour la production de rejets suffisants d'ananas biologique et réaliser un suivi de cette activité.	PACER, INRAB	Continue

